

Le Monde

LA BOMBE

L'annonce d'une prochaine décision du président de la République sur la mise en route de la bombe dite à neutrons suscite un débat animé dans la classe politique et chez les spécialistes des problèmes de défense. Le socialiste Jean Pautot ne voudrait pas qu'on se trompe de priorité. Le gaulliste Jacques Cressard se préoccupe surtout d'accroître la crédibilité psychologique de la dissuasion. Quant au giscardien Arthur Paecht, il estime qu'entre les thèses du R.P.R. et celles de l'U.D.F. il existe une « convergence sur le primordial ».

Des neutrons, pour quoi faire ?

DEPUIS deux ans environ, se développe un discours sur l'existence d'une menace soviétique, agitant le spectre d'une troisième guerre mondiale, à grand renfort de scénarios de guerre-fiction. Deux éléments favorisent cette nouvelle présentation de la menace. Le premier est la perte de confiance dans les Etats-Unis ; politique incertaine du président Carter, ou prise de conscience de ce qu'il s'agit d'un Etat nucléaire un peu plus que d'un Etat à neutrons, de risque majeur que pour son propre compte ? Le second est la révélation de l'effort soviétique pour la modernisation de ses forces. Avec le SS-20, arme « euro-stratégique », dont l'E.C.P. (1) serait (mais qui peut le prouver ?) inférieure à 300 missiles, l'U.R.S.S. pourrait détruire préventivement une part appréciable des objectifs militaires de l'OTAN en Europe. Ainsi, l'Union soviétique rendrait ses moyens cohérents avec sa doctrine d'emploi. Cette dernière précisait clairement qu'au cas où l'U.R.S.S. serait contrainte à la guerre, tous les moyens disponibles seraient utilisés, y compris les moyens nucléaires.

Elaboré au début des années 60, le modèle français de dissuasion est basé sur le rapport entre le risque et l'avantage. L'avantage retiré par un agresseur devant être largement inférieur au risque des dommages qu'il pourrait subir. Discours de « non-guerre » fort différent de la « dissuasion » de l'OTAN, basée sur un équilibre des forces à tous les niveaux.

« Bataille » contre « dissuasion »

Elaboré au début des années 60, le modèle français de dissuasion est basé sur le rapport entre le risque et l'avantage. L'avantage retiré par un agresseur devant être largement inférieur au risque des dommages qu'il pourrait subir. Discours de « non-guerre » fort différent de la « dissuasion » de l'OTAN, basée sur un équilibre des forces à tous les niveaux.

planification préalable au sein du système de défense atlantique, à défaut d'une Europe de défenses encore intouchable (2). Ses opposants considèrent, en revanche, que toute forme de guerre nucléaire en Europe, quel que soit le type des engins employés, signifierait sa mort. Il importe avant tout de bâtir sa défense pour empêcher la guerre. La priorité doit donc être accordée à un système de forces nucléaires stratégiques constamment adapté aux progrès technologiques. Ces derniers peuvent en effet mettre en cause l'invulnérabilité de nos moyens de lancement, ou la capacité des missiles à pénétrer les défenses adverses.

« Bataille » contre « dissuasion »

Elaboré au début des années 60, le modèle français de dissuasion est basé sur le rapport entre le risque et l'avantage. L'avantage retiré par un agresseur devant être largement inférieur au risque des dommages qu'il pourrait subir. Discours de « non-guerre » fort différent de la « dissuasion » de l'OTAN, basée sur un équilibre des forces à tous les niveaux.

L'adoption de l'arme « à neutrons » implique pour la France le choix entre deux voies. Soit une planification préalable concernant l'ensemble de l'armement nucléaire tactique du théâtre européen, ce qui nous conduirait à déléguer nos pouvoirs au système militaire de l'Alliance. Soit la mise sur pied d'une « ligne Maginot » couvrant le territoire en profondeur, et combinant l'arme « à neutrons » avec des armes antichars de haute précision agissant sur un ennemi dispersé. Un tel système impliquerait une relance totale de notre doctrine et de l'organisation de nos forces. En l'état actuel des relations internationales, la stratégie nucléaire défensive, dite « de la faible au forte », ne compromet pas la volonté de

département. Il serait dangereux de se tromper de priorité, en cédant aux pressions de complexes militaires administratifs pressés de démontrer leur savoir-faire technique, ou d'industries soucieuses d'accroître de substantiels profits. L'ambiguïté n'est pas forcément la marque de l'habileté stratégique. Si la décision à intervenir entraîne la production de quelques dizaines d'armes, échelonnées de notre territoire, on n'en voit pas bien l'intérêt, sinon celui d'alourdir les charges financières du budget de la défense. S'il s'agit, en revanche, d'en produire plusieurs milliers, c'est tout le concept de défense et l'organisation de nos forces qui sont remis en cause.

(1) Rapport circulaire probable : dissuasion d'un cercle à l'extérieur duquel tombent au moins 50 % des projectiles.
(2) Voir le rapport. Une doctrine de défense de la France, récemment publié par l'U.D.F.

Le souffle qui fait défaut

J'AI toujours présent à l'esprit le discours de Charles de Gaulle, à Strasbourg, le 22 novembre 1964 et particulièrement ces mots : « Au demeurant, en ce temps de menaces et d'escalades atomiques, il n'y a pas, pour assurer effectivement la sauvegarde initiale de l'Ancien Continent, et par conséquent pour justifier l'alliance atlantique, il n'y a pas d'autre voie que l'organisation d'une Europe qui soit elle-même, notamment pour se défendre ».

Or en lisant les réflexions sur la défense, de Michel Aurillac, délégué national du R.P.R., j'ai noté cette phrase du chapitre « Forces terrestres » : « Il faut se demander si, en l'état actuel de la construction européenne, on peut demander aux consociés de participer à une intervention en Europe, même si le maintien du statu quo dans ces régions est déterminant pour notre pays... » Si je ne retrouve pas dans cette remarque féroce le souffle gaullien, je la crois significative d'un

par JACQUES CRESSARD (*)

certain éclairage. A une volonté d'assumer pleinement les responsabilités de la France, maîtresse de sa défense, dans le maintien de la paix en Europe, succède un neutralisme qui n'ose pas se déclarer. Que mes compagnons relisent le général de Gaulle. Nous appartenons à l'Europe, nous devons contribuer à sa défense, à moins que nous soyons prêts à laisser aux seuls Américains la sauvegarde de la liberté sur notre continent. Mais que chacun sache que le jour où nous aurons renoncé à construire l'Europe européenne, nous perdrons la maîtrise de notre destin national. Au mieux, nous subirons sous diverses formes l'imperium américain ; au pire, nous serons finlandisés dans une *pax sovietica* dont je n'ose penser que nous soyons prêts à accepter que les sentinelles campent sur le pont de Kehl.

Une arme théologique ?

Intervenant au congrès régional du R.P.R., à Brest, le 22 mars, j'avais demandé que le gouvernement dote notre armée de l'arme à neutrons renforcée afin d'accroître la crédibilité de notre dissuasion, de notre dissuasion. Je n'avais pas eu le sentiment d'être désavoué par les dirigeants R.P.R. présents, au contraire... N'ayant pas changé d'opinion, je maintiens que la possession par la France de l'arme nucléaire est compatible avec notre doctrine de dissuasion. Il est nécessaire de doter le prési-

de quatre mois pour tous et de dix-huit mois pour les volontaires, ne tiennent pas compte de la spécificité de notre nation. Le Suisse est discipliné, le Français a toujours compté sur sa débrouillardise pour compenser son manque de naturel de discipline et son peu d'enthousiasme pour l'exercice. Seule la contrainte fait le soldat. Comme la démocratie, le service militaire obligatoire est le pire des systèmes, mais il n'en existe pas de meilleur. De plus, ceux qui connaissent les gars du contingent savent qu'il faut au moins quatre mois pour leur donner le minimum de résistance physique et morale nécessaire à tout combattant, qu'il soit fantassin ou motorisé. Nous ne sommes plus une nation de laboureurs, mais une société qui vit selon des normes de confort qui ne préparent pas à l'effort. Aussi, pour avoir un contingent opérationnel, il faut une durée de service qui ne peut être guère différente de douze mois. C'est pourquoi je pense que le système proposé désorganiserait notre armée de terre, sans améliorer ses conditions d'emploi. Je souhaite que mes remarques nous encouragent au sein du R.P.R. à reprendre et à approfondir notre réflexion.

Une arme théologique ?

Intervenant au congrès régional du R.P.R., à Brest, le 22 mars, j'avais demandé que le gouvernement dote notre armée de l'arme à neutrons renforcée afin d'accroître la crédibilité de notre dissuasion, de notre dissuasion. Je n'avais pas eu le sentiment d'être désavoué par les dirigeants R.P.R. présents, au contraire... N'ayant pas changé d'opinion, je maintiens que la possession par la France de l'arme nucléaire est compatible avec notre doctrine de dissuasion. Il est nécessaire de doter le prési-

Convergence sur le primordial

Il me paraissait tout à fait normal et opportun, dès lors qu'un large débat sur la défense s'instaure dans l'opinion, que les principaux partis présentent et actualisent leurs doctrines. C'est ce que nous avons fait au sein de la commission de la défense U.D.F. et c'est ce qui a été réalisé par notre partenaire de la majorité, le R.P.R. On peut constater l'existence de convergences doctrinales profondes sans évaluer pour autant des divergences qui sont réelles, mais n'affectent en rien la ligne politique, car elles ne paraissent essentiellement techniques et généralement hors du domaine d'appréciation des parlementaires.

Il y a convergence sur le fondamental et le primordial, et tout d'abord sur l'esprit de la défense. Comment pourrait-il en être autrement à partir du moment où l'adversaire est cette fois nommé, désigné et que l'objectif commun est ainsi défini. Le reste n'est qu'une affaire de moyens. La convergence se confirme d'ailleurs dans la définition du niveau auquel, pour l'une et pour l'autre des parties, doit se situer l'effort budgétaire que notre nation devra justifier et consentir pour se doter de ces moyens. L'accord sur ces deux points, à lui seul, me paraît déjà suffisant

par ARTHUR PAECHT (*)

pour affirmer que la majorité présente sur la défense nationale des propositions logiques et positives et tout à fait conformes à l'esprit de notre loi de programmation. Mais les convergences vont en réalité bien au-delà, puisque U.D.F. et R.P.R. affirment leur fidélité à la doctrine de la dissuasion et à la priorité accordée au nucléaire. Enfin, personne dans la majorité ne remet en question la conscription populaire dans son principe, ni la nécessité de faire participer tout le pays à la défense civile. On peut donc, très légitimement, se demander pour quelles raisons tant de commentateurs avisés, susceptibles pourtant, j'en suis sûr, de l'efficacité de notre système de défense, ont, en fait, gommé tout ce que les formations de la majorité avaient en commun pour ne faire, en réalité, que l'exagérer des divergences qui existent, nous l'avons déjà dit, mais à un tout autre niveau que susceptible de remettre en cause les bases de notre politique de défense. C'est un procès d'intention que l'on fait à l'U.D.F. quand on voudrait accorder, sans preuves, l'idée qu'elle se prépare à la bataille et qu'elle souhaite la victoire à l'organisation intégrée. Nous acceptons, c'est vrai, le terme de bataille, mais il ne faut pas jouer sur les mots. Si on

nous attaque, nous nous battons ; en ce sens, nous livrons donc bataille, mais nous ne serons jamais les agresseurs et nous livrons bataille là où nous serons en bonne position pour battre notre adversaire. L'arme neutro-nucléaire, si elle s'avère efficace et réalisable, ne peut s'entendre que dans ce contexte et, donc, dans la dissuasion ; et ce faux débat monté en épingle en vue de la recherche du sensationnel est tout à fait sans intérêt.

La mauvaise querelle sur les termes n'est pas de nature à renforcer notre concept, et il n'est donc pas superflu de le répéter ici.

Quant à l'accusation d'*atlantisme à outrance*, elle ne résiste pas davantage à l'examen honnête : nous avons des alliés, nous les connaissons et nous avons déjà fait un long chemin ensemble. Nous devons, et c'est une ardue obligation, renforcer nos alliances et nos coopérations, mais il n'y a aucune divergence à cet égard dans la majorité, puisque nous avons choisi et confirmé que nous tenons à l'indépendance de nos décisions.

Non à l'intégration, mais, en revanche, oui à l'interopérabilité (1). C'est ce que souhaite l'U.D.F., et le R.P.R. ne le conteste pas, puisque c'est justement cette interopérabilité, encore très insuffisante dans trop de domaines, qui conditionne la solidité et la crédibilité de nos alliances militaires.

Un climat compétitif

Nombreux encore sont ceux qui croient déceler une divergence profonde et rédhibitoire dans le fait que nos partenaires du R.P.R. fassent des propositions précises sur la durée du service national. N'est-il pas normal que l'on se pose la question de savoir si le service militaire est toujours adapté aux besoins actuels et futurs de notre armée ? Si nous n'avons pas, à l'U.D.F., donné la même réponse que le R.P.R. à cette interrogation, il nous demeure pas moins que nous avons, eux et nous, réaffirmé que la conscription et la mobilisation de tous les citoyens sont nécessaires et à mes yeux c'est l'essentiel. Il appartiendra ensuite à l'exécutif et aux techniciens de nous proposer une structure militaire cohérente à nos objectifs et avec les missions assignées à notre armée.

Je ne suis cependant pas assez naïf pour penser que tout ce bruit, toutes ces divergences tant soulignées, ne sont que la résultante d'une connaissance insuffisante des documents en présence, voire d'un malentendu. Il y a indiscutablement, avoué ou non, le souhait de certains de se

démarrer des autres parce qu'ils pensent, à tort à mon avis, qu'il leur manque de cela pour affirmer leur originalité. J'admets volontiers qu'il peut être bon de cultiver la différence parce que c'est salutaire pour l'évolution des idées. Mais jusqu'à un certain point seulement et pas plus loin, car en matière de défense c'est l'intérêt supérieur du pays qui est en jeu et cet intérêt supérieur exige l'adhésion de toutes les forces vives de la nation.

Sur ce point précis, il est d'ailleurs permis d'être optimiste, car, au-delà des convergences réelles et profondes existant bel et bien dans la majorité en matière de défense, je sais qu'il y a des responsables et des militants d'autres formations politiques qui partagent notre conviction.

Espérons qu'ils auront le courage de le dire afin que le climat, nécessairement compétitif, des prochaines consultations électorales ne soit pas préjudiciable à l'efficacité de notre défense.

(1) L'interopérabilité concerne l'aptitude de matériels différents dans leur conception et leur fabrication à pouvoir fonctionner ensemble dans des conditions opérationnelles d'efficacité acceptables. (N.D.L.R.)

Le Monde
Service des Abonnements
1, rue des Beaux-Arts
75013 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. Paris 6807-82

ABONNEMENTS
12 mois 6 mois 3 mois 12 mois
FRANCE - B.O.M. - T.O.M.
247 F 247 F 247 F 247 F
TOUTES PAYS STRASBOURG
247 F 247 F 247 F 247 F

ETRANGER
(par mandat postal)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
247 F 247 F 247 F 247 F
II. - SUISSE-TURQUIE
247 F 247 F 247 F 247 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèques postaux (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur commande.

Changements d'adresse
Les abonnés ou provinciaux (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

HELMUT SCHMIDT



un chrétien face aux choix politiques

collection "FAIRE NOTRE HISTOIRE"
le Centurion

Le Monde

AFRIQUE

Algerie AU CONGRÈS

La corruption de ce pays a été violemment dénoncée

De notre correspondant
d'Algérie
L'Assemblée nationale algérienne a ouvert ses travaux à Alger, le 19 juin, sous la présidence de M. Boumedienne. Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 juin. Les débats porteront sur la situation économique, sociale et politique du pays. Une session spéciale sera consacrée à la lutte contre la corruption, un thème qui a été violemment dénoncé par les participants.

Un régime d'anti-con

L'Assemblée nationale algérienne a ouvert ses travaux à Alger, le 19 juin, sous la présidence de M. Boumedienne. Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 juin. Les débats porteront sur la situation économique, sociale et politique du pays. Une session spéciale sera consacrée à la lutte contre la corruption, un thème qui a été violemment dénoncé par les participants.

République Sud-Africaine

Un calme précaire règne en Cap après les émeutes qui auraient tué une soixantaine de morts

De notre correspondant
Durban
Un calme précaire règne en Cap après les émeutes qui auraient tué une soixantaine de morts. Les tensions raciales restent élevées, et les autorités s'efforcent de maintenir l'ordre. Des mesures de sécurité ont été prises dans les zones à risque.

Angola

Le mouvement de libération nationale angolais a déclaré qu'il avait obtenu des succès militaires importants. Les forces gouvernementales ont subi de lourdes pertes. Le mouvement continue de lutter pour l'indépendance du pays.

LE MONDE
1, rue des Beaux-Arts
75013 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. Paris 6807-82

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Algérie

AU CONGRÈS DU F.L.N.

La corruption de certains dirigeants a été violemment dénoncée par de nombreux orateurs

De notre correspondant

Alger. — Les travaux du congrès extraordinaire du F.L.N., dont la fin était prévue pour la soirée du jeudi 19 juin, sont marqués par la volonté de renforcer la cohésion idéologique du parti et celle de l'épurer de certains responsables, parfois placés très haut dans la hiérarchie de l'Etat et du F.L.N., dont l'enrichissement et la corruption jettent le discrédit sur le régime tout entier.

Le président Chadli Bendjedid avait invité les participants au congrès à s'exprimer librement. Son appel a été entendu par les 3 963 congressistes, dont 300 militaires : de nombreux orateurs ont en effet dénoncé en termes vigoureux et parfois crus « tous ceux qui, sous le couvert de la révolution, ont acquis des biens illégitimes et illégaux ». La formation des quinze dernières années en Algérie d'une classe de « nouveaux riches » mettant à profit leur fonction dans l'appareil d'Etat pour amasser des fortunes n'est ici un secret pour personne. Elle avait fait l'objet, ces derniers mois, d'un rapport chiffré de M. Abdesslem au chef de l'Etat. Mais ce sujet était officiellement tabou tant le mal s'est étendu. Certains délégués ont parlé, sans fard, à la tribune, des « riches construits à grande traîne, des voitures de luxe, des comptes en banque à l'étranger, des pots-de-vin et des trafics de devises. Leurs propos ont fait d'autant plus impression que la télévision, en reportant certains d'entre eux.

Pour faire bonne mesure, des intervenants ont également stigmatisé les procédés antidémocratiques, la répression judiciaire ou les fraudes électorales. Même au printemps de 1976, lors du grand débat sur la Charte nationale, pourtant marqué par une grande liberté de vue, les accusations n'avaient pas été aussi nettes. Le chef de l'Etat a affirmé qu'il ne pouvait rien faire seul : « Sans l'union de tous les militants sérieux, nous ne pouvons pas vaincre nos options politiques et de nos valeurs arabes-islamiques, il est impossible de bâtir le pays.

Une majorité semble s'être également dégagée pour approuver les propositions du comité central tendant à réviser certains articles des statuts pour permettre au parti de contrôler étroitement les organisations de masses (Jeunes, Femmes, Travailleurs, etc.). Les partisans de cette thèse ont demandé que désormais tous les responsables des organisations de masses soient obligés de déclarer leurs biens et leurs activités. Certains délégués ont dénoncé « ceux qui s'inspirent de schémas extérieurs, prêtent des modèles étrangers aux valeurs traditionnelles de la société algérienne et, pour servir à des buts propres, s'inspirent dans le parti et ses organisations de masse ».

Un regain d'anti-communisme

L'adversaire a été clairement désigné lorsque Mme Fatma Zohra Djeghrouf a été nommée, le 19 juin, à la présidence du parti communiste algérien (P.C.A.), héritier de l'ancien parti communiste algérien (P.C.A.), interdit après l'indépendance, qui accorde un « soutien critique » au régime. Bien que clandestin, il est sollicité depuis plusieurs années.

Les militants communistes ne sont pas nombreux, « quinze cents au maximum », dit-on, mais ils sont particulièrement actifs et influents dans le milieu étudiant et dans les syndicats. Ils ont depuis plusieurs années partagé sur la conduite à tenir envers le F.L.N., une partie d'entre eux préconisant l'indépendance, d'autres la rétrocession, ils vont donc se trouver devant un choix délicat. L'éditorial de mercredi du quotidien *El Moudjahid* ne laisse planer aucune équivoque : « Il ne sera pas permis plus longtemps d'avoir « un pied dans l'appareil » et un autre dans une forme d'opposition qui ne dit pas son nom mais

qui se réveille dans certains cas souvent très confortables pour ses auteurs ».

Cette « mise au pas » vise certainement à mieux contrôler les militants ouvriers ou les pratiques contestataires gagnant du terrain. Les autorités craignent manifestement une extension de l'influence des communistes, qui pourraient être au premier rang pour la « défense des acquis de la révolution » et le respect de la Charte nationale. La création au lendemain du congrès de janvier 1979 de cellules du F.L.N. dans les entreprises, qui allaient dans le même sens, ne semble pas avoir eu beaucoup de conséquences sur le terrain.

Ce regain d'anti-communisme dont on craint dans certains milieux de gauche qu'il ne débouche sur une « chasse aux sorcières », coïncide aussi avec la réaffirmation des valeurs arabes-islamiques et un renouveau de la pratique religieuse. On pouvait voir d'ailleurs mercredi après-midi sur les pelouses du stade olympique de Cheraga, où se tient le congrès, de jeunes militaires du contingent faire leur prière. Nombre de congressistes ont fait dans leur intervention référence au Coran et aux enseignements de l'islam, et ils ont été vivement applaudis, ainsi d'ailleurs que ceux qui réaffirmaient leur désir de voir progresser rapidement l'arabisation du pays. Socialisme musulman ou, marxisme non, telle pourrait être résumée la vision d'une très large majorité de délégués.

DANIEL JUNQUA

● Une Française privée de son passeport du Maroc. — Mme Jocelyne Laubi, femme du poète emprisonné depuis 1972, est privée de son passeport depuis janvier 1978 : la police marocaine le lui avait retiré à la suite d'une intervention, mais ne le lui a jamais rendu, bien qu'elle n'ait pas été inculpée. Mme Laubi réclame la restitution de son passeport pour faire hospitaliser son fils, une troisième fille : née en 1972 au moment de l'arrestation de son père et choquée par l'arrestation de sa mère alors qu'elle avait trois ans, elle a depuis fait de graves troubles de croissance.

LE CONFLIT DU SAHARA

La Mauritanie est favorable à la reconnaissance de la République sahraouie par l'O.U.A.

Une forte délégation marocaine conduite par M. Abdelhak Tazi, secrétaire d'Etat à la formation des cadres s'est rendue à Freetown pour participer aux réunions préparatoires au sommet de l'O.U.A., début juillet. Notre correspondant à Rabat nous signale que M. Mohamed Boucetta, ministre des affaires étrangères, a prévenu les Africains qu'en cas de reconnaissance de la République sahraouie démocratique, que le Maroc considère comme « fantôme » et ne répondant en aucun cas aux caractéristiques d'un véritable Etat sou-

verain, son pays se retirerait de l'O.U.A., entraînant un éclatement de l'organisation africaine. Depuis plusieurs jours, la presse marocaine reprend quotidiennement cet avertissement.

En revanche, comme l'indique notre envoyé spécial à Nouakchott, la Mauritanie a une position différente. Exposant publiquement pour la première fois la position du gouvernement, M. Ould Zamel, ministre mauritanien des affaires étrangères, se montre favorable à la reconnaissance de la R.A.S.D. par l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Nouakchott. — A l'approche du sommet de l'O.U.A., à Freetown début juillet, les parties intéressées au conflit du Sahara occidental déploient toutes sortes d'efforts pour faire prévaloir leur thèse. Nombre de dirigeants mauritanien redoutent les manœuvres qui, selon eux, viseraient à « déstabiliser » le gouvernement du président El-Atiahi au profit d'un régime plus « souple » qui avaliserait une solution de partage favorable aux intérêts marocains.

Surprenant de soutenir en sous-main une telle solution « pour aider Hassan II à sauver son trône », la France se voit reprocher par certains responsables de fermer les yeux sur diverses manœuvres, inspirées ou soutenues par Rabat. Ainsi la constitution, fin mai à Paris, de l'ADAM pour une Mauritanie démocratique, mouvement d'opposition dont deux des principaux animateurs (1) sont considérés comme des proches de l'ancien président Ould Daddah ou de sa femme, a été accueillie avec agacement à Nouakchott.

« Une telle opération n'a pu se faire sans un jeu très subtil du moins impliquant des autorités françaises. Elle confirme les appréhensions que nous éprouvons depuis quelques mois », déclarent certains responsables qui ajoutent : « Pour quel gain ? nous conservons la « mission Lamentin » chargée de défendre notre souveraineté alors que c'est à Paris que se trament les complots qui menacent sérieusement cette souveraineté ».

Prudence ou réalisme ? Pour sa part, M. Mohamed Mokhtar Ould Zamel, ministre des affaires étrangères, refuse d'entrer dans ces considérations. « Nous n'avons pas de conflit avec la France, affirme-t-il. Nous nous sommes retirés du conflit saharien et nous faisons actuellement tout pour comprendre à tout le monde de

sorte que la présence militaire française sur notre territoire — qui représente d'ailleurs un poids pour Paris — n'est plus indispensable à notre défense. Le fait d'avoir demandé son retrait ne traduit pas un front dans les relations d'amitié et de coopération privilégiées forjées par l'histoire entre Paris et Nouakchott. Pour ce qui nous concerne, nous parons de cet ensemble, le regard éternellement sur la base du respect de notre souveraineté et de la non-ingérence dans nos affaires intérieures. » Cela laisserait-il sous-entendre qu'il existe des divergences entre Paris et Nouakchott sur la façon de voir les choses ?

Le ministre souligne, en tout cas, que si la Mauritanie s'est retirée de la guerre, elle demeure intéressée par la solution politique d'un conflit qui se déroule à ses frontières et peut « menacer à tout moment notre souveraineté ». Le roi Hassan II ayant répété à plusieurs reprises que les Sahraouis et les Mauritaniens se ressemblent et que, dès lors, il ne voyait pas d'inconvénient à ce que le Front Polisario s'installe en Mauritanie, M. Ould Zamel nous répond :

« La première partie de l'affirmation du roi est juste. Du point de vue ethnique et culturel, l'identité entre Sahraouis et Mauritaniens est évidente. Mais, bien que nous soyons tous des arabes, il n'empêche que, depuis des siècles, chacun de nous a eu son territoire et sa zone de mouvance. Les Sahraouis ont occupé, dans les parages sahariens, une zone qui n'est pas la nôtre. C'est pourquoi la seconde affirmation du souverain n'est pas juste. On ne peut, sous prétexte de ressemblance, nier l'existence d'un peuple sahraoui qui a toujours existé de façon distincte du

peuple mauritanien, malgré de multiples liens de sang et de culture. On ne peut fonder les deux identités l'une dans l'autre. C'est la première réalité.

« La seconde réalité, qu'on ne peut que constater, c'est qu'il existe un ensemble où l'on trouve une identité ethnique, historique, sociale et culturelle. Il est évident que le partage colonial a distillé cet ensemble (2) entre différents protectorats et colonies. Quand on parle de cet ensemble, le regard éternellement sur la Mauritanie parce qu'elle en est la plus grande partie et qu'elle est aussi, pour le moment, le seul Etat indépendant où est éternel ethnique n'est pas minoritaire.

« La troisième réalité, c'est que l'Afrique tout entière a opté pour le principe du respect des frontières héritées de la colonisation. La Mauritanie a soutenu cette résolution et continue d'y souscrire. Cela signifie que nous n'avons aucune revendication en dehors des territoires sahariens reconnus depuis 1960 et que nous n'avons nullement l'intention, comme certains le laissent entendre, de reconstruire un ensemble sahraoui.

On ne pouvait exprimer plus clairement le vœu de voir reconnaître la République arabe sahraouie démocratique dans les frontières de la Seguel-Et-Hamra et du El-Atiahi, c'est-à-dire à ce qu'un jour elle se fût avec la Mauritanie. Certains responsables mauritanien estiment en effet que le Front Polisario a utilisé les circonstances pour surmonter le tribalisme et d'autres contradictions qui existent toujours chez eux, pendant que, dans le même temps, le peuple sahraoui s'est engagé dans la guerre. C'est pourquoi ils redoutent, même s'ils ne le forment pas dans ces termes, une solution de partage qui risquerait de mettre la Mauritanie maillon faible de la région — sous la coupe du Front Polisario.

PAUL BALTA.

République Sud-Africaine

Un calme précaire règne au Cap après les émeutes qui auraient fait une soixantaine de morts

De notre correspondante

Johannesburg. — Un calme relatif et précaire semble être revenu ce jeudi 19 juin dans les cités noires de la banlieue du Cap, où les rues présentent le spectacle apocalyptique de carcasses de véhicules brûlés, de magasins dévastés et de bâtiments administratifs lapidés. Des pierres, des chaussures perdues pendant la fureur, gisent là où il y a eu des affrontements avec la police anti-émeutes.

Mais il est toujours impossible de donner un chiffre exact du nombre de morts et de blessés pendant les trente-six heures d'émeutes. D'après une enquête effectuée auprès des hôpitaux, on évaluait mercredi soir à quarante-deux personnes tuées, principalement par les balles de la police, dont un bébé de dix-sept mois touché d'une balle dans la tête alors qu'il dormait dans son berceau, chez lui. Mais le bilan pourrait être plus lourd, jusqu'à soixante morts. On parle également à présent de plusieurs centaines de blessés.

Selon le ministre de la police, M. Louis Le Grange, et le chef de la police, le général Mike Geldenhuys, les manifestants n'étaient pas des étudiants, mais des « écoliers » (« roys ») détruisant tout sur leur passage : « Dans ce cas, la police n'utilise pas de plomb ni de balles en caoutchouc ou en plastic, mais des vraies balles ». Le général Geldenhuys a d'abord fait une déclaration annonçant que ses hommes avaient reçu l'ordre de « tirer pour tuer » toute personne prise en train de piller, incendier, ou mettant en danger la vie de policiers ou de civils, mais il a, par la suite, annulé cette expression sans doute jugée malheureuse.

Ailleurs dans le pays, la police est intervenue à Uitenhage, près de Port-Elizabeth, pour disperser des ouvriers de Volkswagen en colère après la fermeture de leur usine décidée par la direction, après trois jours de grève du personnel noir pour obtenir une hausse de salaire, et ceux de trois autres usines de la ville également en grève.

Les policiers ont également chargé à plusieurs reprises à l'université indienne de Durban-Westville, faisant plusieurs blessés, alors que les étudiants faisaient la queue pour se réinscrire après la fermeture de leur université pour fait de grève.

Enfin, deux cent soixante lycéens indiens du lycée de Lenasia, dans la banlieue de Johannesburg, ont été arrêtés puis relâchés au bout de quelques heures, sans raison apparente. Deux mille lycéens de Lenasia ont été renvoyés pour avoir fait grève pendant plusieurs semaines.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Angola

● L'ANGOLA a reconnu, mercredi 18 juin, que la D.C.A. gouvernementale avait abattu par erreur, le 7 juin, dans le sud du pays, un YAK-40 des lignes nationales TAAQ, au cours d'un vol intérieur. Dix-neuf personnes, dont quatre membres d'équipage et deux officiers, ont trouvé la mort dans l'accident, près de Lubango. Officiellement, on indique que la méprise s'est produite « alors que des unités des forces armées angolaises opéraient contre des agresseurs sud-africains ». — (Rensler).

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

Le seuil vous souhaite un été...
...émouvant

Geneviève Dormann
Fleur de péché
roman seuil

Un conseiller du ministre de l'Industrie est enlevé et exécuté par des bandits masqués. Qui a tué Pierre Fauquembergue et pourquoi ? Quelle est la part prise dans cette affaire par Véréna Wäber qui, pendant deux ans, a été secrètement sa « fleur de péché » ?

Roman 264 pages

Libéria

MONROVIA EXIGE LE DÉPART DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE SOUS QUARANTE-HUIT HEURES

Le gouvernement libérien, qui reproche à M. Louis Dollot, ambassadeur de France à Monrovia, d'avoir abrité M. Adolphus Benedict Tolbert, fils aîné de l'ancien président William Tolbert, lui a donné quarante-huit heures pour quitter le pays, a-t-on appris, mercredi 18 juin.

Cette demande de rappel avait déjà été annoncée par M. Gabriel Bachus Matthews, au cours d'une allocution radiotélévisée dimanche soir, au lendemain de l'intrusion des soldats dans l'ambassade de France où ils avaient arrêté M. Adolphus Benedict Tolbert. Mais, depuis, ni le gouvernement français, ni M. Dollot n'avaient reçu de confirmation officielle de cette exigence (Le Monde du 19 juin). Le ministre libérien des affaires étrangères a cependant déclaré mercredi à l'Agence France-Presse qu'un câble avait été envoyé à l'ambassade du Libéria à Paris dès le 15 juin dernier.

Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, M. Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal, qui achevait une visite de cinq jours au Portugal, a déclaré mercredi que le Sénégal condamnera à tout prix la violation de l'ambassade de France à Monrovia par des militaires libériens.

PROCHE-ORIENT

Les États-Unis et l'enjeu iranien

IV. — Les paris sont ouverts

par ÉRIC ROULEAU

Pour justifier le maintien en détention des diplomates américains, les iraniens présentent un dossier fourni de leurs griefs, qui tiennent surtout à l'étroite coopération, des années durant, entre la C.I.A. et la Savak. Par ailleurs, l'imam Khomeiny est persuadé que Washington n'a pas renoncé à patronner une éventuelle restauration monarchique. Les Américains, hostiles à la République islamique, ne souhaitent pas ouvrir la grande enquête sur le comportement de leurs dirigeants à l'égard du chah, qui pourrait, tant les commissions sont nombreuses, conduire à un « tirage » (« le Monde » des 17, 18 et 19 juin).

La vive inquiétude qui s'était emparée de Wall Street lors de l'effondrement de la dynastie des Pahlavi s'apaisa brusquement au matin du 14 novembre. Radios et télévisions annonçaient ce jour-là l'ouverture des bureaux une décision sans précédent du président Carter : le gel des avoirs iraniens dans les banques américaines et dans leurs filiales à l'étranger.

La mesure n'avait pas pris tout le monde par surprise. Quelques initiés, dont, sans doute, M. David Rockefeller, P.-D.G. de la Chase Manhattan, avaient eu l'air de bien avant la prise d'otages à Téhéran, le 4 novembre. Elle était destinée à venir au secours des

banques face à un « cataclysme » que l'on disait plus dévastateur que celui suscité autrefois par la révolution bolchevique. M. Bani Sadr avait seulement précipité l'annonce de la décision de M. Carter, le responsable à l'époque de l'économie iranienne avait indiqué quelques heures auparavant, que Téhéran avait l'intention de transférer ses avoirs de la Chase à des établissements non américains qui « ne seraient pas en mesure de bloquer les fonds iraniens (...) en se prévalant de contrats litigieux ».

M. Rockefeller a en effet le bras long. Il est lié au président Carter, à l'élection duquel il avait largement contribué. Il entretenait d'étroites relations avec nombre de personnalités en dehors et à l'intérieur du gouvernement, notamment avec MM. Zbigniew Brzezinski, principal conseiller du chef de la Maison Blanche, et Cyrus Vance, alors secrétaire d'État, membres comme lui de la commission trilatérale. S'étant lié d'amitié avec le chah au début des années 60, le patron de la Chase Manhattan était devenu en quelque sorte le « parrain » du royaume. Le réseau de sociétés qu'il contrôlait — notamment l'Irak, qui fut admise aussitôt après le coup d'État de la C.I.A. en 1953, dans le consortium pétrolier chargé de commercialiser l'or noir iranien — était à tel point influent dans l'économie persane que l'on évoquait à leur propos les vaisseaux sanguins irriguant le corps humain.

Le rôle de la Chase Manhattan

Sa banque, principal dépositaire des revenus pétroliers, manipulait annuellement la coquette somme de quelque 20 milliards de dollars. En association avec d'autres établissements, elle finançait de multiples projets, certains d'intérêt douteux. Elle alimentait, selon Téhéran, des opérations spéculatives ou frauduleuses des membres de la famille royale. Elle gérait le fabuleux patrimoine du chah, lequel est accusé d'avoir détourné des fonds de l'État évalués à une dizaine de milliards de dollars. Elle aurait encore assuré au gouvernement de Téhéran ou à des institutions privées servant de prête-nom au souverain des crédits dans des conditions manifestement illégales. Ainsi, par exemple, la République islamique conteste-elle une série d'emprunts totalisant 1,3 milliard de dollars, accordés, contre l'avis des propres avocats de la banque, sans le consentement du Parlement comme l'exigeait la législation iranienne.

Le chah et ses proches avaient, d'autre part, contracté des dettes personnelles de plusieurs centaines de millions de dollars que le nouveau régime refusait d'honorer. Un exemple parmi tant d'autres : la sœur cadette du souverain, la princesse Chams, avait garanti, selon les autorités de Téhéran, une créance de 10 400 000 dollars en mettant en

gage un terrain qu'elle avait évalué à 7 millions de dollars et dont le prix, aujourd'hui, serait insignifiant ; elle aurait d'autre part hypothéqué plusieurs fois la même usine de produits laitiers qu'elle possédait, pour assurer le remboursement de plusieurs emprunts sans que l'une des banques concernées — locales ou étrangères — élevât la moindre objection. Tout en chacun croyait à l'époque que, quoi qu'il advienne, l'État et le chah seraient « solvables ».

Les très nombreuses sociétés privées américaines, qui ont bénéficié de la manne pétrolière « royale », ne sont pas toutes au-dessus de tout reproche. Les unes ou les autres sont accusées d'avoir gonflé leurs factures en y incluant, sous une forme déguisée, des « commissions » ou pots-de-vin servis aux dignitaires du régime impérial ; d'avoir livré en connaissance de cause du matériel inutilisable parce que trop sophistiqué pour les infrastructures locales ; d'avoir reçu des avances sur contrats non exécutés ou annulés ; toutes sommes que la République islamique cherchait à récupérer. Les industries militaires à elles seules risquaient de perdre ainsi 2 milliards de dollars au bas mot.

Si des géants de l'industrie américaine tels que Bell Corpo-

ration, Northrop, Beechtel, Lockheed, Westinghouse, Dupont De Nemours, Grumman et General Motors ont été mis en difficulté par la révolution iranienne, la Chase Manhattan était, elle, selon certains experts, menacée de banqueroute. Ce n'est donc

Les pressions sur les Neuf

Pragmatique, la banque des Rockefeller ne tarde pas à transformer le rêve en réalité : elle déclare une semaine plus tard l'Iran « en défaut de paiement », en alléguant que Téhéran n'avait pas réglé à la date prévue du 15 novembre les intérêts dus sur un emprunt de 500 millions de dollars. Pourtant, la preuve a été fournie depuis que la somme avait été bel et bien versée dix jours avant l'échéance.

Le gouverneur de la Banque centrale, M. Ali Reza Nobari, documents en main, proteste, orlé à l'« escroquerie », mais en vain. La Chase évoque alors des raisons techniques pour ne pas revenir sur sa décision. La « situation de non-paiement » ainsi instaurée permettait aux banques de puiser dans les dépôts iraniens en leur possession les sommes nécessaires au remboursement prématuré d'emprunts, litigieux ou non. Mieux, l'initiative de la Chase tout autant que celle du président Carter du 14 novembre, en suscitant des réactions en chaîne dans le système bancaire international, va entraîner l'Europe et le Japon dans la guerre économique iranienne, avant même que l'on évoque les justifications « morales » de la « solidarité » des alliés dans l'affaire des otages. Tel était d'ailleurs l'un des objectifs des responsables outre-Atlantique, comme la laïcisé entendant un porte-parole du ministère du Trésor (Neuwspek du 17 décembre 1979).

Les pressions exercées par Washington dès cette époque pour amener la C.E.E. à infliger des sanctions économiques à l'Iran n'étaient pas non plus dépourvues d'arrière-pensées. Aucun responsable américain ne se faisait d'illusions sur l'efficacité des mesures prises d'abord à Washington ensuite à Luxembourg par les Neuf, que ces dernières soient appliquées intégrale-

ment ou « diluées » — comme s'est empressé de le faire le gouvernement britannique, — on savait d'avance que nombre de sociétés américaines en tête, allaient contourner l'embargo. Déjà des placards publicitaires sont apparus dans la presse de Téhéran, offrant de fournir aux importateurs, via une firme fondée à cet effet en Suisse, tous les matériels et produits qu'il se procurait traditionnellement aux États-Unis ou dans la Communauté européenne.

Certes, ces transactions triangulaires coûteront plus cher aux consommateurs iraniens et pourraient comporter des ruptures de stocks. Mais, en cas de sérieuse pénurie, les responsables n'auront aucun mal à s'approvisionner dans les pays de l'Est, dont les délégations n'ont cessé d'affluer à Téhéran ces dernières semaines. Il est donc clair que l'on ne parviendra pas ainsi à « asphyxier » la République islamique, encore moins à contraindre l'imam Khomeiny à libérer les otages.

Les diplomates occidentaux en poste à Téhéran ont, en revanche, convaincus que l'Europe et le Japon perdront, à terme, une bonne part d'un marché évalué actuellement à 10 milliards de dollars l'an, et qui représentera vraisemblablement le double une fois que la situation sera normalisée. L'essentiel, dans les sanctions décrétées à Luxembourg le 22 mai dernier, n'est pas, comme on a pu le croire, le gel de contrats passés avant ou après le 4 novembre, mais bien l'engagement pris par les Neuf de ne plus conclure de nouveaux accords. En d'autres termes, l'Europe se prive de la possibilité de se substituer aux États-Unis dans divers domaines : commercial, industriel, technologique, etc., — qui constituent, sous le régime du chah, des chasses gardées des firmes d'outre-Atlantique.

Préjudice pour l'Occident

Si tel est le principal objectif auquel tendaient les dirigeants américains, ils risquent fort de connaître de sérieuses déceptions. La France et la Grande-Bretagne ont dû interrompre, après la réunion de Luxembourg, de discrets pourparlers en vue de la fourniture d'armement à l'Iran ; ainsi, depuis peu, ce sont des armes et des équipements militaires soviétiques et techniques — transitant notamment par la Syrie — qui seraient livrés aux milices islamiques. En atten-

dant que soit conclue une transaction en bonne et due forme, un accord-cadre franco-irannique, portant notamment sur une coopération économique et industrielle, a été paraphé le 21 mai. Il prévoit entre autres l'aménagement de routes de transit à travers l'I.R.S.S. dans le cas où les États-Unis imposeraient à l'Iran un blocus naval. D'autre part, un substantiel traité commercial a été conclu avec la Roumanie le 8 juin. La Bulgarie, la Pologne, la R.D.A.

la Hongrie, ont intensifié des livraisons de produits alimentaires qui venaient naguère d'Occident. Divers pays communistes sont sur les rangs pour achever de grands projets partiellement réalisés par des sociétés occidentales, comme le complexe pétrochimique édifié aux trois quarts par les Japonais. Le bloc de l'Est, estime-t-on, est en mesure d'absorber, grâce à des transactions de troc ou autrement, la totalité de la production pétrolière de l'Iran, que les Occidentaux boudent actuellement.

L'étendue et la gravité des conséquences de l'embargo sur les économies ouest-européennes dépendent de plusieurs facteurs, dont la durée du conflit iran-américain et la nature du régime qui interviendrait. Cependant, l'Allemagne fédérale cessera sous peu d'être le premier partenaire commercial de la République islamique ; la France, pour sa part, n'est plus en mesure de poursuivre les tractations pour récupérer des créances évaluées officiellement à plus de 10 mil-

« Cesser d'aboyer pour mordre... »

Le gouvernement américain paraît pour sa part avoir fait son deuil des « moutons à tondre » iraniens, qui se sont montrés incapables même de transférer les otages au contrôle des autorités de Téhéran. Mais n'a-t-il pas, lui aussi, contribué à entretenir l'impasse diplomatique en essayant de résoudre la quadrature du cercle : obtenir la libération des otages sans tenir compte des griefs de Téhéran à l'égard du chah et des États-Unis ?

Dans l'épreuve de force engagée, le président Carter ainsi que l'imam Khomeiny ne peuvent l'un ou l'autre reculer, sans risque de perdre toute crédibilité. Tout pousse, surtout depuis l'échec de l'expédition de Tabas, à une nouvelle intervention militaire américaine : une opinion exotisée par le comportement iraniens, les pressions du parti des milieux d'affaires et de l'establishment militaire, les préoccupations électorales du chef de la Maison Blanche, notamment. Une partie de la grande presse ne cesse de clamer que l'Amérique devrait — selon une formule consacrée — « cesser d'aboyer pour mordre ».

Conscients toutefois des dangers que comporterait une confron-

tion militaire pour la stabilité des régimes arabes du Proche-Orient et pour la paix mondiale, certains responsables américains misent sur l'effondrement de la République islamique, minée par des conflits d'ordre politique, social et ethnique. Les États-Unis dans l'armée, dans l'administration, dans la bourgeoisie libérale en Iran paraissent leur donner raison. En revanche, d'autres considérations incitent des personnalités comme M. Brzezinski à estimer qu'une passivité prolongée joue en faveur des forces radicales ou pro-soviétiques.

A l'heure qu'il est, l'Iran des Pahlavi est vraisemblablement perdu à jamais pour les États-Unis. Celui de Khomeiny ne l'est pas encore pour les Occidentaux, y compris pour les Américains, du moins pour ceux qui sont disposés à s'adapter à la nouvelle et pénible situation, en attendant que s'apaise une tempête d'essence nationaliste que l'on a connue sous d'autres cieux. Dans le cas d'espèce, qui — des copies de la conciliation ou des partisans de la manière forte — aura raison ? Les paris sont ouverts.

La fin des entretiens du roi Hassan à Washington

Les positions des États-Unis et de la France n'ont pas changé sur l'essentiel

notre envoyé spécial

Le président Carter, qui a refusé de signer le cessez-le-feu, a déclaré que les États-Unis ne se plaignent pas de la situation en Iran. Il a souligné que les Américains ne souhaitent pas ouvrir la grande enquête sur le comportement de leurs dirigeants à l'égard du chah, qui pourrait, tant les commissions sont nombreuses, conduire à un « tirage » (« le Monde » des 17, 18 et 19 juin).

On voit que le président Carter a refusé de signer le cessez-le-feu, a déclaré que les États-Unis ne se plaignent pas de la situation en Iran. Il a souligné que les Américains ne souhaitent pas ouvrir la grande enquête sur le comportement de leurs dirigeants à l'égard du chah, qui pourrait, tant les commissions sont nombreuses, conduire à un « tirage » (« le Monde » des 17, 18 et 19 juin).

Les négociations de paix ne se sont pas terminées. Le président Carter a refusé de signer le cessez-le-feu, a déclaré que les États-Unis ne se plaignent pas de la situation en Iran. Il a souligné que les Américains ne souhaitent pas ouvrir la grande enquête sur le comportement de leurs dirigeants à l'égard du chah, qui pourrait, tant les commissions sont nombreuses, conduire à un « tirage » (« le Monde » des 17, 18 et 19 juin).

FIAT 500

le soir : 322-58-07

MICHEL DEL

PARIS-MEXICO

4175 F A.R.

du 15-06 au 14-10

Nouveau
Tarif - visite

DES TARIFS RÉDUITS SUR VOLS RÉGULIERS.

Depuis le 1^{er} juin, pour partir au Mexique, Air France vous propose un tarif « visite » vers Mexico : 4175 F aller-retour (du 15.06 au 14.10), 3900 F aller-retour (du 15.10 au 14.06). Pour ce prix, vous partez de Paris quand vous voulez (il y a 5 vols par semaine), et vous revenez à Paris après un séjour de 14 à 60 jours, à la date de votre choix. Vous voyagez sur un vol régulier Air France en B 747 et vous bénéficiez du service normal de la Classe Économique. Même si vous partez pour l'aventure, ces avantages valent bien que vous réfléchissiez un peu. Renseignez-vous sur les conditions de vente et d'application dans les agences Air France ou chez votre Agent de voyages.

AIR FRANCE

ELEMENTS
EN VRAI BOIS

Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves. Style ou contemporain, toutes essences.



CAPELOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - PARIS XI
DISTRIBUTEUR TEL. 357.48.35

KNAP 34, Fg SAINT-HONORÉ

EXCEPTIONNELLEMENT
AVANT TRAVAUX
SOLDE SES SOIES : CHEMISERS, ENSEMBLES, SES PULLS, SES JUPES, SES PANTALONS, SES ROBES, SES ENSEMBLES.

ARNYS
SOLDE

Costumes coton, toile de laine fine, crêpe, etc.
à partir de 1200 F 900 F
Vestes légères et blazers demi-saison, laine, coton, polyester et coton.
à partir de 1200 F 990 F
Chemises 100 % coton, polyester et coton, fantaisies et unies.
à partir de 250 F 100 F
Pantalons 100 % coton, laine fine, etc.
à partir de 330 F 245 F

Soldes importants sur toute la collection féminine

ARNYS 14, rue de Sévres, 75007 Paris. Tél. 548.76.99

CADR COMB DEVRIEZ GAGNER

PROCHE-ORIENT

La fin des entretiens du roi Hussein à Washington

Les positions des États-Unis et de la Jordanie n'ont pas changé sur l'essentiel

De notre envoyé spécial

Washington. — « Le président Carter et le roi de Jordanie ont tous deux estimé que leurs entretiens avaient été fructueux mais ils n'ont pas dit si les fruits seraient sucrés ou aigres. » Les deux chaînes de télévision américaines les plus écoutées ont fait ce même commentaire de la visite du roi Hussein à Washington, la première d'un chef d'État arabe après que le président Sadate depuis l'accord de Camp David.

Les propos tenus par les deux chefs d'État indiquent qu'un effort de « compréhension » a été fait de part et d'autre, bien que, sur l'essentiel, les positions de fond n'aient pas changé. Pesant ses mots, le roi Hussein a déclaré, mercredi, en prenant congé de M. Carter : « Une paix juste et globale ne peut résulter que d'une solution du problème palestinien, accordant au peuple de la Palestine ses droits légitimes sur son sol : le droit à l'autodétermination, le droit de s'exprimer lui-même, le droit à la paix, à la dignité et à la sécurité. Ce que nous cherchons, une fois établie une paix durable, est la sécurité pour tout le Proche-Orient, pour tous ceux qui s'y trouvent maintenant, pour tous ceux qui y seront dans l'avenir proche ou dans l'avenir pris dans un sens plus large. »

Cette périphrase ne peut désigner qu'Israël, bien que le roi n'ait pas voulu en prononcer le nom.

Le président Carter, pour sa part, a surtout vanté les mérites du processus de Camp David, qu'il est « décidé à poursuivre » et que le roi n'a même pas mentionné. Mais il a ajouté : « Sa Majesté a exprimé en maintes occasions sa préoccupation des limitations du processus de Camp David (qui ne vise qu'à l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza). Nous n'avons pas cherché à modifier l'opinion l'un de l'autre sur les moyens et la procédure à employer, mais nous sommes d'accord sur les objectifs ultimes, c'est-à-dire la solution de la question palestinienne sous tous ses aspects : le droit des Palestiniens de faire entendre leur voix dans la détermination de leur propre avenir, la sécurité d'Israël et une paix globale et juste dans la région. »

On voit que le président Carter s'efforce de trouver lui aussi une formule plus équilibrée dans la voie qu'a indiquée la déclaration de Venise (cette « initiative » de l'Europe des Neuf, tout bien pesé, ne serait pas jugée tellement négative à Washington).

Les conversations du roi Hussein ne se sont pas limitées au conflit israélo-arabe proprement dit, mais se sont étendues à « la sécurité dans la région ». De même que l'Arabie Saoudite souhaite que soient transformés les soixante avions de combat F 15 commandés aux États-Unis, ce qui les rendrait plus dangereux pour Israël (le Monde du 19 juin), la Jordanie désire passer commande à Washington de deux cents chars M 60 équipés de systèmes perfectionnés de repérage thermique des objectifs pour l'emploi nocturne. Les Américains hésitent dans les deux cas d'ailleurs. Le Congrès a voté au chapitre le lobby israélien. Y est puissant M. Carter se trouve ainsi placé dans une situation particulièrement embarrassante en période électorale : on lui tournait aux Arabes modérés ce qu'ils demandent, et il arme des adversaires d'Israël ; ou bien il ignore leur requête et il risque de faire « le jeu de Moscou ».

MICHEL DELARUE.

Le chef d'état-major de l'armée démissionne

Iran

Le général Chadmehr, chef d'état-major de l'armée, a démissionné de son poste ce jeudi 19 juin. Il a été remplacé par le général Vahdani.

Ce remaniement au sein de l'armée intervient au lendemain de la publication à Téhéran de documents « prouvant l'existence d'un complot intégriste contre le président Bani Sadr. Il marque une nouvelle étape de la lutte acharnée pour le pouvoir qui se livre en coulisse avant la nomination d'un premier ministre.

Les rumeurs sur un éventuel coup d'État, qui n'ont cessé de s'amplifier cette semaine, ont finalement pris corps. Le journal Enghelab Islami, proche du président Bani Sadr, affirme avoir mis la main sur des enregistrements de déclarations dans ce sens du docteur Hassan Ayat, député et idéologue du parti de la République islamique, majoritaire au Parlement. Ces documents prouveraient, selon le journal, « les activités clandestines de M. Ayat menées dans la but d'écarter le président de la République », qualifié d'« instrument des États-Unis ».

« Nous sommes très organisés, affirme M. Ayat. Une agression terrible et subite va avoir lieu et paralyser le président Bani Sadr. » « Celui-ci coopère avec Chapour Bahtiar, ajoute M. Ayat, mais il n'a aucun pouvoir face à la Constitution, face au Conseil de la révolution, face à l'imam Khomeiny, il ne peut rien faire. » Plus tel agit, plus il s'affaiblit », conclut M. Ayat, selon le journal.

Cette « déclaration de guerre » intervient alors que les démissions se succèdent aux postes de direction des appareils de l'État. Depuis mardi, le corps armé des gardiens de la révolution n'a plus de chef, même si la démission du commandant Abou Chariz causée par l'existence de factions antagonistes au sein des Pasdaran, n'a toujours pas été acceptée par M. Bani Sadr. A cette démission est venue s'ajouter celle du directeur de la radio-télévision, M. Tahri Farzadi, mis en cause par le Dr Ayat dans les enregistrements publiés par Enghelab Islami. M. Farzadi, qui avait été nommé il y a deux mois environ par le président Bani Sadr, a justifié sa décision par l'existence de multiples centres de pouvoir au sein de la radio-télévision iranienne. Celle-ci apparaît comme l'un des principaux objectifs du « complot » de M. Ayat.

Scission au sein du P.D.K.I.

Six membres du comité central du parti démocratique kurde, le plus important des groupes autonomistes en lutte contre l'armée au Kurdistan, ont annoncé leur ralliement à l'imam Khomeiny.

Les six hommes, avec à leur tête M. Ghani Solourian, député de Mahabad, capitale de l'Azerbaïdjan occidental, ont adressé à l'agence officielle un communiqué dans lequel ils demandent la fin des combats. Ils soulignent que les différentes déclarations de l'imam Khomeiny contiennent les éléments d'un règlement du problème kurde et approuvent les efforts du président Bani Sadr pour résoudre la crise.

Selon un porte-parole du P.D.K.I. à Mahabad, ces six hommes auraient des liens avec le parti communiste Tondah, qui appuie la politique de l'imam Khomeiny.

Une attaque de la « Pravda » contre M. Ghotbzadeh

D'autre part, alors que la commission économique mixte soviéto-iranienne poursuit ses travaux à Moscou, la Pravda de ce jeudi

19 juin se livre à une violente attaque contre M. Ghotbzadeh, ministre des affaires étrangères de Téhéran, implicitement assimilé à un ennemi de la révolution islamique. Notre correspondant à Moscou signale à ce propos que ce n'est pas la première fois que les prises de position de M. Ghotbzadeh, comme d'ailleurs celles du président Bani Sadr, sont critiquées par la presse soviétique, alors que l'imam Khomeiny est toujours cité favorablement, mais jamais Moscou n'était allé aussi loin en laissant entendre que le Kremlin prend ouvertement position contre les éléments « modérés » dans la lutte pour le pouvoir qui se poursuit en Iran.

Ce sont les déclarations de M. Ghotbzadeh lors de son séjour en Scandinavie qui ont provoqué la fureur des Soviétiques. La Pravda lui reproche d'avoir presque rejeté sur Moscou une partie des crimes du chah, de s'être livré à des « insinuations » à propos de la politique soviétique en Afghanistan. « Le ministre a battu son propre record en ce qui concerne les dénégations au sujet de l'U.R.S.S. », écrit-elle.

IBERIA

tout l'été, un pont aérien France-Espagne

au départ d'Orly-Sud :

76 fréquences hebdomadaires

Madrid	21 vols par semaine
Barcelone	14 vols par semaine
Palma/Ibiza	10 vols par semaine
Valence*	7 vols par semaine
Séville	7 vols par semaine
Malaga	5 vols par semaine
St-Jacques-de-Compostelle	4 vols par semaine
Vitoria*	3 vols par semaine
Tenerife	2 vols par semaine
Alicante	2 vols par semaine
Las Palmas	1 vol par semaine

IBERIA vous offre également, au départ de Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Toulouse : 20 vols par semaine.

* En exploitation conjointe avec Air France.

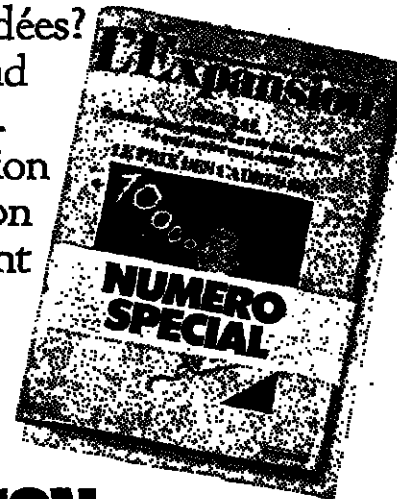
CADRES: COMBIEN DEVRIEZ-VOUS GAGNER?

Avec 5737 cas analysés, L'Expansion vous offre cette année encore l'enquête la plus vaste et la plus précise sur les salaires des cadres.

«Le Prix des Cadres 1980» vous livre un panorama complet du marché de l'emploi des cadres, qui vous permet de vous situer très précisément.

Débutant ou P.D.G., combien valez-vous exactement? Combien la crise vous a-t-elle coûté depuis 5 ans? Comment éviter le chômage et gérer au mieux votre carrière? Quelles sont les fonctions de cadres les plus demandées?

L'Expansion vous répond avec «Le Prix des Cadres 1980». Un numéro spécial de L'Expansion qui est désormais une institution annuelle et constitue le document de référence sur le salaire des cadres.



L'EXPANSION: LE PRIX DES CADRES 1980.

PROCHE-ORIENT

Le gouvernement tente en vain d'enrayer une inflation galopante

Le budget de la défense sera réduit de 3,5 % seulement

Jérusalem. — Même si le gouvernement israélien reconnaît que la lutte contre l'inflation (133,5 % pour les prix de détail) est une tâche immense, il n'est pas prêt à la faire en matière de défense. Les militaires ont tenu bon. Le ministre des finances, M. Gorovitz, n'a pu faire accepter son plan pour limiter les dépenses publiques et laisse entendre que, dans ces conditions, il ne pourra être tenu pour responsable d'une nouvelle aggravation de la crise.

Après un débat houleux qui aura duré près de neuf heures, le conseil des ministres a décidé, dans la nuit du 18 au 19 juin, de ne réduire le budget de la défense que de 3,5 % en termes réels. Il convient de rappeler que ce budget, qui représente un tiers des dépenses publiques totales, avait été sensiblement augmenté en mars, alors que tous les autres ministères avaient dû subir d'importantes réductions de leurs crédits.

Le ministre de l'Agriculture, le général de réserve Sharon, chargé par M. Begin de présider une commission gouvernementale pour trancher la discussion, n'avait pas hésité à recommander une réduction de 12 % du budget de la défense, ce qui avait provoqué des protestations au sein de l'armée. La commission avait dû proposer un compromis à 7 % ; mais même cette proposition a été jugée inacceptable par l'état-major. Plusieurs responsables ont menacé de suivre l'exemple de l'ancien ministre de la défense, M. Weizman, qui, le mois dernier, a donné sa démission, notamment pour dénoncer les prétentions du ministère des finances.

Les membres de l'état-major et les principaux dirigeants du ministère de la défense, quasiment unanimes, ont fait valoir qu'Israël ne pouvait se permettre de restreindre son « potentiel de défense », même après la signature du traité avec l'Égypte. Récemment, le chef des services de renseignements de l'armée a souligné que la Jordanie devenait une puissance militaire « majeure » au Proche-Orient, ce qui, selon lui, présentait un danger de plus en plus grand pour Israël. Au ministère de la défense, on souligne que les exigences du ministère des finances supposent des restrictions quantitatives, mais surtout qualitatives et certains généraux déclarent qu'il s'agit d'une « conduite suicidaire ».

« On est pris de vertige »

Les dirigeants de l'état-major ont estimé que la diminution des crédits demandée aurait obligé l'armée à renoncer au projet d'achat de combat Lavi, à réduire les chaînes de production de l'armement et à réduire les effectifs de l'armée et du char d'assaut Merkava, à différer la construction de nouvelles bases dans le Néguev, dans le nord dans le Sinaï et à tout ce qui est mesuré d'urgence, à l'implication de la limitation du nombre d'heures d'entraînement dans l'armée. Enfin, ils faisaient remarquer que la réduction de la production des industries militaires aurait pour conséquence d'entraîner considérablement le chômage et que plus de 4 % de la population active.

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

De notre correspondant

Israël de 9,5 % au cours du seul mois de mai, chiffre qui vient d'être rendu public, confirme les données précédentes (+ 10,2 % en avril). Le taux d'inflation s'élève à 133,5 % pour les douze derniers mois à moins d'un bris, mais peu prévisible ralentissement, le bilan 1980 risque fort d'être pire que celui de 1979, année où l'inflation avait déjà atteint 100 %.

Les prix israéliens évoluent désormais à un rythme sud-américain : plus rapide qu'en Argentine, plus lent qu'en Argentine. L'Argentine serait maintenant dépassée. Parler de valse des étiquettes est une expression délicate. Les augmentations sont tellement rapides que les consommateurs finissent par perdre la mesure des prix, reconnaît avec honnêteté un directeur de supermarché. Ce phénomène est évidemment un facteur supplémentaire d'inflation.

Comment les Israéliens supportent-ils pareille flamme ? Au début du mois, les prix du litre de lait et de l'ensemble des produits laitiers ont augmenté une nouvelle fois, portant à 207 % la hausse en dix mois. « Comme une enfant prise de panique, je me suis mise à pleurer », nous a déclaré une mère de famille membre d'une association de défense des consommateurs. Trop d'argent, on ne peut pas le compter. Je dois reconnaître que les conséquences de cette escalade sur le budget familial sont finalement beaucoup moindres qu'on ne pourrait le penser.

Y a-t-il un secret ? Il est manifeste que, jusqu'à présent, la crise n'a guère eu d'effet sur le niveau de vie de la population. Un système d'indexation complexe et perfectionné permet de faire progresser les revenus au rythme de la hausse des prix. Grâce notamment à un mécanisme correcteur que l'on appelle communément « prix de référence », versés à intervalles réguliers au cours de l'année, le pouvoir d'achat des salariés a pu être à peu près maintenu. D'autre part, les échelles de salaires sont très élevées, ce qui explique que la catégorie professionnelle la plus touchée par la hausse des prix est la catégorie des cadres supérieurs.

« On est pris de vertige »

Les dirigeants de l'état-major ont estimé que la diminution des crédits demandée aurait obligé l'armée à renoncer au projet d'achat de combat Lavi, à réduire les chaînes de production de l'armement et à réduire les effectifs de l'armée et du char d'assaut Merkava, à différer la construction de nouvelles bases dans le Néguev, dans le nord dans le Sinaï et à tout ce qui est mesuré d'urgence, à l'implication de la limitation du nombre d'heures d'entraînement dans l'armée. Enfin, ils faisaient remarquer que la réduction de la production des industries militaires aurait pour conséquence d'entraîner considérablement le chômage et que plus de 4 % de la population active.

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

(+ 35 % en 1979), la moitié de cette augmentation étant due, il est vrai, aux hausses des prix du pétrole, dont l'incidence est plus grande que celle des autres produits. Israël n'ayant pas le choix de ses fournisseurs et devant payer la facture pétrolière au prix fort. Les exportations ont progressé, mais les importations bien davantage (24 milliards de dollars contre 12,3 milliards).

Le livre israélien n'a cessé de se dévaliser. Elle a perdu, en 1979, 88 % de sa valeur par rapport au dollar et 94 % par rapport aux principales monnaies européennes. La dette nationale atteint désormais 15 milliards de dollars, le citoyen israélien est, individuellement, le plus endetté au monde (1). Une note de satisfaction toutefois : les réserves de devises n'ont jamais été aussi élevées.

Le principal censeur de la politique économique, le directeur de la Banque d'Israël, M. Arnon Gafny, souligne que le déficit de la balance des paiements couvrant la balance commerciale, le plus grand de l'histoire, est en train de doubler au cours des trois ou quatre prochaines années. Et il met aussi l'accent sur d'autres signes, à terme inquiétants.

Après plusieurs années presque négatives, la croissance avait repris depuis 1978. Mais elle semble s'arrêter. M. Gafny craint que le pays ne s'installe, bientôt, dans une situation d'effacement, dans une situation où il faudrait subir la loi de la stagnation et de l'inflation. C'est la prévision qu'il faisait à la fin du mois de mai, en indiquant par ailleurs que la « productivité » n'avait cessé de baisser au cours des cinq dernières années, ce qui suscite, selon lui, les plus craintes pour l'avenir.

M. Gafny attendait que le ministère des finances impose de très sévères mesures de réduction des dépenses publiques. Mais M. Borowitz éprouve les plus grandes difficultés dans ses tentatives de coupes budgétaires. Ses collègues, pour des raisons politiques, hésitent à accepter les mesures draconiennes et retardent toute décision. Si l'on ajoute aux dépenses militaires le remboursement des dettes de l'état, on déduit que le budget total est « intouchable ».

Pour les économistes, ces données sont quasiment inquiétantes, mais pour le grand public il y a d'autres indications qui le sont davantage. Le ministère du travail et des affaires sociales annonce que le chômage, qui était de vingt-cinq mille actuellement à la fin de l'année, est passé à la fin de l'année, soit environ 5 % de la population active.

« On est pris de vertige »

Les dirigeants de l'état-major ont estimé que la diminution des crédits demandée aurait obligé l'armée à renoncer au projet d'achat de combat Lavi, à réduire les chaînes de production de l'armement et à réduire les effectifs de l'armée et du char d'assaut Merkava, à différer la construction de nouvelles bases dans le Néguev, dans le nord dans le Sinaï et à tout ce qui est mesuré d'urgence, à l'implication de la limitation du nombre d'heures d'entraînement dans l'armée. Enfin, ils faisaient remarquer que la réduction de la production des industries militaires aurait pour conséquence d'entraîner considérablement le chômage et que plus de 4 % de la population active.

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

ASIE

Un émissaire de Mme Gandhi se rend en Chine pour discuter de la « normalisation » entre les deux pays

M. Gonsalves, directeur général au ministère indien des affaires étrangères, est attendu le vendredi 20 juin à Pékin, pour des conversations avec les responsables chinois, en vue notamment d'ouvrir la voie à ce qu'il est convenu d'appeler « la normalisation » des rapports sino-indiens. Ces discussions font suite à la rencontre des premiers ministres indiens et chinois, Mme Gandhi et M. Hua Guofeng, à Belgrade, lors des jumelles du maréchal Tito et renouent un dialogue brutalement interrompu en février 1979 lorsque la Chine envahit le Nord du Vietnam pendant la visite officielle du ministre des affaires étrangères du gouvernement Desai, M. A.B. Vajpayee.

Cette reprise de contacts entre les deux grands pays asiatiques est évidemment l'une des conséquences de l'intervention soviétique en Afghanistan, mais elle est également une grande importance pour Pékin du fait du rôle joué par le Vietnam en Indochine. L'époque où, après leur défaite dans l'Himalaya, en 1962, les Indiens refusaient de discuter avec leur vainqueur chinois, est bien révolue. Ce sont maintenant des relations normales entre les deux pays à commencer par le fait que les échanges d'équipes de ping-pong, les relations diplomatiques au niveau des ambassades ont été renouées en 1976. On a assisté ces dernières années à un développement de relations commerciales, culturelles, de groupes de journalistes et de touristes. Un accord aérien bilatéral est actuellement à l'étude, mais les liens avec la Chine depuis le territoire indien, ce qui permet de notables économies.

Ce qui n'est pas réglé et constitue en fait la pierre d'achoppement des rapports sino-indiens est le contentieux frontalier. La Chine occupe sur le plateau tibétain, à l'est de l'Inde, une région que l'Inde continue de considérer comme étant sienne : le tracé de la frontière en Arunachal-Pradesh, au nord-est de l'Inde, n'est pas réglé. Les deux pays ont signé un différend qui n'a pas réglé le retrait des forces chinoises des territoires sur lesquels elles avaient fait une profonde incursion.

Amabilités chinoises

Tout récemment, le ministre indien des affaires étrangères, M. Narasimha Rao, a déclaré devant le Parlement que les relations entre les deux pays ne pourraient être « normalisées » tant que ne serait pas résolu ce litige frontalier. Mais le fait est que les deux pays ont déjà, à l'occasion de la signature d'un accord de coopération économique et culturelle, accepté de discuter de la question. Si l'on ajoute aux dépenses militaires le remboursement des dettes de l'état, on déduit que le budget total est « intouchable ».

« On est pris de vertige »

Les dirigeants de l'état-major ont estimé que la diminution des crédits demandée aurait obligé l'armée à renoncer au projet d'achat de combat Lavi, à réduire les chaînes de production de l'armement et à réduire les effectifs de l'armée et du char d'assaut Merkava, à différer la construction de nouvelles bases dans le Néguev, dans le nord dans le Sinaï et à tout ce qui est mesuré d'urgence, à l'implication de la limitation du nombre d'heures d'entraînement dans l'armée. Enfin, ils faisaient remarquer que la réduction de la production des industries militaires aurait pour conséquence d'entraîner considérablement le chômage et que plus de 4 % de la population active.

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

Ces décisions en matière de défense interviennent alors que la situation économique et financière du pays est de plus en plus désastreuse. L'indice des prix a augmenté de

orientales indiennes, puisque aussi bien ces « interférences » sont jugées insignifiantes. Éléments non moins notables, New-Delhi n'a pas, à l'occasion de la visite de M. Pham Van Dong, annoncé la reconnaissance du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, ce qui a, bien entendu, été accueilli avec une satisfaction non dissimulée par les commentateurs chinois. L'officielle quotidien indien *National Herald* n'écrit-il pas, d'autre part, que les deux pays devaient tout faire pour améliorer leurs relations et « éviter que les querelles passées ne deviennent sources de tension » ?

L'affaire afghane

Malgré ces gestes de bonne volonté ou ces convergences circonstancielles, un facteur freine encore un véritable rapprochement sino-indien, de nature à peser en particulier sur les prises de position du tiers-monde : l'attachement de l'Inde à son alliance avec l'U.R.S.S. Les Indiens, malgré leur désaccord avec Moscou à propos de l'Afghanistan, continuent de compter sur l'assistance économique et militaire des Soviétiques, comme le souligne un récent et important achat d

DIPLOMATIE

Le plus «finlandisé» des deux...

(Suite de la première page.)

Telle personnalité américaine, de passage récemment à Paris, et dont il convient de préciser qu'elle n'a rien, mais de qui s'appelle rien, à voir avec l'administration actuelle, la pire à ses yeux qu'ait jamais connue les États-Unis, n'en assurait pas moins faire pleine confiance, quant à elle, au « cynisme » de M. Giscard d'Estaing, tout en redoutant au plus haut point le voyage à Moscou du chancelier allemand. « Vous pouvez être sûr qu'il ne reviendra pas les mains vides. Il va nous concocter quelque chose avec Brejnev pour ajourner la mise en place des armes de théâtre » (les fusées eurostratégiques destinées à équilibrer les trop fameux SS-20 soviétiques qui tiennent en otage l'Europe occidentale, et selon M. Pym, secrétaire britannique à la défense (1) seraient actuellement mis en place au rythme d'un tous les cinq jours, et non plus tous les sept jours comme précédemment).

A l'origine des craintes de notre Canard, se trouve la suggestion faite par M. Schmidt au début du printemps et tendant à profiter du délai — quatre à cinq ans, a-t-il dit d'abord, puis, vérification faite, trois ans — nécessaire à l'implantation des armes de théâtre pour essayer de relancer la négociation avec les Soviétiques sur la limitation des armements. Bien que cette idée ait été immédiatement rejetée par Moscou comme totalement émanée d'intérêt, certains journaux allemands et américains ont vu là la preuve que le chef du gouvernement fédéral s'apprêtait à vendre son âme au diable.

Il ne l'a pas très bien pris et s'est exprimé sur ce chapitre devant divers auditeurs, notamment américains, avec la netteté sans tarder qui lui a valu, depuis, longtemps déjà, le surnom de « Grande Gueule » dont il est si fier. Il assure à qui veut l'enten-

dre qu'il n'a jamais employé les expressions de « gel » ou de « moratoire » qu'on lui attribue couramment et que, si « gel » il devait y avoir, ce serait uniquement les armes soviétiques qu'il concerneraient. Il rappelle que, si quelqu'un a fait campagne pour les armes de théâtre, c'est bien lui, puisqu'il y a des années qu'il annonce aux dirigeants atlantiques que la puissance militaire de l'U.R.S.S. va dépasser l'Occident sur tous les plans. Comme les Américains restent sourds à ses réquisitions, allant jusqu'à lui dire que ces questions-là ne le regardent pas (« It's none of your business »), il a pris le taureau par les cornes, en 1977, et a profité d'une conférence à Londres, au mémorial Alastair Buchan, pour voter son sac en public. Moyennant quoi les États-Unis ont attendu 1979 pour prendre la chose au sérieux.

Comment, fait valoir aujourd'hui le chancelier, pourrait-il aller « brader » ce qu'il a mis tant d'insistance à obtenir ? A vrai dire, il n'a pas toujours revendiqué aussi clairement cette potentialité : les élections y étaient sans doute pour quelque chose. Mais maintenant, pour le peuple allemand, grâce à l'éloquence martiale de M. Strauss, le choix est clair : le parti social-démocrate, c'est la paix, la C.D.U., c'est la guerre. Il s'apprête donc à voter pour la paix, et M. Schmidt n'a désormais plus rien à craindre en disant la vérité : à savoir que, sans l'équilibre des armements, et donc les armes de théâtre, la sécurité du monde occidental sera en danger. Il aime d'ailleurs à rappeler que, lorsque M. Brejnev est venu à Bonn, en 1978, il s'était entendu avec lui sur un texte selon lequel il fallait viser un équilibre armementaire, des armements entre l'Est et l'Ouest et qu'il n'était de l'intérêt de personne de chercher à acquiescer une nette supériorité dans ce domaine.

avec l'U.R.S.S. un accord commercial d'une durée de vingt-cinq ans. Celui-ci constitue surtout, comme le souligne l'*Economist*, une « déclaration d'intention », mais il n'implique pas moins un sérieux développement des ventes d'hydrocarbures à la République fédérale d'Allemagne.

La France, certes, n'est pas non plus inactive à Moscou, où se succèdent les délégations commerciales : grâce aux sanctions infligées à l'Union soviétique par M. Carter, Crausot-Leire a pu conclure un contrat de 350 millions de dollars pour la construction, au sud de Moscou, d'une aciérie, confiée au départ à la société américaine ARMOCO. Il n'empêche que la République fédérale est devenue, et de beaucoup, à l'Ouest, le principal partenaire de l'U.R.S.S., dont elle soutient largement, par ses crédits, l'économie chancelante. Il en va de même avec la plupart des pays du pacte de Varsovie, à commencer, bien entendu,

par l'Allemagne de l'Est, envers laquelle elle éprouve un bien naturel sentiment de solidarité, et la Pologne, dont la volonté nationale n'impressionne pas moins M. Schmidt que M. Giscard d'Estaing.

Si donc l'invasion de l'Afghanistan est inacceptable — et le chancelier ne se fera pas faute de le dire à M. Brejnev avec sa franchise coutumière — il est clair qu'on n'est pas disposé, à Bonn, à tout remettre en cause de ce fait : il est significatif que la question ne figure qu'en septième position dans l'ordre du jour des conversations de Moscou, après les problèmes d'armement, les relations bilatérales et le sort des personnes d'origine allemande qui se trouvent en U.R.S.S. Cela dit, les athlètes de la R.F.A. brilleront par leur absence aux Jeux olympiques, et M. Schmidt a refusé la traditionnelle soirée au Bolchoï : le business oui, les embrassades non.

« Un petit quelque chose » ?

Que peut-on raisonnablement, dans ces conditions, attendre du voyage de Moscou ? La plupart des observateurs, dans la capitale fédérale, prétendent que le chancelier rapportera « un petit quelque chose ». Un geste des Soviétiques, dans le domaine de la négociation sur les armements, peut réanimer une « détente » dont ils ont grand besoin. Mais il a bien précisé et redira sûrement à Venise qu'il ne va au Kremlin ni en porte-parole ni en négociateur, et il y a tout lieu de le croire. D'ailleurs il n'est pas seul : son ministre des affaires étrangères, est le leader libéral Genscher, député d'Allemagne de l'Est, dont l'averion à l'égard du communisme est sans faille : le *Times* de Londres pouvait écrire, le 18 juin, que toute idée de neutralisation de l'Allemagne, tant qu'il sera là, est « impensable ».

Reste que, lorsqu'on a l'occasion de voir M. Helmut Schmidt en compagnie de ses principaux lieutenants, sa personnalité, son autorité, les font paraître un peu faibles. Ils n'ont manifestement pas la vision du monde, la classe, la culture, le caractère qui le font se détacher si nettement du peloton des dirigeants occidentaux. Que se passera-t-il après lui ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) *International Herald Tribune* du 6 juin.

● M. Huang Hua, ministre chinois des affaires étrangères, séjournera à Paris samedi 21 juin, venant de la République fédérale d'Allemagne et du Danemark.

Le contrôle des armements

Le point sur lequel le chancelier se distingue des « durs », des « faucons » de l'Ouest, c'est sur sa conviction que s'il faut veiller à rééquilibrer les potentiels militaires, il n'est pas moins important de relancer les négociations sur le contrôle des armements. Car le risque est grand, selon lui, que sous le coup des crises actuelles — Afghanistan, otages d'Iran, Cisjordanie — la course aux armements s'emballer au point qu'il pourrait être bientôt trop tard pour la maîtriser. Cela dit, sa position sur ce point ne diffère guère de celle des États-

Unis, et notamment de leur nouveau secrétaire d'Etat, M. Muskie, lequel s'est déclaré très nettement en faveur de la ratification des fameux accords SALT 2. C'est plutôt avec le point de vue français que l'on sent ici un contraste. Il nous a été donné de participer, à vingt-cinq heures de distance, à deux colloques : l'un à Paris, avec les anciens de l'ENA, dont la vedette incontestée, signe des temps, était M. Michel Debré. L'autre, à Bonn, sous les auspices de la Friedrich Ebert Stiftung, avec la participation de tous les leaders du parti social-démocrate, et d'invités venus de divers pays occidentaux. Les thèmes étaient voisins : menaces et sécurité. A Paris, le mot « Sait » a été prononcé une fois en passant. A Bonn, il l'était continuellement, et par les Américains et par les Allemands.

Rien n'est plus éloigné de la philosophie du chancelier que l'attitude qui consiste à dire que, puisqu'il y a eu l'Afghanistan, il faut rompre tous les ponts avec Moscou, et se contenter de s'armer en attendant des temps meilleurs. Sur les bords du Rhin on se plaît à rappeler que l'invasion de la Hongrie, en 1956, ne faillit pas moins aux pieds le droit des gens, mais qu'elle n'a pas empêché Américains et Soviétiques d'aggraver de concert au même moment dans la crise de Suez. L'éternel débat sur l'« indivisibilité » de la détente fait hausser les épaules à des hommes qui n'ont pas oublié que Nixon négociait à Moscou alors que les armées soviétiques tuaient au Vietnam des soldats américains. Mais même si M. Schmidt se défend d'avoir dit lui-même qu'un nouveau Sarajevo se dessinait à l'horizon, le fait est qu'il n'a pas tendance à sous-estimer les risques d'une catastrophe qui naîtrait, comme celle de 1914, sans que personne l'ait réellement voulu.

La conscience qu'éprouvent les Allemands d'être aux premières loges si le pire devait arriver, leur incertitude quant aux intentions et aux capacités de M. Carter, contribuent à expliquer qu'ils y regardent à deux fois avant de passer la détente par pertes et profits. En ce qui les concerne, ils n'ont pas précisément épuisé les profits, puisque une vente à destination de l'Union soviétique ont augmenté de 24 % au premier trimestre 1980 par rapport aux mois correspondants de 1979 et qu'ils viennent de conclure

Sera-t-il toujours là ? Le parti libéral, avec ses 7,9 % de voix, se trouve en principe en position d'arbitre entre les sociaux-démocrates, auxquels il a choisi pour le moment de s'allier, et les chrétiens démocrates, qui ont en vain tenté de le déboucher. Mais il ne sera représenté dans le prochain Bundestag que s'il conserve au moins 5 % des voix. Depuis les dernières élections de Rhénanie du Nord-Westphalie ce n'est plus sûr. On ne peut donc pas écarter la possibilité d'un gouvernement social-démocrate homogène. Pour la droite de la C.D.U., et pour les milieux conservateurs américains, ce serait le commencement de la fin. A les en croire, en effet, la proportion des neutralistes serait désormais considérable au sein du S.P.D., et M. Schmidt, auquel M. Genscher fournit un utile contrepois, risquerait de se trouver rapidement débordé, sur sa gauche, par des gens qui trouvent facilement des circonstances atténuantes aux Soviétiques.

Ces propos sont certainement très excessifs. Le nombre des « gauchistes » parmi les députés S.P.D. n'excéderait pas, en réalité, une trentaine, et, de l'aveu général, des hommes comme MM. Wehner et Bahr, souvent cités à ce propos, ne sont pas des « cryptes », mais tout simplement des Allemands avant tout désireux d'améliorer le sort de leurs compatriotes de l'Est. Il est vrai, d'autre part, que dans la « division des tâches » au sein de l'alliance occidentale, la R.F.A. se montre de plus en plus déterminée à assumer celle qui consiste à soutenir, face à la poussée soviétique, les économies les plus fragiles du tiers-monde, de la Turquie au Pakistan et à la Somalie. Mais il n'est pas prouvé que cette approche soit moins efficace que celle qui a consisté, par exemple, de la part des États-Unis, à armer jusqu'aux dents l'empire du chah.

LISEZ

Le Monde des PHILATELISTES
REVUE DE LA PHILATÉLIE

Elisabeth Badinter. Et si l'instinct maternel n'existait pas ?



Histoire de l'amour
maternel.
XVII^e-XX^e siècle.
376 pages.

FLAMMARION

Vichy Saint-Yorre,
j'en bois et j'adore!

Désaltérante, rafraîchissante,
juste pétillante, et délicieuse à boire.

UN PLAISIR QUI FAIT DU BIEN.

OUTRE-MER

La situation
aux Nouvelles-Hébrides

UNE JOURNÉE DE NÉGOCIATIONS

L.M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et Peter Blaken, ministre d'Etat britannique, chargé de la coopération, se sont rencontrés, jeudi 19 juin, à Paris, de la situation qui prévaut aux Nouvelles-Hébrides à la suite de la tentative de sécession de l'île d'Espirit-Santo. On indique à Londres que le gouvernement britannique entend ainsi poursuivre sa politique de coopération avec le gouvernement français en vue d'un règlement pacifique.

A Paris, le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM a précisé, mercredi, au sujet de cette rencontre : « Le gouvernement britannique ayant donné l'assurance qu'aucune intervention militaire anglaise n'était envisagée de sa part aux Nouvelles-Hébrides, les préoccupations du gouvernement français se trouvent donc apaisées. La collaboration entre la France et la Grande-Bretagne, responsables conjoints du condominium, va donc pouvoir reprendre (...) en vue de faire aboutir la procédure d'indépendance, dans l'unité et la paix ».

Sur place, la journée de jeudi a été également consacrée à la négociation : toutefois, les émissaires du gouvernement et les membres du « gouvernement provisoire », formé par M. Jimmy Stevens, ont maintenu leurs exi-

PARIS-WASHINGTON SUR TWA

Le seul vol quotidien sans escale. Départ tous les jours 13 h 20

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

Le Monde

politique

La célébration du quarantième anniversaire du 18 juin

A LA SORBONNE

Le président de la République évoque ses souvenirs d'adolescent

M. Valéry Giscard d'Estaing a participé, mercredi après-midi 18 juin, à la cérémonie organisée par l'Institut Charles-de-Gaulle dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne à l'occasion du quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin.

Un millier de personnes étaient rassemblées parmi lesquelles M. Raymond Barre accompagné d'une dizaine de membres du gouvernement. Étaient également présents MM. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, Pierre Messmer, ancien premier ministre, Roger Frey, président du Conseil constitution-

nel, Louis Joxe, Achille Peretti, l'amiral Philippe de Gaulle et le général de Gaulle, a expliqué pourquoi l'appel du 18 juin demeure encore parfois confondu, dans l'esprit des Français, avec le texte de l'affiche publiée un peu plus tard (« La France a perdu une bataille mais

la France n'a pas perdu la guerre »).

Mme Alice Samier-Seit, ministre des universités, a traduit cet appel par la formule : « La jeunesse refusant la fatalité ». M. François Jacob, prix Nobel, Mme Germaine Tillon, écrivain, ancienne déportée, et M. Gaston Palewski, président de l'Institut Charles-de-Gaulle, ont évoqué leurs souvenirs des sombres journées de 1940. « La confiance et l'espoir ne relèvent pas toujours de la raison », la folie, alors, était sagesse », a dit M. François Jacob. Le texte de l'appel a été lu par un étudiant.

« L'oncle cherchait la longueur d'onde de Londres »

Voici le texte intégral de l'allocution prononcée par M. Valéry Giscard d'Estaing. « Je félicite l'Institut Charles-de-Gaulle d'avoir pris l'initiative de commémorer le quarantième anniversaire de l'appel lancé le 18 juin 1940, en réunissant, dans ce haut lieu de l'intelligence française, un certain nombre de témoins de l'inspiration, la portée et les conséquences de cet appel.

« L'hommage du président de la République, je le rendrai tout à l'heure au Mont-Valérien, dans la forme simple et recueillie qu'avait choisie le général de Gaulle.

« Puisque vous m'avez invité à conclure cette manifestation, je tiens à dire que j'apporterai devant vous ce que j'ai vécu, un jeune garçon de quatorze ans, qui se souvient d'avoir entendu lui-même la voix du général de Gaulle lançant son premier appel.

« Il est facile d'éclaircir la portée d'un acte historique par la connaissance a posteriori des événements qui l'ont suivi.

« Il me paraît plus intéressant de rechercher la signification d'un tel acte sur le moment même, tel qu'il a été perçu par ceux qui l'ont entendu. C'est-à-dire les foyers des familles françaises auxquelles il était destiné, tel qu'il se situait dans la confusion des esprits d'avant, tel qu'il venait introduire dans la réalité du moment une dimension qui n'y figurait pas.

« Voici ce témoignage. Enfonçons-nous dans nos mémoires.

« Laissons de côté ce que nous avons appris depuis.

« Un printemps chaud et ensoleillé »

« Essayons de nous retrouver dans ce tumulte du printemps de 1940, un printemps chaud et ensoleillé, aux journées roses, où la France s'était défilée, et où elle se retrouvait sans autorités politiques et administratives, sans armée, sans croyances collectives, sans espoirs, sans certitudes, sans explications, dispersée dans les villages à l'assaut des fuites et des parents, secrètement non-teux, et cependant étonnés d'être vivants, dans le poudrier ensoleillé du printemps, comme si le décor national et social s'était effondré à grand fracas, et qu'il ne restait plus que les hommes, la terre et la saison.

« L'exode de mai 1940 a refilé vers notre village d'Auvergne. Ses colonies hétéroclites se divisaient à Clermont-Ferrand pour se diriger soit vers le Périgord soit par la nationale 9 en direction du sud.

« L'exode avait déposé plusieurs familles dans notre maison. Les uns arrivés au hasard depuis la région parisienne. L'autre, composée d'un oncle âgé, de sa fille et de ses petits-enfants, provenance de leur maison de l'Orne.

« Derrière les réfugiés, Clermont-Ferrand s'était vidée.

« Puis est arrivée l'armée : une unité d'infanterie de quelques hommes, avec un canon antiaérien, qui s'est installé sur une hauteur, à 2 kilomètres de la maison. Nous allions porter du café aux soldats et à leur lieutenant, et nous regardions les rouages gris de leur petit canon pointé vers le nord, en direction de Gergovie, unique instrument de guerre pour arrêter l'invasion. Un matin, nous ne les avons plus retrouvés. Ils étaient partis à leur tour.

« Le gouvernement se trouvait aux alentours de Bordeaux. Le radio parlait d'un départ en bateau pour l'Afrique du Nord, sans qu'on sache s'il s'agissait d'une fuite ou d'un sursaut. Le général Weygand, le 16 juin, demandait l'armistice.

« En attendant la nouvelle de la demande d'armistice, quelque chose de grand se brisait en soi, sans qu'on pût exactement le définir. Il y a plusieurs semaines qu'on savait l'armée défaite. Mais il s'agissait en quelque sorte de rouages d'instruments de l'action.

« Or, c'est l'essentiel même qui était soudainement atteint : une image de la France venue des livres d'histoire et des récits de famille, un orgueil plusieurs fois séculaire, quelque chose d'unique qu'on n'avait jamais mis en doute et auquel la pensée n'osait plus s'adresser. Et la vie continuait

dehors, identique, avec le dessin des chemins et des champs, les rectangles dorés des blés et le ciel chaud et calme de juin. Mais il y avait une rayure noire sur la terre.

« Le vieil oncle (il bouillait d'indignation. Aux repas, avec son physique anguleux et ses mains expressives sorties des manchettes blanches, il fêtaisait, reprochait, condamnait l'abandon, les responsables, le gouvernement. Il ne cherchait pas d'excuse et n'acceptait pas la complaisance des alibis. On sentait sa vieille fureur, aussi digne et puissante que celle des héros de l'histoire.

« Pour la soutenir, il montrait dans la chambre de ma mère où ils écoutaient tous deux chaque émission possible de la B.B.C. Pour eux, il ne faisait pas de doute que la guerre continuait, une guerre sans armée, sans

combattants, sans chefs, qui ne s'aimaient que par les ondes, mais qui leur permettait de tenir à distance les mots rejetés de défaite et d'occupation.

« A cause du décalage d'heure, il me semble que les nouvelles principales étaient diffusées à 6 heures. Nous nous réunissions alors dans la chambre, ma mère, l'oncle et moi parce que j'étais l'ainé des enfants, devant le poste de bois clair, où le haut-parleur était dissimulé par un écran de toile beige.

« L'oncle cherchait la longueur d'onde de Londres. Le son mon-

sa présence à Londres n'apparaissait pas nettement : avait-il été envoyé par Paul Reynaud ? Devait-il négocier quelque accord avec les Anglais ?

« Français, Français ! » Le miracle de l'onde fait que, quarante ans après, je retrouve la même sensation jeune, surprenante, première. Nous sommes assis en demi-cercle autour du poste de radio. La voix est volée par la distance. Elle arrive cependant vigoureuse, avec de fortes inflexions. Je me souviens si bien du texte que j'ai toujours su qu'il n'était pas identique à celui qui a été publié plus tard, comme vient de nous l'expliquer M. Geoffroy de Courcel.

« Le texte original était plus long, plus véhément et détaillé dans sa condamnation de l'ar-



(Dessin de CHENEZ.)

combattants, sans chefs, qui ne s'aimaient que par les ondes, mais qui leur permettait de tenir à distance les mots rejetés de défaite et d'occupation.

« A cause du décalage d'heure, il me semble que les nouvelles principales étaient diffusées à 6 heures. Nous nous réunissions alors dans la chambre, ma mère, l'oncle et moi parce que j'étais l'ainé des enfants, devant le poste de bois clair, où le haut-parleur était dissimulé par un écran de toile beige.

« L'oncle cherchait la longueur d'onde de Londres. Le son mon-

sa présence à Londres n'apparaissait pas nettement : avait-il été envoyé par Paul Reynaud ? Devait-il négocier quelque accord avec les Anglais ?

« Français, Français ! » Le miracle de l'onde fait que, quarante ans après, je retrouve la même sensation jeune, surprenante, première. Nous sommes assis en demi-cercle autour du poste de radio. La voix est volée par la distance. Elle arrive cependant vigoureuse, avec de fortes inflexions. Je me souviens si bien du texte que j'ai toujours su qu'il n'était pas identique à celui qui a été publié plus tard, comme vient de nous l'expliquer M. Geoffroy de Courcel.

« Le texte original était plus long, plus véhément et détaillé dans sa condamnation de l'ar-

(Publié)

Révolution

N° 16

L'événement

JUIN 1940

- A lire sur l'ét. 40.
- Comment le vichysme vint à la France.
- Premiers refus.
- Quatre communistes pendant l'ét. 40 : témoignages.
- Le crève-cœur de mai-juin 40.

Dans le même numéro :

- La rumeur de Bondy : un crime signé.
- Libertés : l'exemple de Miloud et de Nicole.
- Radios de lutte. Paroles des temps présents.
- Bolive : les mineurs du « vingtième siècle ».

Mais aussi :

- MAIN BASSE SUR LA CULTURE.
- Une énigme psychosomatique : l'hypnose.
- Les écrivains allemands contre le consensus.
- Provo d'orchestre salon Cosacovus.
- Feuilles volantes : contre un Munich pénal.

Chaque vendredi, le numéro : 7 F.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS.

Abonnement en an : 290 F. Étranger : 325 F.

REVOLUTION, 15, rue Montmartre, 75001 PARIS.

C.C.F. Révolution 4360 51 PARIS

AU TROCADÉRO

« Un général à titre éternel »

Après les manifestations officielles, austères et recueillies qui ont, tout au long de la journée du mercredi 18 juin, célébré l'appel du général de Gaulle, la Ville de Paris et l'ordre de la Libération a été placée sous le signe de la participation populaire. Dans l'espace prestigieux que délimitent de part et d'autre de la Seine le palais de Chaillot et la tour Eiffel, un grand spectacle son et lumière a été offert, la nuit venue, à des dizaines de milliers de Parisiens que la pluie menaçante aurait pu rebouter.

Sur un écran géant de 50 mètres de long et 10 de haut, l'épopée du gaullisme de la guerre a été projetée au moyen de deux mille six cents images accompagnées d'une sonorisation remarquable, venant tour à tour des jardins du Trocadéro et de la tour Eiffel.

Un serbe admirablement dit par M. Maurice Druon, de l'Académie française, député R.P.R. et conseiller de Paris, ajoutait à cette fresque son caractère héroïque. Quelques images comme celle de Hitler contemplant Paris de cet endroit même, les poignantes scènes de la déportation, les saisissants alignements de croix blanches des cimetières militaires, portaient en elles seules tout leur sens. D'immenses projections sur les deux bâtiments du palais rappelaient le contexte du moment. Maurice Druon a bien raconté l'épopée de ce général à titre temporaire avant de le devenir à titre éternel, qui incarnait « le refus par fidélité », et parlait « la voix de tous les siècles de France ».

maquis, avec des boulangers, des mécaniciens, des mères de famille, des dactylos et des collègues qu'on fait des héros.

La période se termine. Yves Montand chante le Chant des partisans, et la foule applaudit. En revanche, elle écoute en silence les poèmes d'Eluard, d'Aragon et de Desnos, la voix vibrante et essouffée de Malraux et les appels résous de de Gaulle. La libération arrive enfin, où l'on peut faire « les comptes de la fermeté et du courage » et après laquelle « nous étions libres, de nouveaux, libres de penser bien, de penser rouge ».

L'Orchestre de Paris, dirigé par Daniel Barenboim, exécuta la Marseillaise dans la version de Berlioz, tandis qu'éclata un feu d'artifice.

M. Jacques Chirac, qui avait été applaudi à son arrivée, repartit alors de nouveaux encouragements et se frotte un front difficilement dans la foule qui l'entourait, qui criait son nom et qui veut lui serrer la main. Le maire de Paris, qui était entouré de MM. Debré et Couve de Murville, anciens premiers ministres, de l'amiral Philippe de Gaulle et du général de Boissien, des compagnons de la Libération et des élus de la capitale de toutes tendances, avait également invité le président de la République et le premier ministre, qui s'étaient excusés, et les membres du gouvernement, dont aucun n'était présent.

ANDRÉ PASSERON.

A L'ARC DE TRIOMPHE

A l'Arc de Triomphe de l'Étoile, à 18 heures, les délégations d'anciens combattants sont venues fleurir la tombe du soldat inconnu, M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants déposant lui-même une gerbe au nom du gouvernement. Un léger flottement s'est produit lorsqu'une importante délégation du bureau de l'Hôtel de Ville de Paris, conduite par M. Jacques Chirac, a déposé sur la dalle une croix de Lorraine, considérée par des fleurs rouges, sans que le dépôt de celle-ci, semble-t-il, ait été prévu.

A LONDRES

Un grand drapeau à croix de Lorraine

De notre envoyée spéciale

Londres. — Deux cents membres de la Fédération des réseaux des résistances combattantes ont participé à Londres aux cérémonies du quarantième anniversaire de l'appel du général de Gaulle.

Dès leur arrivée, ils se sont rendus au palais de St James, où M. Cheverier, leur président, au cimetière militaire international de Brookwood, situé à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de Londres, dans une nécropole aux arbres centenaires, aux fleurs immortelles, où sont dressées au milieu du gazon les stèles blanches sous lesquelles reposent plus de cent mille volontaires venus de tous les horizons, dont trois cent quarante-cinq Français.

Le lendemain, après une visite au Parlement, où les membres de la Résistance française étaient reçus par M. Percy Glend, député, qui fut désigné par Churchill pour être l'adjoint britannique du général de Gaulle, et qui exalta en français l'amitié franco-britannique durant les heures sombres de la guerre, un dîner avait lieu au Grosvenor House, présidé par M. Sauvageon, ambassadeur de France, entouré de nombreuses personnalités françaises et britanniques. Les membres de la fédération avaient tenu à inviter de nombreux citoyens britanniques qui furent leurs camarades durant cinq ans, et qui, des chefs qui assurèrent les opérations clandestines au sein de l'armée anglaise aux spécialistes radio, en passant par les pilotes qui assuraient pen-

dant toute la guerre les périlleuses missions de parachutage ou qui venaient chercher sur le sol de notre pays ceux qui allaient rejoindre la France libre, représentaient ce que voulait dire le général de Gaulle quand, dans son appel du 18 juin, il assurait que nous ne serions pas seuls.

Le moment le plus émouvant de cette manifestation fut lieu le mercredi 18 juin à 10 heures devant l'immense de Gaulle Gardens, où de Gaulle mena son combat. Carlton Gardens est admirablement situé dans un des plus beaux et plus aristocratiques quartiers de Londres. Le belvédère principal, de style géorgien, donne sur le Mall, ces Champs-Élysées londoniens, mais c'est sur la façade postérieure, où une inscription rappelle que lord Palmerston, qui détesta tellement la France, vint dans cette maison de 1797 à 1807, qu'on a apposé la plaque où l'appel aux Français de de Gaulle s'élève surmonté de deux drapeaux tricolores et suivi d'une phrase qui précise que le « général de Gaulle » était à cet endroit son quartier général avec les Français libres, ses compagnons qui refusaient avec lui d'accepter la défaite et qui menèrent la lutte jusqu'à la victoire. Enfin, les Anglais ont fait placer aux mêmes un énorme drapeau à croix de Lorraine qui couronne le toit de ce qui fut le centre vital de la Résistance française.

ANDRÉ JACOB.

Désespoir et action

Le quarantième anniversaire du 18 juin a été célébré avec un lyrisme émouvant mais quelque peu conformiste. Chacun exprime sa détermination au souvenir d'une action que pourtant un seul homme engagea dans la débâcle.

C'est à croire qu'une voix solitaire, par délégation providentielle, exprime la pensée inexprimable d'un peuple muet de stupeur.

Et là est bien notre ultime illusion sur nous-mêmes. Car un homme comme le général de Gaulle n'agissait, bien entendu, qu'en fonction d'un passé même tragique, non d'une espérance angélique dont l'armistice était sans doute l'expression la plus proche.

Georges Braque disait : « L'action est une suite d'actes désespérés qui permet de garder l'espoir. » Et le drame de la France de 1940, c'est qu'elle n'était nullement désespérée ; au contraire elle était en la défaite, transfigurée en rédemption, comme en une sorte de repos qu'elle croyait peut-être mériter au terme d'une si longue histoire.

Ce qui la sauva, c'est qu'un homme fut désespéré pour elle, qui avait les moyens de son désespoir. Aujourd'hui, qui s'élèverait encore pour nous au sublime des actes désespérés qui font une action dont naît un espoir ?

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

REVUE DE L'ÉCOLE

LUNDI 10 :

« Le temps pèse ». On est passé de la métaphore des *Précieuses* à la réalité la plus intime : le temps pèse, en effet, de tout le poids de sentiments qui ont cessé d'être des états d'âme pour devenir semblables à des fardeaux matériels : l'angoisse de la patrie, la lourde tristesse mais en même temps une émotion profonde de solidarité ; que du moins promis au malheur, nous le soyons aussi à la fraternité.

Entre deux trains, nous nous sommes rendus de bonne heure ce matin quelque part dans le Sud, pour y rencontrer des Français évacués de Dünkerque et aussi de la Somme au milieu de la semaine dernière. Ils étaient tous inquiets et désireux de repartir se battre ; ils se demandant pourquoi ils attendent dans ce camp, où d'ailleurs il déclarent volontiers qu'ils ne manquent matériellement de rien. Tous les jours, un avion venu de France (aux frais personnels de l'un de ces si nombreux Ecossais qui aliment la France) apporte dans les fies des Britanniques quelques lettres de leur famille. Les lettres des soldats qui les blessent, français.

[illegible]

Le roi George VI s'est rendu à Euston Station pour accueillir à la descente de son train spécial le roi Haakon de Norvège, qui a quitté son pays et vient de débarquer d'un croiseur britannique dans un port de la côte est. Le roi Haakon — qui s'est replié sur

L'utilisation de la R.A.F.

C'est sans doute le moment de s'enquérir que dans son récent discours des Communes, Churchill, dans une incidente peu connue, n'ait pas dit que l'utilisation de l'aviation (de chasse) est d'autant plus efficace qu'on y recourt plus localement. Le général ne peut pas sans doute avoir voulu mesurer le fait que, déjà, à l'heure en heure, depuis quelques jours, la mortelle nécessité de l'aviation de chasse est devenue là aux yeux de chacun, la plus impérieuse de toutes les nécessités et même de toutes les urgences. Mais, si l'usage déjà de l'aviation, ne peut-il pas le devenir aussi un jour des troupes du corps expéditionnaire prochain, en France, et, parmi d'autres unités, continue de se battre à nos côtés cette si division blindée américaine, la 1^{re} division blindée américaine, à l'échelle la 4^e division

Du côté des Français, le général d'ambassadeur Corbin, les chefs de nos trois missions militaires et Jean Monnet (ancien fonctionnaire de la Compagnie de la Baie d'Andson appartenant à la Couronne), qui est aujourd'hui le président du comité franco-britannique de coordination des achats de matériel ; Jean Monnet a le plaisir d'appartenir à son tour à l'Etat, que à la suite des décisions récentes de Washington l'achat des surplus militaires américains de toutes sortes va pouvoir être augmenté.

Le général de Gaulle est reparti dans la soirée pour Paris. On l'apprend que l'ennemi a occupé la Seine (C'est les batteurs de la 1^{re} division qui ont été tués). Paul Godeaux, qui sanglote, nous dit qu'il attaque en Argonne et qu'il engage ses réserves (On dit de préférence qu'il a une division). On repart le texte de l'ordre du jour que le général Weygand vient adresser à l'armée : l'offensive est terminée. Le général Moncléry s'étendra demain jusqu'à la frontière de la Suisse. L'ennemi a subi de lourdes pertes (On dit qu'il a perdu 100.000 hommes). Les prisonniers ont subi cinq longues journées de marche, ils ont perdu mille tanks ont été détruits et le nombre des pertes ennemies durant la même période est de 100.000 hommes tués, blessés et prisonniers.

« Nous sommes au dernier quart d'heure », proclame le général Weygand, qui se souvient des communi­ qués que, dans d'autres circonstances, il rédigeait pour le maréchal Foch. « Tenez bon ! »

[illegible][illegible]

L'exode vu de Londres

De bonne heure le matin, Paul-Louis Bret, directeur du bureau de l'Agence Havas à Londres et chef de la mission française d'information, à laquelle j'ai été affecté par mon poste, me rappelle par mon portable, le 17 septembre 1939, m'appelle au téléphone : il m'explique qu'en application des accords passés en décembre dernier entre la France et la Grande-Bretagne, chacun des deux pays s'est engagé à aider l'autre en fournissant des nouvelles recueillies de la radio, si les circonstances de la guerre venaient à l'imposer. Il me met donc à la disposition de la B.B.C. pour participer à la réalisation de nouveaux programmes en français.

C'est la première fois de ma vie professionnelle que je parlerai ainsi à la radio. Je ferai le récit de la visite rendue hier aux soldats français qui attendent de repartir pour le front ; je rapporterai ce qu'ils m'ont dit ; reprenant la formule employée par M. Paul Reynaud, je dirai, de leur part : « La France ne veut pas perdre la guerre. » Ce sera là le thème de mon commentaire.

[illegible]

situation en Europe pour que de tels propos puissent être officiellement formulés. Mais Hitler aidant et Mussolini faisant toujours dans le sens, un fait est certain : les deux chefs de l'axe de l'échec. Entre-temps, hélas, la France aura été frappée.

Les milieux officiels de Londres ont donc été surpris de voir que, cette fois, Roosevelt — au-delà d'une certaine prudence formelle, on sentait inévitable — s'est prononcé p. b. et a dit, pour la première fois, l'inconditionnel « chapeau » de la cause des alliés.

M. Paul Reynaud prononce un discours où il dit, en substance, en parlant de la France « blessée, mais confidente et indomptée, qui n'a rien à dire du genre de Mussolini », il se livre, pour la première fois, pour l'occurrence le monde a jugera, mais la France ne peut pas mourir.

Et c'est ce n'est pas Churchill mais Duff Cooper, son ami très proche, qui, à chand, réagit au nom du gouvernement britannique, et dit les paroles suivantes : — dit-il des Italiens avec sévérité — une chose que Français et Britanniques savent d'expérience, c'est qu'il n'y a rien d'autre que les armes pour les battre sur le champ de bataille.

de Londres

Hier les avions de la Royal Air Force ont mené sans perte un combat brillant sur la Somme; quels que soient les doutes qui ont pu hanter les Français au sujet de leur départ pour le front, d'autres forces expéditionnaires britanniques - ces doutes auront été balayés par la Royal Air Force - 2

Contrairement à ce qu'il était prévu, la Chambre des communes ne se réunit pas en séance secrète : les motifs invoqués sont l'entrée en guerre de l'Italie et la situation en France, les motifs politiques de Londres attachaient beaucoup d'importance à cette séance secrète (qu'il fallu aller au lieu un peu plus tard), en raison du fort courant qui, jusqu'à la fin de la semaine dernière, moutonnait que de nombreux ministères étaient décidés à reprocher leur comportement passé et l'état d'impréparation qu'il avait entraîné à certains ministères, tous en place, du gouvernement. Le président du conseil, qui est lui-même président du conseil dans le cabinet Churchill.

Mais les réflexions du week-end ont tempéré l'ardeur des « rebelles » (ce mot qu'on emploie ici volontiers lorsque les députés renâclent), les événements y ont poussé : il est cruellement vrai désormais, selon l'expression de Winston Churchill lui-même, que « c'est l'avenir qui intéresse le plus le peuple britannique ».

En l'absence du premier ministre (chacun devine qu'il est en France), c'est Clement Attlee qui fait aux Communes une déclaration sur l'Italie au cours de la séance publique. Clement Attlee exalte « la résolution farouche de la Grande-Bretagne, inébranlable, de se battre jusqu'à ce qu'elle ait acquis la victoire sur ses ennemis ».

André Maurois, qui a quitté Paris la veille, donne une conférence à propos des "Français, dit-il, se battent à un contre deux ou plus et à un tank contre trois ou quatre ; si l'on veut saisir la chance qui demeure encore de vaincre, la France doit recevoir immédiatement l'aide dont elle a besoin : c'est une question de jours. Aujourd'hui, une division britannique avec ses équipes vaut plus que dix divisions bien équipées il y a quelques semaines". Les Français britanniques l'écourent avec émotion et se proposent d'utiliser largement ce puissant appel à l'aide.

Depuis 4 heures de l'après-midi toutes les écoles de Londres sont fermées.

Le cardinal Hinsley adresse un message au cardinal-archevêque de Paris, Mgr Suhard, il salue « le grand peuple de France » auquel « le peuple britannique » apporte « naturellement » une « aide matérielle ».

L'archevêque de Cantorbéry, qui ordonne des prières pour la France, s'interroge : « N'est-il pas à craindre que nos alliés de France ne comprennent pas notre souci de défendre notre liberté ? »

« Ce que nous désirons unanime est de leur donner toute l'aide en notre pouvoir. »

En France, la bataille se poursuit et tout porte à croire que les Allemands s'acharnent à forcer la décision : au nord-est de Paris, les troupes françaises se sont repliées sur de nouvelles positions au sud de la Seine. Pour la première fois l'Italie apparaît dans la chronique de la guerre : ses avions ont attaqué l'île de Malte, mais la Royal Air Force bombarde des aérodromes de Libye et d'Afrique orientale où des troupes indigènes et des Chémises noires auraient pénétré dans les deux semaines.

Comme des images accélérées d'un kaléidoscope, les nouvelles se succèdent : les autorités militaires ont pris en main l'administration de Paris ; depuis hier, les ministres ont quitté Paris ; les Parisiens ont quitté la capitale. Un journaliste britannique, qui s'en va lui aussi, au milieu de la confusion, dit que le chaos nouveau érode la preuve que les Parisiens préfèrent abandonner leur demeure et leurs biens plutôt que de voir de tomber sur eux la responsabilité d'un régime frappé par la dignité et le calme de tous ceux qui l'entourent (ce soir, sa dépêche parviendra à sa destination, sous le nom de correspondant de l'agence de Londres de Paris, au nouveau siège du gouvernement français).

Al siège de la R.B.C. Lampham Place, j'ai fait la connaissance de ceux dont je vais être le camarade de travail, et de Cecilia, la jeune universitaire humanitaire, qui parle admirablement notre langue et qui dirige avec talent et fermeté la section française de la British Broadcasting Corporation, créée en 1938, au lendemain de Munich. Elle dirige une équipe de journalistes d'ailleurs détachés auprès de la R.B.C. un petit groupe de techniciens, et le rôle auquel se trouve Jean Masson, qui fut mon confère au *Journal* et qui, peu avant la guerre, était déjà venu à Paris pour l'occasion de son voyage officiel du président Albert Lebrun.

MERCREDI 12 :

Un ordre du Conseil lui a été donné d'arrêter les communications qui, pendant la guerre, avaient été interrompues entre les Allemands et l'autre du front.

Le travailliste Herbert Morrison a prononcé, aujourd'hui, son premier discours depuis la fin des hostilités de « ministre des fournitures de guerre ». Ce discours a été très applaudi.

Les propositions de Herbert Morrison, forte personnalité du Labour, sont sévères, eux aussi, pour les auteurs du passé et pour les auteurs du présent. Il leur reproche, trop longtemps laissé l'Angleterre. Pour Morrison « l'erreur ministérielle capitale du gouvernement britannique a été de ne pas donner que la Grande-Bretagne puisse mener une grande guerre avec une grande marine et une grande armée aérienne ; même comprimé et partiellement corrompu, le peuple britannique a été mis de mettre une Angleterre

JEUDI 13 :

L'appel au secours de Reynaud à Roosevelt

Reynaud, le maréchal Fétain, le général de Gaulle, le général Weygand, le général de Lamoignon, le général Villard et aussi l'ami Paul-Louis Bret, qui, en raison de ses fonctions et de sa personnalité, est l'un des hommes les mieux informés — par les Français et par les Anglais, — sur les petits mouvements du monde éclairé, Pierre Mailhade, Fernand Moulier et moi-même sur ce qu'il a appris du récent voyage de M. de Lamoignon, — à cette occasion au grand quartier général, quelque part en France, d'échanges de vues importantes et dramatiques dans lesquelles nous constatons que l'atmosphère est celle que nous avons connue personnellement chez les deux gouvernements. De tous côtés, on indique que dans l'état présent de la situation et dans la perspective de son développement, la seule issue possible est celle que Winston Churchill — lui — au demeurant es-

la double capacité de la Grande-Bretagne d'assurer la maîtrise de son ciel et de tenir ouvertes, sur mer, ses voies de communication avec le monde extérieur.

On sait aussi que les chefs des forces aériennes britanniques ont fixé le nombre minimal des avions de chasse nécessaires à cette tâche, à 100. Or, l'U.S. Air Force maintient peu de doute qu'en France la résistance militaire organisée est ébranlée dans ses fondements mêmes : ce qui conduit à envisager le risque prochain d'une attaque allemande sur la Grande-Bretagne.

(Lire la suite page 7)

(4) Le général Georges est alors commandant du théâtre d'opérations du Nord-Est; le général Vuillemin, commandant en chef des forces aériennes et l'amiral Darlan, commandant en chef des forces navales.

On attend la déclaration du président des Etats-Unis; il faut (dans la soirée à Londres

(3) Elevé, en 1965, à la dignité d'ambassadeur de France, secrétaire général du ministère des affaires étrangères de 1973 à 1978, membre du conseil de l'ordre de la Libération

(3) Elevé, en 1964, à la dignité d'ambassadeur de France, conseiller

maintenant, com

POLITIQUE

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, le 18 juin, au palais de l'Élysée. Après avoir examiné les questions suivantes : distinctions exceptionnelles, réévaluation des pensions et le sommet de Venise (le Monde du 19 juin), le conseil a traité de :

● L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

Le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine, et le secrétaire d'État auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de l'emploi féminin, ont présenté au conseil des ministres une communication relative à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans la formation professionnelle et le travail.

Le fait que deux millions de femmes exercent une activité professionnelle représente un des changements importants de notre société. L'accès des femmes à la formation professionnelle et à l'emploi s'accroît régulièrement malgré les difficultés qu'elles rencontrent. La politique d'égalité de traitement professionnelle entre les hommes et les femmes, affirmée par la loi du 22 décembre 1972 sur l'égalité des salaires et par la loi du 11 juillet 1975 sur les discriminations, est un objectif permanent du gouvernement qui entend y associer l'ensemble des partenaires sociaux.

Le conseil des ministres a décidé de poursuivre l'action contre toutes les formes de discriminations professionnelles, directes ou indirectes. Cet effort devra être complété par des actions négociées entre les partenaires sociaux. Le gouvernement poursuivra l'action entreprise pour ouvrir aux femmes de nouveaux métiers, en leur offrant des possibilités

de formation scolaire et professionnelle plus diversifiées.

● LA SITUATION DES TRAVAILLEURS MANUELS

Le secrétaire d'État chargé des travailleurs manuels a confirmé que d'octobre 1974 à octobre 1979, les travailleurs manuels ont bénéficié d'une augmentation de leur pouvoir d'achat supérieure de 8 % à celle de la moyenne des Français. Ainsi, l'orientation retenue par le gouvernement en 1974 d'une réévaluation sélective du pouvoir d'achat des travailleurs manuels a été mise en œuvre au cours des dernières années, en dépit des difficultés de la situation économique.

Pour 1980, une nouvelle étape sera accomplie dans les branches prioritaires où plusieurs accords ont déjà été signés au premier semestre. Le gouvernement, prenant acte de ces résultats, souhaite que de nouveaux progrès soient enregistrés dans ce domaine au second semestre, ainsi que pour créer un véritable décalage de carrière dans la hiérarchie ouvrière.

EN BREF

● Le président de la République et Mme Chirac d'Estang ont été, mercredi 18 juin, chez un habitant de Gournay (Oise), M. Maurice Alberg, cinquante ans, officier de réserve, ancien ouvrier devenu cadre.

● Les instances judiciaires engagées par M. Pontalowski, chargé après M. Guy Pich du dossier de Broglie, a adressé, mardi 17 juin, une lettre au Conseil supérieur de la magistrature afin de l'avis quelle serait entendue, mercredi 25 juin, par la commission spéciale chargée d'examiner la demande de comparution de M. Michel Pontalowski devant la Haute Cour de justice.

● LA PÊCHE EN EUROPE

Le ministre des transports a rendu compte des travaux du conseil des ministres des pêches qui s'est réuni à Luxembourg le 16 juin.

La mise en œuvre de la politique communautaire de la pêche doit être obtenue d'ici au 1^{er} janvier 1981, parallèlement à l'application des décisions prises le 30 mai sur la contribution budgétaire britannique et les prix agricoles.

Cette politique doit être fondée sur le respect des principes fondamentaux inscrits dans les traités, notamment celui de l'égalité d'accès des pêcheurs dans les zones de pêche de la Communauté.

Pour parvenir à cet objectif, un calendrier de travail immédiat a été adopté comprenant notamment une nouvelle réunion du conseil le 21 juillet et une réunion en septembre. La commission, pour sa part, s'est engagée à communiquer ses propositions pour la fixation des quotas début juillet.

● L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND DE LA JEUNESSE

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs a rendu compte, à l'occasion de la réunion à Paris de son conseil d'administration, de l'excellent fonctionnement de l'Office franco-allemand de la jeunesse, qui a permis un développement considérable des échanges de jeunes entre la France et l'Allemagne. Le nombre des stagiaires devrait, cette année, dépasser 180 000. Le gouvernement français a accordé de 50 % en cinq ans sa contribution à l'Office franco-allemand de la jeunesse, témoignant ainsi de son caractère exemplaire dans le renforcement des relations entre la République fédérale d'Allemagne et la France.

Le ministre des transports a rendu compte des travaux du conseil des ministres des pêches qui s'est réuni à Luxembourg le 16 juin. La mise en œuvre de la politique communautaire de la pêche doit être obtenue d'ici au 1^{er} janvier 1981, parallèlement à l'application des décisions prises le 30 mai sur la contribution budgétaire britannique et les prix agricoles. Cette politique doit être fondée sur le respect des principes fondamentaux inscrits dans les traités, notamment celui de l'égalité d'accès des pêcheurs dans les zones de pêche de la Communauté. Pour parvenir à cet objectif, un calendrier de travail immédiat a été adopté comprenant notamment une nouvelle réunion du conseil le 21 juillet et une réunion en septembre. La commission, pour sa part, s'est engagée à communiquer ses propositions pour la fixation des quotas début juillet.

Lentilles de contact SOUPLES
On les met et on les oublie...
Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...
Essayez YSOPTIC
80, Bd Malesherbes 75008 Paris Tel. 563.85.32
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

CHACQUE SOIR A LA TÉLÉVISION
DU 8 MAI AU 25 JUIN

HENRI AMOUROUX

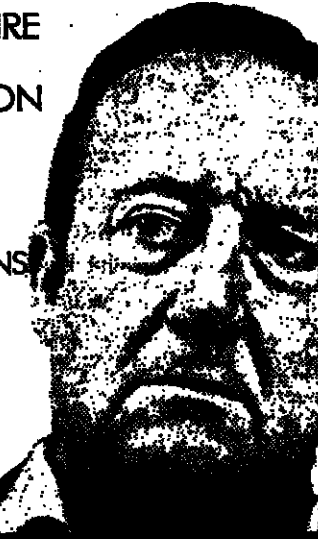
raconte le drame de 1940 :
Le peuple du désastre

Lisez la série de
HENRI AMOUROUX


LA GRANDE HISTOIRE
DES FRANÇAIS
SOUS L'OCCUPATION

- 1/ LE PEUPLE DU DÉSASTRE (1939 - 1940)
- 2/ QUARANTE MILLIONS DE PÉTAINISTES (Juin 1940 - Juin 1941)
- 3/ LES BEAUX JOURS DES COLLABOS (Juin 1941 - Juin 1942)
- 4/ LE PEUPLE RÉVÉLÉ (Juin 1942 - Avril 1943)

ROBERT LAFFONT



HOMMES GRANDS - HOMMES FORTS



CAPEL
PRET-A-PORTER

• 74, bd de Sébastopol Paris 5^e • 28, bd Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e

cette semaine dans :

les nouvelles littéraires

ENSEIGNE-T-ON ENCORE LE FRANÇAIS EN FRANCE ?

FESTIVAL D'ANJOU
Le grand retour de la tragédie

Informez-vous !

Vous vous destinez à la gestion des entreprises :

Vous cherchez une vraie "business school" : une école qui vous fasse vivre la réalité du monde des affaires.

Vous devez vous former :

Puisque la formation à la vie pratique des affaires est... notre affaire depuis bientôt 20 ans ! Nous vous proposons notre programme "Administration de l'Entreprise". Il est destiné à des gens comme vous : de futurs cadres, disposant déjà d'une solide formation de base. En 9 mois d'études intensives, "Administration de l'Entreprise" vous apportera ce qui vous manque encore pour aborder avec succès votre carrière de manager : la dimension pratique ou, si vous préférez, les clés de la vie réelle d'entreprise. Vous y gagnerez d'être véritablement opérationnel !

"Administration de l'Entreprise" ne ressemble pas aux études classiques. Court, concret, polyvalent, il vise la plus grande efficacité. C'est pourquoi il est animé exclusivement par des praticiens, tous cadres, conseils ou dirigeants d'entreprises. On y parle ressources humaines, secrétariat général, finances, production, marketing, politique générale uniquement à l'aide de cas réels. On y travaille beaucoup, en petit groupe, dans une atmosphère d'entreprise et un climat international. Enfin, on y pratique un contrôle continu et systématique des connaissances et des performances. A la clé un diplôme de gestion d'été porté par plus d'un million de "managers ECL" dans 67 pays du globe !

La prochaine session débute en octobre 1980 et s'achève en juin 1981. Le coût total du programme est de 18 500 francs... il y a 30 places disponibles. Pour ne pas manquer la vôtre, retournez sans tarder le coupon ci-dessous. Vous recevrez gratuitement une documentation complète et un dossier d'admission, sans aucun engagement de votre part.

Ecole de Cadres de Lausanne
Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. 021/22-15-11

Au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne (adresse ci-dessus)
Faites-vous parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme "Administration de l'Entreprise" 80/81.

la maison des BIBLIOTHEQUES

CONTEMPORAINES

en stratifié et aluminium



JUXTAPOSITION DE MODÈLES CONTEMPORAINS TOUTS FORMATS.
Ensemble obtenu par juxtaposition de deux modèles en 94 cm de large et d'un modèle de 78 cm.
Hauteur : 200 cm - Largeur : 266 cm
Prof. bas : 35 cm - Haut : 25 cm - Contenance : 450 volumes environ.

JUXTAPOSITION DE MODÈLES CONTEMPORAINS.
Ensemble obtenu par la juxtaposition de 2 modèles de 94 cm de large avec 1 modèle de 78 cm de large.
de l'ensemble : 200 cm - Profondeur hors tout : 25 cm
Largeur hors tout : 266 cm - Contenance : 400 volumes divers.

COMMENT JUXTAPOSER ET SUPERPOSER SANS AUCUNE FIXATION



Nos modèles vous permettent de constituer et d'agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins par simple pose sans aucune fixation.

Exemple de juxtaposition et de superposition

50 MODÈLES Juxtaposables
50 VITRÉS Superposables
Démontables

ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

Installez-vous, vous-même ultra rapidement... A DES PRIX IMBATTABLES !!!

Visitez nos expositions-ventes :

Paris : 61, rue Froidevaux Paris 14^e
Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et les autres jours même le samedi de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert-Rochereau - Galvée - Edgar-Quinès. Autobus : 28-38-58-68.

Bordeaux, 10, r. Bouffard, tél. 44.39.42 - Clermont-Ferrand, 22, r. G. Clemenceau, tél. 93.97.06 - Grenoble, 59, r. St-Laurent, tél. 42.55.75 - Lille, 88, r. Esquermoise, tél. 55.69.39 - Limoges, 57, r. Jules-Norlat, tél. 79.15.42 - Lyon, 9, r. de la République, tél. 28.38.51 - Marseille, 109, r. Paradis, tél. 51.65.44 - Montpellier, 8, r. Serrane, tél. 58.19.32 - Nantes, 16, r. Gambetta, tél. 74.59.35 - Nice, 8, r. de la Boucherie (Vieux-Ville), tél. 80.14.89 - Rennes, 18, quai E-Zola (près du Musée), tél. 30.26.77 - Rouen, Front de Seine 2000, 43, r. des Charrettes, tél. 71.96.22 - Strasbourg, 11, av. Gal-de-Gaulle (Esplanade), tél. 61.08.24 - Toulouse, 2/3, quai de la Daurade, tél. 21.09.71 - Tours, 5, r. St-Barthelemy (près des Halles), tél. 61.03.28

ouvert tous les jours même le samedi (fermé le lundi matin - ** fermé le lundi)

BON GRATUIT

A retourner à : LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, bois et matériaux, teintes, contenances, prix, etc.) sur vos modèles :

☐ STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES et CONTEMPORAINS.
☐ LIGNE OR, LIGNE NOIRE.
(cocher la case correspondant au catalogue que vous désirez recevoir)

N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

NO 24 REP PAR TÉLÉPHONE **320.73.33** 24 H

EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO - FACILITÉ DE RETOUR

POLITIQUE

LES SUITES DE L'« AFFAIRE DOMINATI »

M. Barre tente d'apaiser le différend entre le pouvoir et les élus gaullistes

(Suite de la première page.)

A aucun moment n'ont été en cause les lois de la nation, son avenir économique ou ses réponses aux défis du présent. Et pourtant... Et pourtant, ces vingt-quatre heures de « crise », recréent quelques belles illustrations du caractère fictif de notre vie politique. Des illustrations qui devraient éclairer ceux des hommes publics à qui il arrive de regretter la désaffection des jeunes générations pour le débat traditionnel : l'inadéquation du pouvoir à certaines réalités, la faiblesse de sensibilité immédiate, sa propension à confondre le symbolique et le concret. De l'autre côté, les faiblesses asymétriques des gaullistes : leur frustration profonde, leur incapacité de cerner les réalités, leur incapacité à surmonter autrement que par le coup de gueule leur statut de partenaire non dominant. L'impossibilité dans laquelle ils se trouvent en fin de compte, d'influer véritablement sur la conduite des affaires.

Indépendamment à la réalité, quel dilettantisme peut bien être à l'origine de l'impair de Toulon ? On peut se demander s'il est permis de se tromper à ce point. Permettre à un membre du gouvernement de se rendre à une cérémonie dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle recrée quelques dangers : un manquement, celui des « mariages de l'Algérie française », une stèle où l'on se doutait — sans toutefois se l'avouer — que le personnage représenté figurait un ancien responsable de l'O.A.S. fusillé en 1963 ; un rassemblement où ne pouvaient manquer de venir en grand nombre d'anciens ultras, ennemis irréductibles, en son temps, du général de Gaulle, fidèles à la mémoire de Bastien-Thiry, qui voulait le tuer au Petit-Clamart.

Le fait que le ministre en cause apparaisse lui-même à cette catégorie de giscardiens

ayant trempé leur tempérament politique à l'extrême droite et dans les milieux de l'Algérie française, explique en partie l'erreur mais ne permet pas de l'excuser. Au contraire. S'associer, de près ou de loin, à une cérémonie de ce genre, dans le climat qui règne actuellement au sein de la majorité, et quelques jours avant le 18 juin, est une faute politique. Réconciliation des Français ne signifie pas réhabilitation d'un certain terrorisme.

Défaut de sensibilité. Vouloir prouver, comme le fait le chef de l'Etat, que son action s'inspire directement des préoccupations gaullistes est une chose. Trop en faire est une autre. Et manquer la cible par excès de zèle en est une troisième. En outre, c'est oublier un peu vite que M. Giscard d'Estaing lui-même contribua à l'échec et au départ du général de Gaulle en avril 1969.

Retraite camouflée

Le petit drame de la commémoration au Mont-Valérien trouve sa source dans ce souci, si fréquent, d'éluder l'essentiel, au plus loin que le naturel, et d'ajouter à ce qui pourrait paraître raisonnable la touche non conforme à la morale officielle. Parce que quarante est un chiffre rond, M. Giscard d'Estaing voulait que la cérémonie du Mont-Valérien soit différente de celle de la Libération.

Elle a fallu l'être, mais ne l'a pas été. Le chef de l'Etat n'a pas pris la parole comme il le souhaitait et les explications embarrassées derrière lesquelles l'Etat a tenté de camoufler sa retraite n'ont fait qu'ajouter à la pusillanimité. Car ce n'était nullement « quelques mots » que le chef de l'Etat se proposait de prononcer mercredi soir, et ces « quelques mots » n'avaient que peu de rapport, initialement, avec la remise des insignes de grand-croix de la Légion d'honneur à

M. de Courcel. Ces arguments-là ont été élaborés a posteriori, après que le chef de l'Etat eut été avisé de l'indignation qui montait du côté des gaullistes et de la famille du général. Dans un premier temps, en effet, il semble que c'était bel et bien un « message » de mot à été prononcé, que le président de la République entendait délivrer à cette occasion.

A rapprocher ces deux « ratés », comment ne pas considérer que le premier atteste les arrière-pensées qui sous-tendent le second ? D'un côté, le salut aux ultras, de l'autre, la révérence trop appuyée aux gaullistes, en fait deux gestes également suspects d'électoralisme et de l'autant plus vraisemblablement que s'ils avaient été l'un et l'autre innocents et loyaux. Ils se seraient exclus l'un l'autre.

Ainsi se manifeste cette propension du giscardisme à confondre ce qui est symbolique et ce qui est réel. Parler, faire des gestes, multiplier les références : comme si l'apparence était une fin en soi. Il ne suffisait pas de marquer l'anniversaire d'une croisade blanche pour s'attirer les faveurs d'une famille politique sur la défensive. Il ne suffisait pas non plus de dire mercredi à la Sorbonne une réédition appliquée sur le thème « Racontez le 18 juin d'un adolescent averti » que l'on entendait l'appel du général de Gaulle avec son vieux oncle pour prendre rang, définitivement, dans la filiation gaulliste.

Et en face ? Le camp opposé, le camp apparemment et meurtier des ultras, dans une gaulliste serait-il plus convaincant ? Quelle débauche d'indignation, tout à coup ! Quels cris de fureur, quelles tempêtes de colères ! Pourquoi ? Parce que le 18 juin fait partie du patrimoine commun de tous les Français, et que les résistants sensibles à la moindre sollicitation. Des résistants qui n'attendent qu'une occasion, comme celle-ci, pour manifester en toute unité d'indignation, tout à coup ! Quels cris de fureur, quelles tempêtes de colères !

Pourquoi ? Parce que le 18 juin fait partie du patrimoine commun de tous les Français, et que les résistants sensibles à la moindre sollicitation. Des résistants qui n'attendent qu'une occasion, comme celle-ci, pour manifester en toute unité d'indignation, tout à coup ! Quels cris de fureur, quelles tempêtes de colères !

Les responsables des Jeunes Giscardiens créeront une organisation autonome après l'élection présidentielle

M. Hugues Dewavrin, président du Mouvement des Jeunes Giscardiens, a dressé lundi 16 juin devant la presse le bilan des activités de la formation qu'il dirige. Il a souligné qu'avec une « force de mobilisation de quelque trente mille personnes », et six cents « responsables locaux », les Jeunes Giscardiens s'efforcent « d'être pour la campagne présidentielle ». Il est d'ailleurs probable que, lors de la convention nationale qu'ils réuniront au mois de novembre, ils lanceront un appel à la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Après avoir, les Jeunes Giscardiens auront organisé, du 25 août au 2 septembre à Séliat (Bas-Rhin), un « campus d'été » sanctionné par la débauche, après épreuve écrite, d'un « brevet d'aptitude » aux futurs animateurs de la campagne.

Les dirigeants et cadres du mouvement ont aussi tracé leur ligne de conduite pour « l'après 1981 ». Entre l'option traditionnelle qui consiste, pour les responsables, d'un « formation de jeunes », à s'intégrer, au-delà d'un certain âge, au mouvement adulte et la création d'une organisation autonome, ils ont opté pour la seconde solution.

Les animateurs actuels du Mouvement des Jeunes Giscardiens ne souhaitent pas rejoindre purement et simplement le parti républicain. Ils veulent « rester ensemble » et mettre en place

leur propre organisation avec pour objectif la préparation de candidats aux élections locales, et surtout municipales. M. Dewavrin, qui a précisé qu'il cessait d'augmenter le Mouvement des Jeunes Giscardiens après l'élection présidentielle, a déclaré : « Les cadres et militants qui ont un sens de la responsabilité, mais qui ne se sentent pas à l'aise dans le parti aîné. Notre encadrement — dont les membres sont âgés de vingt-trois ou vingt-quatre ans — ne souhaite pas accomplir cette démarche. Nous allons lui offrir une nouvelle structure de formation, autonome, avec ses propres méthodes d'action, et qui préparera de jeunes candidats aux scrutins locaux. (...) C'est là une innovation ; une manière d'accompagner, dans l'attente de l'après 1981, le processus de maturation politique. »

Cette politique créera vraisemblablement quelques frictions avec la direction du P.R. et de l'U.D.F. lors des investitures pour les élections qui auront lieu après l'élection présidentielle. Mais, d'une part, nul ne sait précisément ce que seraient les structures des formations giscardiennes au lendemain de l'élection présidentielle et, d'autre part, il ne déplaît apparemment pas aux Jeunes de se placer dès à présent en concurrence potentielle. M. Dewavrin a d'ailleurs exprimé le souhait que les dirigeants de l'actuelle U.D.F. « prennent conscience du besoin de renouvellement des candidatures ».

M. François Hincker QUITTE « RÉVOLUTION »

M. François Hincker, rédacteur en chef adjoint de *Révolution*, hebdomadaire du P.C.F., a adressé le mardi 17 juin, à M. Guy Hermer, directeur de cette publication et membre du bureau politique du P.C.F., une lettre dans laquelle il annonce sa démission de toute fonction au sein de ce journal.

Le conflit est né du refus de M. Hermer de publier un article polémique de M. Hincker, texte qui se présentait comme une réponse à une série d'articles de M. Lucien Marest sur la politique culturelle du P.C.F. M. Hincker estime que M. Marest, qui occupe, selon lui, « une position quasi officielle » à la section des intellectuels et de la culture auprès du comité central, s'exprime dans ses articles des positions qui remettent en cause la ligne du P.C.F. l'égard de la culture. « L'enjeu du conflit », souligne M. Hincker dans sa lettre de démission, « n'est pas personnel mais politique. »

M. Pierre Baudy, militant du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L.), sera le candidat de cette formation à l'élection présidentielle de 1981. Il fera campagne « contre Giscard et contre la guerre ». M. Baudy, trente-sept ans, ancien militant du P.S.U., est membre du bureau politique du P.C.M.L. depuis 1978. Il est marié, père de quatre enfants, et travaille à B.D.P.

AU SÉNAT

Vote de la loi « Cantegrit » sur la protection sociale des Français de l'étranger

Examen du projet tendant à améliorer la situation des familles nombreuses

Le Sénat a définitivement adopté en seconde lecture, mercredi 18 juin, la proposition de loi Jean-Pierre Cantegrit (Gauche) relative à la protection sociale des Français de l'étranger (France), qui revêt ainsi, désormais, force de loi. Les légères modifications apportées par l'Assemblée nationale ont été entérinées par les sénateurs. Le nouveau texte prévoit quatre mesures essentielles : l'allongement du congé de maternité, porté à six mois pour les mères de famille de trois enfants ; le regroupement des allocations post-natales en une seule prestation, majorée très sensiblement en faveur des familles de trois enfants ; le droit d'accès aux équipements sociaux des enfants des mères de familles nombreuses qui n'exercent pas d'activité professionnelle ; l'institution d'un revenu familial garanti.

Ce texte, estime le rapporteur, autorise à donner un sens national au congé de maternité. L'Assemblée nationale, en effet, a prévu que le projet prévoit quatre mesures essentielles : l'allongement du congé de maternité, porté à six mois pour les mères de famille de trois enfants ; le regroupement des allocations post-natales en une seule prestation, majorée très sensiblement en faveur des familles de trois enfants ; le droit d'accès aux équipements sociaux des enfants des mères de familles nombreuses qui n'exercent pas d'activité professionnelle ; l'institution d'un revenu familial garanti.

Mme PELLETIER : un progrès considérable pour cent cinquante mille familles

Mme MONIQUE PELLETIER, ministre déléguée à l'Égalité du territoire, souligne que le texte ne s'applique qu'aux familles de trois enfants et plus. « Notre premier objectif », déclare-t-elle, « est de faire bénéficier les familles les plus défavorisées. Le second est de dresser un statut de la mère de famille, en faveur des mères qui n'exercent pas d'activité professionnelle. »

Le ministre reconnaît que le dispositif proposé est perfectible. « Nous allons continuer à améliorer ce texte », déclare-t-elle, « en tenant compte des remarques des parlementaires. »

« Quel en sera le coût ? Plus de 6 milliards de francs sur deux ans. C'est le maximum que nous pourrions engager sans faire appel à de nouveaux prélèvements sociaux. »

GUERIE (Un. centr., Pyrénées-Atlantiques), ne saurait toutefois tenir lieu de la véritable politique familiale attendue par le Parlement. Le projet prévoit quatre mesures essentielles : l'allongement du congé de maternité, porté à six mois pour les mères de famille de trois enfants ; le regroupement des allocations post-natales en une seule prestation, majorée très sensiblement en faveur des familles de trois enfants ; le droit d'accès aux équipements sociaux des enfants des mères de familles nombreuses qui n'exercent pas d'activité professionnelle ; l'institution d'un revenu familial garanti.

Ce texte, estime le rapporteur, autorise à donner un sens national au congé de maternité. L'Assemblée nationale, en effet, a prévu que le projet prévoit quatre mesures essentielles : l'allongement du congé de maternité, porté à six mois pour les mères de famille de trois enfants ; le regroupement des allocations post-natales en une seule prestation, majorée très sensiblement en faveur des familles de trois enfants ; le droit d'accès aux équipements sociaux des enfants des mères de familles nombreuses qui n'exercent pas d'activité professionnelle ; l'institution d'un revenu familial garanti.

M. GAMBOA (P.C., Essonne) souligne l'importance du logement pour les familles et dénonce les hausses excessives des loyers. M. LIEB (non-inscr., Martinique) proteste contre la discrimination dont sont victimes les DOM.

M. RUDLOFF (Un. centr., Bas-Rhin) accueille favorablement le projet. Il voudrait toutefois que l'on reconnaisse des droits spécifiques à la mère de famille, et que les responsables de l'urbanisme prévoient des logements de plus de cinq pièces pour les familles nombreuses.

M. MEAD (C.N.I.P., Cantal) annonce que son groupe apportera son concours à la politique familiale proposée par Mme Pelletier. Il en souligne toutefois quelques insuffisances. Il demandera notamment que le versement des allocations soit lié aux trois examens post-nataux et déplore l'établissement d'une « carte sociale » qui, dans les départements de montagne, oblige les familles à envoyer leurs enfants dans des centres d'été.

M. ENRIET (R.I., Doubs) critique le texte qui prévoit des mesures familiales « trop ponctuelles, trop parcelaires », et traite les effets plus que les causes. Il faut, estime-t-il, notamment pour réduire le chômage, encourager le maintien de la femme au foyer.

Répondant à une question, Mme PELLETIER se défend d'abord contre l'accusation de pratiquer une politique nataliste. Puis, à M. Enriet, elle réplique qu'une femme peut avoir une famille heureuse et nombreuse tout en travaillant.

A minuit treize, les sénateurs n'ont examiné que cinq des vingt-cinq articles du projet. Plusieurs amendements communistes et socialistes ont été repoussés. Quelques modifications rédactionnelles ont été apportées. Plus de cent amendements restent en discussion. — A. G.

Le R.P.R. : ne pas confondre les tueurs avec les rapatriés

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, député R.P.R. de Moselle, qui avait interrogé le premier ministre le mardi 17 juin sur l'affaire de Domariou, a annoncé M. Raymond Barre devait répondre jeudi après-midi à l'Assemblée nationale, a déclaré, le 18, à Radio-France. « Pour nous gaullistes, l'affaire Domariou n'est pas un coup politique. Ce qui s'est passé a provoqué une réaction du sentiment et de l'honneur. »

« Si la réponse de M. Raymond Barre nous posait des questions, le groupe parlementaire R.P.R. se réunirait pour en décider, mais nous croions que M. Raymond Barre est tout à fait conscient de la réaction que nous avons eue dans cette affaire qui, pour nous, n'est pas une affaire politique. »

Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R., du jeudi 19 juin, Pierre Charpy écrit notamment : « Il ne faut pas oublier que les mêmes teneurs qui ont raté le général de Gaulle abattaient les soldats du contingent dans les rues de Bab-D'Oud. Ils n'ont pas hésité à tuer toutes celles et tous ceux qu'on appelle « rapatriés » mais qui sont plutôt des « expatriés ». Ceux-ci ont eu à subir ce que nous connaissons au destin moins tragique sans l'interdiction de ces « soldats perdus ».

vernement puisse même paraître cautionner une entreprise dont tant d'innocents furent victimes et qui fut le début de la vie au général de Gaulle lui-même. »

Il ne s'agit pas seulement d'une affaire politique, d'autant moins que les gaullistes n'ont cessé d'insister pour effacer les traces de l'histoire. Les gaullistes algériens ne se sont pas séparés de l'Algérie française, dont beaucoup vivent parmi nous, méritent respect et solidarité. Le premier devoir du gouvernement est de ne pas les confondre avec les ennemis de la République. C'est pourquoi, si l'affaire politique a, elle réside dans l'impécuniosité du gouvernement à démentir la confusion entretenue par l'un de ses membres.

L'association de rapatriés Le Recours a prêté, à l'occasion de la crise qui vient d'éclater au Parlement, et constate « avec tristesse que les Français d'Algérie ont subi une fois de plus de la part de la République des politiques politiques alors que leurs véritables problèmes ne sont toujours pas réglés ».

Le Comité nationaliste des rapatriés « syndicat de la réconciliation » a adressé aux ministres gaullistes, le mardi 18, l'esprit de revanche soufflant toujours du même côté.

M. Guéna : le R.P.R. est-il bien le parti gaulliste ?

Le carrefour du gaullisme, que préside M. Roland Mungesser, député R.P.R. du Val-de-Marne, a organisé, mardi 17 juin, un colloque consacré au Gaullisme demain : tous les orateurs, MM. Mattéoli, ministre du Travail, Debré, Sanguinetti, Guichard, Loeb-Hamon, ont affirmé leur foi en la permanence du gaullisme.

M. Yves Guéna, député de la Dordogne, ancien secrétaire général de l'U.D.R. et conseiller politique de M. Jacques Chirac à la présidence du R.P.R. jusqu'en mars 1979, s'est demandé : « Faut-il un parti gaulliste ? » Il a affirmé :

« Comme toujours depuis vingt ans, l'une des organisations politiques gaullistes est primordiale par rapport à toutes les autres. C'est bien évidemment aujourd'hui le cas du R.P.R. »

Le R.P.R. est-il bien aujourd'hui le parti gaulliste, marie-t-il de se présenter comme tel ? Sans doute le pense-t-on assez naturellement et au-delà. Mais, parfois, sur cette certitude passe comme l'ombre d'un doute.

« Un parti gaulliste ne peut pas, si ce n'est pour son profit, porter atteinte aux institutions, à la règle de la stabilité, à la préservation de l'hexagone. Un parti gaulliste ne peut pas, sans perdre son âme, quérir les voix

et les appuis en épousant les revendications catégorielles contre l'intérêt général. Un parti gaulliste ne pourrait se mettre dans le cas de l'empire sur les débris de la République. »

Quant à la politique étrangère, les gaullistes ont une seule référence pour l'avenir, la volonté d'indépendance du gouvernement. Les arrière-pensées électorales sont proscrites. Et même l'inégalité inhérente à la conduite de l'action diplomatique et des négociations, dès dans la balance de jugement d'un moindre poids que l'intention. Le trouble dans les rangs centristes devrait être pour nous une contre-preuve éclatante. On ne peut à la fois dénoncer les dangers de l'atlantisme, épier avec une attention particulière l'attitude de l'Union soviétique, et en même temps, refuser au gouvernement le droit de dialogue direct avec l'U.R.S.S. On ne pouvait, hier, vanter la lucidité de Gaulle dans le conflit israélo-arabe et contester aujourd'hui la politique française au Proche-Orient. Nos critiques mal ajustées ont en conséquence résultant de nous faire soupçonner publiquement de vouloir déposer le fardeau de l'indépendance. Comment alors-nous pu nous mettre dans cette situation, alors que le gaullisme est la passion de l'indépendance ? »

A PROPOS DE LA CÉRÉMONIE DE TOULON

La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc, Tunisie (FNACA), qui regroupe trois cent mille adhérents, déclare dans un communiqué publié mercredi 18 juin, qu'elle « a suivi avec attention le développement de l'affaire de la cérémonie du 18 juin, à Toulon. Si la FNACA comprend bien les volontiers que les rapatriés puissent avoir des soutiens particuliers à commémorer, elle s'inquiète cependant de la présence d'un membre du gouvernement à une manifestation non officielle, destinée à honorer Roger Degueldre — dont les commandos O.A.S. sont responsables, entre autres, de la mort de milliers de combattants restés fidèles à la République — en présence d'orateurs ayant rendu hommage à Bastien-Thiry, exécuté pour avoir tenté de le tuer, le 20 août 1957, de Gaulle, chef de l'Etat de l'époque. »

La FNACA s'indigne d'autant plus de cette présence officielle du gouvernement qu'elle s'est vu refuser par le président de la République que la date du 19 mars, anniversaire du cessez-le-feu en Algérie, soit consacrée à un hommage national à la mémoire des trente mille soldats français tombés en Afrique du Nord et à toutes les victimes civiles de ces conflits (...) ».

Le Monde

Le Morais vigilant

Le Morais vigilant... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

Il ne faut rien exagérer... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

BIEREN 33" EXTRA DRY. UN PAISIR PLUS FORT.

Le Monde

société

La faillite d'une centrale d'achats devant le tribunal de Paris

39 millions de francs d'abus de blancs-seings

APRÈS DEUX «RAIDS» D'EXTRÊME-DROITE

Le Marais vigilant

Samedi c'est le jour du Sabbat. Ici, l'école est finie, les élèves du lycée Charlemagne, dans le quatrième arrondissement de Paris, passent le pas pour réviser le baccalauréat. A la sortie, une trentaine de jeunes gens distribuent des tracts du Front de la jeunesse, une organisation d'extrême droite liée au Parti des forces nouvelles. «Tous des mecs bien sapés. Après avoir «tracé», ils s'en sont pris aux camarades juifs, ils les ont courrés dans tout le quartier, raconte Fabien, une vraie chasse à l'homme. » A dix contre un dans la rue des Ecoles, à courir avec dans le dos des menaces de mort et toutes portes fermées. «A la fin, j'ai pu entrer dans un corridor où j'ai trouvé un manche à balai, dit un autre «rescapé». Ils m'ont mis en garde, comme au karaté, ils avaient des poings américains, des barres de fer sous leur flight jacket, alors j'ai eu peur et j'ai trappé. »

Dimanche 15 juin, les boutiques sont ouvertes à nouveau :

la communauté juive a repris ses quartiers. A 18 heures, non loin de la rue des Rois, au 26 de la rue de Sévigné quinze hommes appartenant à la FANE (Fédération d'action nationaliste européenne), saccagèrent le local où la commission Justice et Paix du quartier du Marais organise une exposition sur le Nicaragua et le Salvador (le Monde du 17 juin). Les agresseurs couvrent les murs d'inscriptions nazies et de croix gammées. «Il ne faut pas confondre les bagarres entre lycéens de samedi et l'agression de la FANE», dit-on au commissariat du quatrième arrondissement. Mais, pour les habitants du quartier, «ces cousins germains sont à mettre dans le même sac». Le lendemain, d'ailleurs, ils ont protesté, juifs et chrétiens ensemble, rue de Sévigné, contre l'agression et, le soir, la chapelle de l'église Saint-Paul, où avait lieu une conférence sur le Nicaragua et le Salvador, était gardée par les jeunes Israéliens qui patrouillaient dans les rues avoisinantes.

« Il ne faut rien exagérer »

A présent, la rumeur grossit un peu les forces de l'adversaire, le nombre des matraques allemandes (téléscopiques) ou japonaises, des couteaux. On imagine le pire. Un mort, paraît-il, dans un bar de la place Bourg-Tibourg «ou du moins un type très amoché». «Ils ont tabassé, paraît-il, des enfants de quinze ans. » Une femme à l'hôpital, paraît-il. «Je n'ose plus passer devant la fontaine des Innocents où ils se rassemblent. » Les anciens aussi se mobilisent, même s'ils souhaitent calmer les esprits. «Il ne faut rien exagérer, pense Mme Benamou, je les ai vus arriver : ils poursuivaient mon fils, j'ai appelé au secours et ils se sont enfuis. » Le rabbin

ne voudrait rien envenimer et le petit homme en chapeau mou qui le rejoint est tout prêt, lui aussi, à croire que ce ne sont que des gamineries. Mais, comme irrité par ces propos apaisants, il ajoute : «S'ils reviennent, nous ne nous laisserons pas faire. » Le marchand de noix, à quelques mètres, ne pense pas autrement. «Je suis prêt à les recevoir, j'ai ce qu'il faut dans ma boutique», et le boucher kascher «sortira ses couteaux». Lundi, sur l'asphalte, à l'ombre de Saint-Paul, pères et fils attendaient le retour des antisémites. Mais ils ne les ont pas revus.

CHRISTIAN COLOMBANI.

La Sopegros n'est plus. Elle n'est plus qu'un dossier pénal financier soumis au tribunal de Paris avec la kyrielle des infractions qui l'accompagnent : infractions à la législation sur les sociétés, banqueroute, faux et usage de faux, abus de confiance, falsification de chèques et, pour finir, abus de blancs-seings. Depuis le 6 février 1980, son président-directeur général, M. Roger Durand, et son directeur des services financiers, M. Michel Dusserre-Telmon, sont emprisonnés.

De l'histoire de cette déconfiture on est encore loin de tout savoir. Ce n'est pas en quatre mois que l'on peut cerner une information qui ne va pas sans expertises ni examens de comptabilité, encore à peine entrepris mais qui demanderont, au mieux, une bonne année de travail pour démêler les raisons d'un excédent de passif de 120 millions de francs. Du moins a-t-on pu en avoir un aperçu les 17 et 18 juin à la onzième chambre du tribunal de grande instance de Paris appelée à examiner, sous la présidence de M. Jean-Michel Guth, les faits poursuivis sous la seule qualification d'abus de blancs-seings et pour lesquels le parquet avait requis et obtenu la disjonction, considérant que, sur ce chapitre, l'instruction était achevée.

Procédure insolite, inadmissible, dangereuse, atteinte aux droits de la défense ? Les avocats des prévenus, le bâtonnier Francis Mollet-Vieville devaient d'emblée employer tous ces termes pour s'élever d'une telle précipitation et dire que ce n'est pas une bonne manière de séparer la partie du tout, de courir le risque de se fourvoyer dans l'ignorance où l'on est encore d'éléments peut-être essentiels.

Prévenu de cet émoi, M. Christian Le Guinec, procureur de la République de Paris, l'avait jugé suffisamment important pour venir à répondre en personne et siéger momentanément aux côtés du substitut normalement chargé du dossier, M. Serge Jeanjean,

afin de «définir la politique qu'entend mener le parquet de Paris à l'égard de toute infraction, qu'il s'agisse de violence ou de délinquance en col blanc». Cette politique se ramène à ceci : en ce domaine comme dans les autres il doit être entendu que la répression ne doit pas se faire attendre durant des années, que les affaires financières, elles aussi, devront être dépolluées d'un perfectionnisme et d'un pointillisme excessifs et que l'on peut très bien «flaquer le superflu pour s'attaquer à l'essentiel». Dès lors que les faits d'abus de blancs-seings se trouvaient suffisamment établis par l'information, on pouvait en bonne logique et sans se soucier du reste les examiner.

Les mauvaises passes

C'était en vérité une belle et solide société que cette société à capital variable pour l'exportation des grossistes-distributeurs en épicerie et alimentation dite Sopegros, une des centrales d'achats les plus anciennes de France et les plus réputées. M. Roger Durand l'avait fondée le 28 octobre 1944, alors qu'il avait trente ans. Elle avait compté jusqu'à cent cinquante adhérents. Elle s'était entourée de huit filiales, de six groupements d'intérêt économique. D'un vinrent alors, après tant d'années de prospérité, les difficultés de trésorerie qui apparurent en 1976 ? Cela, c'est l'autre dossier, et l'on ne pouvait pas en dire grand-chose, si ce n'est qu'il commençait à y avoir alors défection de certains adhérents, qu'il fallait aussi transférer des fonds pour soutenir certaines filiales, à commencer par une Union française d'alimentation (UFA), dont M. Durand se trouvait être le gérant. Il s'y ajouta encore l'incendie malvenu d'un entrepôt à Bobigny, sinistre pour lequel les assurances tardaient à verser les primes qu'elles devaient. En fait, certaines des filiales, dès ce moment-là, auraient dû être mises en état de cessation de paiement. Mais on voulait quand même espérer, tenir le coup, franchir ces mauvaises passes en alimentant coûte que coûte une

trésorerie constamment en perdition.

Alors, pour finir, ce furent, à partir du printemps 1978, ces abus de blancs-seings successifs et aujourd'hui reprochés.

La pratique en était facile. Les adhérents de la Sopegros passaient en effet directement leurs commandes à leurs fournisseurs, qui leur livraient les marchandises demandées et adressaient les factures correspondantes en double exemplaire à la Sopegros, qui refacturait ensuite à ses adhérents le montant des sommes qu'ils avaient à payer. Pour que le système en soit encore plus facile, les adhérents avaient accepté de signer en blanc des carnets de traites à six mois, jours dont la Sopegros disposait, et jusque-là, dans une confiance assurément méritée.

Ce sont ces traites qu'elle mit soudain en circulation, mais cette fois pour le règlement de factures dont les adhérents avaient déjà acquitté le montant. Il y en eut ainsi pour plus de 39 millions de francs entre mars 1978 et janvier 1979, dont près de 21 500 000 francs ne purent pas être remboursés.

Qui eut l'idée de pareilles pratiques ? M. Roger Durand plaide non coupable. Mieux encore, c'est lui qui, à l'origine, porta plainte et se trouva ainsi à la fois partie civile et prévenu. Mais celui qu'il accuse de tout avoir conçu, M. Michel Dusserre-Telmon, son voisin de box comme il dit, ne l'entend pas de cette oreille. Lui reconnaît. Directeur des services financiers, il fut l'auteur principal du délit. Mais, s'il le fut, c'est parce que M. Durand le poussa à l'être. Oh ! certes, il ne lui dit pas exactement comment opérer, mais il lui fit comprendre qu'il devait «bien y avoir des moyens», que lui, M. Dusserre-Telmon, connaissait «la maison depuis assez longtemps». Bref, il y aurait eu entre eux comme un accord tacite pour lequel suffisent les demi-mots et les sous-entendus.

Visiblement le tribunal croit à la sincérité de M. Dusserre et, pour sa part, M. Serge Jeanjean, à l'heure du réquisitoire, a clairement signifié que c'était bien la version qu'il convenait de retenir.

Mais M. Roger Durand se bat et, plus encore, le soutenant bec et ongles, son épouse, Mme Nathalie Durand, prévenue libre mais à laquelle est reproché le même délit de complicité qu'à son mari en sa qualité de secrétaire générale de la Sopegros. Du coup, il leur a fallu répondre à bien des questions. Ainsi, l'un et l'autre ont signé des chèques de remboursement de ces traites sans cause à des adhérents qui comptaient à se manifester et à trouver bien étrange qu'on leur fasse payer deux fois le prix de mêmes marchandises. Pourquoi, alors, lui, président-directeur général, elle, secrétaire générale, ne se sont-ils pas davantage inquiétés ? Pourquoi n'ont-ils pas réagi ? Ils ont répondu que, dans leurs fonctions, on signe tellement de chèques qu'il n'est pas possible de prêter attention à tous. Ils ont dit aussi qu'ils n'avaient pas tout su, pas pu tout voir ni tout deviner !

« Le président Durand »

Les parties civiles, et il y en a vingt-huit, toutes anciens adhérents de la Sopegros, ont leur idée qu'a exposé M. Olivier Roux : «M. Durand avait fondé la société. Il en était le patron, le père, le maître. Il voyait tout, contrôlait tout. Il était le président Durand et toute la profession le reconnaît et lui faisait confiance. Alors, quand les difficultés sont venues, il n'a pu se résoudre à accepter une défaite, un échec, et, pour tenter de l'éviter, il n'a reculé devant rien. » Ce sera aussi l'analyse de M. Jeanjean : «Un péché d'orgueil, un refus de s'agenouiller. Vous êtes devenu malhonnête le jour où la réussite vous a abandonné. Et par votre attitude ici vous continuez à vous enfermer dans votre orgueil. »

Alors, contre l'orgueilleux, le représentant du ministère public a requis quatre années de prison, une contre Mme Durand et une aussi contre M. Dusserre-Telmon, pour qui «faute avouée est à moitié pardonnée».

Il reste à écouter la défense. Elle aura la parole les 23 et 24 juin.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LA BIÈRE

33

EXTRA DRY.

BIÈRE "33" EXTRA DRY.
UN PLAISIR PLUS FORT.

B&C - NELO CORNELI

JEAN-CHARLES BOURDIER.

De notre correspondant

De notre correspondant

(De notre correspondante.)

Limogea — Le tribunal de

L'enquête établit que la jeune fille s'était égarée la veille, au cours d'une sortie en compagnie de trois autres pensionnaires du centre. A leur retour aux Marolles, l'éducateur vit bien que la jeune fille n'était pas dans son état normal. Elle avait l'air de quelque part, elle était en danger et elle n'aurait pas le moyen. Le directeur du centre, M. Jean Grunebaum, fut lui aussi estimé civilement responsable et eût à comparaître. Le tribunal a également condamné M. Grunebaum à payer 4000 F de dommages-intérêts à la famille de la victime.

La cour d'appel d'Aix-en-Provence

Versailles. — Un incendie d'origine criminelle a partiellement détruit, mardi 17 juin, le sous-sol d'un pavillon, rue Gabriel-Pérou à Trappes (Yvelines), l'ouïe actuelle des Yvelines, la direction et par la Société d'édition de Yvelines. Le feu, découvert vers 8 heures, a été rapidement maîtrisé. Les dégâts sont peu importants et seuls des journaux ont été détruits. Vers 14 heures du matin à l'A.F.P. un communiqué déclarant parler au nom du groupe. L'individu qui avait revendiqué cet attentat contre les locaux du P.C. prêté sa solidarité envers la résistance algérienne et le mouvement algérien opprimé par l'impérialisme soviétique. — (Corresp.)

La Cour d'assises des mineurs de la Moselle, siégeant à huis clos, vient de condamner les trois militants du MATRA (Mouvement

armé terroriste révolutionnaire (anarchiste) et des peines de réclusion criminelle pour une qualification de « terrorisme ».

Le 20 septembre 1978, le tribunal de Lorraine entre septembre 1977 et septembre 1978, réalisés à la première d'obus datant de la première mise en scène de la manifestation du 20 septembre 1978).

Le « penseur » du groupe, René Bour, un mécanicien «isé du monde du travail», est condamné à dix ans de réclusion criminelle.

Moyeuvre (Moselle), a été condamné à dix ans de réclusion criminelle.

Les complices, Jean-Marcel Sion, Haysen, et le troisième, mineur, ont été condamnés à dix ans de réclusion criminelle.

Les trois jeunes gens, qui n'étaient jugés que pour les vingt-cinq heures de la manifestation du 20 septembre 1978, ont été condamnés à dix ans de réclusion criminelle.

Au C.N.R.S.

Le colloque international sur les le texte original — toute l'o

[illegible]

M. Andor Toma, professeur d'anthropologie à l'université catholique de Louvain, qui a lu — dans 1938, alors qu'elle était à Mme Schwidetzsky s'est fait élire pour ne pas participer manifestation nazie. — Y. R.

Les articles publiés par le

M. Jean Salen, professeur agrégé de philosophie et membre du parti communiste, pose les questions suivantes à la presse de son parti : « Pourquoi, sinon par pur opportunisme, vouloir la suppression de la loi de 1901 sur les associations ? »
 Paul II « pape progressiste » alors que, sans même aborder ici ses prises de position en matière de mœurs, force est de constater que les déclarations pieuses sur le nécessaire de la justice sociale ont servi l'invraisemblable et dans sa bouche de propos éhémériants et creux sur les moyens d'y parvenir (cf. la messe de Saint-Denis) ? »

Les réactions les plus vives, cependant, touchent la rencontre de Jean-Paul II avec les jeunes au Parc des Princes.

De nombreux jeunes lecteurs, qui y avaient assisté n'ont pas apprécié notre compte rendu. Leurs constatations et leurs arguments sont résumés par la lettre de Mlle Isabelle Nègre, vingt et un ans, qui nous écrit pour dire « sa tristesse de voir comment la presse pouvait défigurer l'information ».

« Vous parlez à notre propos.

tions hier ne peut être qu'hysté- les dépeignent les histoires du

Les problèmes de justice et de paix ne seront pas résolus par la génération actuelle, mais par votre génération ? Que signifie le monde nouveau qu'il faut préparer ? Demain, toujours demain... Demain, tout ira mieux, bien sûr.

Parlez-nous d'aujourd'hui ! Parlez-nous des hommes qui souffrent et de l'agonie du Christ qui en finit pas. Parlez-nous de l'Eglise présente aux hommes qui souffrent et de la Résurrection qui se vit chaque jour. Parlez-nous de Mgr Romero : parlez-nous des prêtres d'Afrique du Sud arrêtés par la police.

« Mais non. Il paraît que les

Trois catégories, enfin, se...

« Des gens sérieux, enfin, se sont
senties mis. M. Yves Lecaer, se-
crétaire général du Mouvement
ordannais, exprime sa « profonde
admiration » à la suite de l'ar-
ticle de Pierre Georges sur la messe
et les sacristes. Tous les clichés
habituellement employés pour
décrire le milieu rural de Normandie
se trouvent résumés en quelques
phrases, écrit-il. Sur un ton
modéré, l'auteur daube sur le
milieu paysan constitué de bra-
vants gens allant bien boire
l'« ayant de la vigueur qu'une
approche très primaire. Du moins
je juge-t-il ainsi (...).
« Des bons gens, les Normands,
n'en sommes, un peu ridicules
aussi. En fait, des gens comme

Au cours de l'interview que nous d'ins, quest 115 7000 11 1

Jean-Paul II a accordé à l'observatoire romano (le Monde du 14 juin), interrogé sur la caractéristique spécifique de sa rencontre avec les jeunes Français de la région de la France du pape a répondu : « *La surprise* ».

Il n'est pas le seul à avoir été surpris par la levée des 50 000 jeunes en défilé qui remplissaient ce stade à ras bords. Si leur enthousiasme sans faille a été interprété par le plus grand nombre comme l'expression d'un « *retour à la religion* », d'autres, d'horizons très divers sont inquiétés de la réelle représentativité de ce public.

Il est intéressant, d'autre part, de comparer le nombre de places demandées et celles accordées, pour les scouts par exemple. Les Scouts de France (85 000 membres) et les Guides de France (75 000 membres), mouvements nationaux reconnus par l'épiscopat, avaient demandé 5 000 places. Il leur en fut accordé 3 000. Les Scouts d'Europe (15 000 membres), mouvement non reconnu, avaient demandé 3 000 places. Il en fut accordé 1 500. Les Scouts de Belgique, mouvement branché internationaliste, les applaudissements presque incessants des jeunes — à l'époque que le pape lui-même cria: «Basta!» — aux chants interminables de l'Ave Maria, ne fut diversement appréciée par les observateurs non partisans. La présence de ces renards si pittoresques, de jeunes gens bien organisés — tels que membres de l'Opus Dei arborant des badges qui portaient la devise de Jean-Paul II — l'ont tuée, et ce qui se présentait aux yeux du public comme des véritables armées du pape.

ils en ont eu 500.

ALAIN WOODROW.

Outre les noms que nous avons donnés (M.M. Christian Chabanis, Pierre Chauvy, Jean Duchesne, Jean Fourasté, André Frossard, M.me Geneviève de Gaulle Anthoine, M. René Girard, M.me Agnès Kalinowska, M.M. Jérôme Lefebvre, Emmanuel Levinas, Jean - Luc Marion et Madame, M. Jacques Rigaud, M.me Germaine Tillion, M.M. Olivier Clément, Olier Chérel et Bertrand Goldberg), il faut ajouter les quatre noms suivants : M. Raymond Besson, M. Albert Besson, M.me Arne, A. Blaise de Calon.

mande de préciser que M. Mohamed Megdoud, ancien sénateur,

● Dans une adresse à Jean-Paul II, plusieurs écrivains, journalistes et intellectuels catholiques ont exprimé leur « désapprobation » devant le « massacre liturgique » de certaines messes pendant le séjour du pape en France. Parmi les quarantaine de signatures : MM. Michel Droit, Pierre Dutourd, Henri Sauguet, Pierre Debray, M. et Mme Durieux, M. Michel de Saint-Pierre.

Elvire de Brissac

● On ne vit pas à la
campagne pour son plaisir.

[illegible][illegible]

Les rêveries d'

Quand un écrivain évoque ses fantômes.

[illegible]

Le labyrinthe

[illegible]

PONDANT
travers quelles larmes



Le Monde DES LIVRES

Elvire de Brissac au cœur de la forêt

● On ne vit pas à la campagne pour son plaisir.

Il nous arrive au moment de l'été un roman fait pour lui. Qu'on doit lire sous la futaie des chênes, dans l'odeur des fougères juste nées et des champignons qui commencent à poindre. C'est le roman d'Elvire de Brissac qui a pris pour héroïne une forêt.

Elle grandit très bien, cette romancière, qui est, au moins autant, un écrivain. Car la manière dont elle dit ses histoires compte plus que les histoires elles-mêmes, auxquelles elle ne renonce pourtant pas. Il est difficile de tenir l'équilibre entre deux attitudes contradictoires : l'intelligence se détourne quand les histoires sont captives, séduites les deux écoutes est une gageure, rarement gagnée. Elle l'est ici et l'on aurait grand tort de ne pas déguster ce festin d'écriture sous prétexte qu'il y a, oui, dans la Forêt soumise, des personnages, des vies, des drames, un milieu impitoyablement dépeint, des choses vraies d'hier et d'aujourd'hui, une intrigue et même deux. Un roman historique datant de vingt années qui précéderait la Révolution n'est-il pas enclavé dans un roman contemporain d'inspiration, disons plutôt d'animation, écologiste ?

Les forêts, plusieurs fois centenaires, sont bonnes gardiennes de la pérennité. C'est peut-être à cette poésie du temps qui passe, immobile, qu'Elvire de Brissac veut nous éveiller, en croisant le tragique destin de Nathalie de Neuville, châtelaine des Bergougnans en plein dix-huitième siècle, et la grise aventure qu'y vit de nos jours un technicien forestier, Pierre-Antoine Destolles, chargé d'inventorier, avant leur mise en vente, les hectares de bois que Nathalie jadis avait subjugés. D'une époque à l'autre, des constantes demeurent : la sau-

vagerie, la brutalité des mœurs paysannes, et cette lourde chape d'indifférence et d'ennui que l'alcool aide à oublier. « On ne vit pas à la campagne pour son plaisir », c'est aussi, c'est d'abord et c'est le roman qui, si vert soit-il, n'est pas un roman rose. La forêt, malgré ses parfums, sa magie, c'est aussi la peur, la pourriture, la mort. De tout temps, la terre pèse sur ceux qui s'en occupent, d'un poids écrasant, tracassier, administratif, intempérie, trahison et révolte des gens.

Du moins, Nathalie de Neuville présidait sur place aux destinées de son royaume. De nos jours, les propriétaires fonciers connaissent-ils seulement les lieux de leurs biens ? Ils les font exploiter par des tiers peu soucieux de leur sauvegarde. Et quand un ordre de vente est donné, c'est la course. Un capital vivant s'écroule, comme les mains des spéculateurs qui le dépeignent. Comment la forêt des Bergougnans sera sauvée par l'action conjuguée de Pierre-Antoine Destolles, pourtant au service d'un organisme de gestion des forêts privées, et des « écoles » de Bourges qui obtiendront le rachat du domaine par l'Etat, seul recours en ce péril, tel est le thème du roman contemporain, qu'écrit, sur une de ses portées, Elvire de Brissac. Un roman prospectif, informel, économique et sociologique.

Sur la seconde portée s'inscrit, flamboyante, une manière de légende, la geste de Nathalie. Elle nous est transmise par un double journal sorti des Archives de Bourges, celui qu'a tenu Nathalie elle-même et celui de l'abbé le Pauvre, aumônier du château, qui vint à la châtelaine, la lectrice d'un roman, l'écrit, capable de bécotter, au nom de leur authenticité, tous les caprices de sa dame. Et Dieu sait qu'elle n'en manque pas ! Le malheur en ces temps anciens ne vient pas des conflits d'intérêts, mais de la dureté des cœurs, Nathalie a souffert d'une



(Dessin de Jean-Pierre CAGNAT.)

mère détestée, avant d'être victime d'un mari monstrueux, un lord anglais, épousé par conformisme. Puis elle s'est éprise d'un brigand, Bonchenot, contrebandier du sel, qu'elle tenait en vain, toute sa vie, d'arracher à l'aventure rebelle.

Face à ces échos de passion, les hésitations amoureuses de Pierre-Antoine Destolles et de Françoise Bérioux, l'« école » de Bourges, mariée et mère de famille, font pâle mais morale figure. Dans ce décalage où l'on passe de la poésie à la prose, de l'imaginaire au réel, des amours impossibles aux amours avortés, le roman qu'Elvire de Brissac signe sa nostalgie et comme l'« arrière-pensée » qui donne relief et perspective à ses histoires.

J'ai oublié de dire, tant les

Bergougnans sont universels, qu'ils se situent en plein cœur du Berry, non loin de Nohant qu'on visite au cours du livre. Ainz, Elvire de Brissac n'hésite pas à marcher sur les brisées de George Sand. Elle regrette que celle-ci n'ait pas rencontré sa Nathalie : « C'était incontestablement une héroïne pour elle. Elle ajoute : Quelle chance que George Sand ne soit pas née au vingtième siècle ! Elle serait sociologue, anthropologue, j'en suis sûre, tout, sauf un vieux troubadour », ce « troubadour » qui signait les lettres adressées à Flaubert.

Pourquoi ce cri ? Elvire de Brissac, née d'hier ou presque, en dépit de ses quatre romans précédents. (A pleurs joie, Un long mois de septembre, les Rêgles, la Ballade américaine) ne réussit-elle pas à être, dans ce roman, sociologue et troubadour à la fois ? C'est sans doute le fin mot de ses intrigues cruelles où tout le romanesque appartient au passé, tandis que le juste respect des arbres et des êtres, d'un couple d'émigrés turcs compromis dans le saccage de la forêt, dicte le tempo de la ballade contemporaine.

Le livre joue de cette opposition. Il brille aussi d'un autre contraste : celui d'une écriture allègre posée sur un fond noir. Par ses images à bon goût de terroir et de cheval, par l'association, pleine d'humour, de choses et de mots hétéroclites, Elvire de Brissac tient à distance une amertume profonde. Et de cette virtuosité mousmuseuse, à la Morand, à la Giraudoux, émanent tous les prestiges de la littérature.

JACQUELINE PIATIER.

★ UNE FORÊT SOUMISE, d'Elvire de Brissac, Grasset, 314 pages. Euville 48 F.

Les rêveries d'Hubert Juin

● Quand un écrivain convoque ses fantômes.

DANS l'Arbre au féminin, Hubert Juin médite sur les voyages : « J'aimerais, dit-il, — n'arriver jamais en un lieu que pour la deuxième fois. Il me semble que la répétition est plus riche de sueur, de sève, de jouissance, que l'initiation. Le premier contact est, à bien voir, désastreux, — qu'il s'agisse d'un être, qu'il s'agisse d'un site, voire d'un livre. La timidité règne, et c'est une maîtresse amère. » Il se méfie de l'instant révélateur, de l'émotion trop soudaine, de l'éblouissement. Est-ce parce que s'éblouir veut dire s'égarer ? Il préfère, en tout cas, les lenteurs de la découverte. Il vante l'agrément de ce qui s'apprend avec

patience. Un des malheurs de notre époque, pour lui, c'est la hâte qu'elle impose. Les hommes, certes, « vivent plus vieux, mais ils vieillissent plus jeunes », car ils sont pressés dans tous les sens du mot : on les brusque et on les contraint, on les harcèle.

L'auteur évoque l'histoire de ces Indiens qui portaient les bagages d'un ethnographe et qui s'arrêtaient, non parce qu'ils se sentaient fatigués, mais parce qu'ils avaient marché trop vite : d'un pas trop rapide pour l'esprit. C'est une belle anecdote, peu compréhensible pour des gens qui ne connaissent pas le bonheur de sentir passer le temps (d'avoir le temps long, comme disait Bernard Groethuyzen). Cependant, je crois qu'il faut dénoncer, moins la hâte, comme le fait Hubert Juin, que

la contrainte. Chacun devrait pouvoir, à son gré, ralentir ou accélérer le cours de sa vie : la contempler ou la brûler.

L'Arbre au féminin se présente comme une suite de rêveries sur une époque, et un monde disparus. L'auteur, qui a passé son enfance dans les Ardennes, se souvient de ce « temps mythologique » où les gens écoutaient, le soir, un conteur qui leur donnait une âme aventureuse. Lorsque, ensuite, ils s'endormaient, ils se sentaient chez eux, et leur « restait une petite piole insolite... que le sommeil, chaque nuit, écartait ». « Le tumulte de l'éveil... tout cet orchestre du début du jour venait à bout des attitudes images, tellement indécises de la nuit ».

FRANÇOIS SOTT.
(Lire la suite page 21.)

Le labyrinthe de Zinoviev

● Beaucoup de mots pour dire le vide de la vie soviétique.

ALEXANDRE ZINOVIEV, on le sait, était logicien avant de devenir écrivain. Certains se demandent d'ailleurs s'il ne l'est pas resté : l'immense fresque satirique du totalitarisme soviétique qu'il brosse dans ses romans ne tient-elle pas davantage de l'essai que de l'œuvre d'art ? Le célèbre « dissident » répond là-dessus par un haussement d'épaules. Littérature ? Il cherche d'abord à témoigner. Quant à ses sources d'inspiration, il se réfère plus volontiers à la tradition orale d'« histoires drôles » qu'à des livres célèbres.

Son dernier roman paru, encore plus immense que les précédents, pousse en même temps jusqu'à une sorte d'associer la mégalomanie des « écritures ». Il est vrai qu'il s'agit d'un manus-

crit ancien, publié après les autres pour des raisons pratiques : les problèmes de la censure, classés d'innombrables feuillets qui ont, pendant plusieurs années, traversé clandestinement les frontières.

La forme délibérément « éclatée » du livre n'a pu qu'aggraver les difficultés. Comme dans ses livres précédents, Zinoviev, dans l'Antichambre du Paradis, cultive en fait autant l'analyse que l'art du montage. Loin de toute histoire linéaire, le roman est conçu comme une polyphonie de motifs — réflexions ou récits — qui, de plus, se décomposent eux-mêmes en fragments. Livrés par petits bouts, parfois paragraphes par paragraphes, ils modifient constamment leur propre sens en même temps que celui de l'ensemble, composant, en réalité, celui-ci à la manière d'un puzzle.

Malgré les apparences, cette structure labyrinthique, loin de n'être qu'une trouvaille stylistique, correspond à des fonctions très précises. D'une part, elle

reflète fidèlement le labyrinthe de cette « société fermée », qui est le sujet du livre. D'autre part, l'énigme de cette structure est un défi au lecteur, invité à développer une pensée propre en cherchant à la résoudre.

Avec cette conférence par rapport à son propos, la froideur « analytique » de Zinoviev est son plus grand about. Sa démonstration impersonnelle de l'absurdité institutionnalisée, sa peinture des cercles vicieux où se meuvent des héros interchangeables — plutôt idées que personnages — n'est nullement le contraire de la poésie. Cet art du diagnostic se confond même avec elle le plus souvent, dans la mesure où le simple énoncé de certaines vérités demeure subversif pour les régimes totalitaires. Et non seulement pour eux, du reste : cette « race inférieure » d'êtres lâches et passifs qui, d'après l'auteur, est en train de naître en U.R.S.S. sous le nom d'« hommes nouveaux » est-elle si loin du citoyen

modèle rêvé par les gouvernements occidentaux ?

Si l'œuvre de Zinoviev inspire cependant des réserves, c'est plutôt là où le logicien, renonçant à sa propre rigueur, cherche malgré tout à « faire de la littérature ». Sa démonstration sur ce plan perd en efficacité non seulement parce qu'elle verse dans la simple satire mais aussi à cause de ses longueurs et redondances. Fallait-il vraiment toutes ces pages pour dire le vide de la vie en labyrinthe ?

Pour tous ceux qui continuent à ignorer, malgré l'histoire, quel sort ont fait tous les jours aux hommes au nom d'un futur paradis, le livre de Zinoviev est certes une mine de renseignements. Mais Kafka n'a-t-il pas déjà dit tout cela il y a longtemps, et avec moins de mots ?

PETR KRAL.
★ L'ANTICHAMBRE DU PARADIS, d'Alexandre Zinoviev, traduit du russe par Vladimir Berdovitch, 194 pages, Lattès, 117 F.

« Lettre à un ami perdu », de Patrick Besson

« La Bête à bon Dieu », de Pascal Jardin

Adorables têtes à claques

La jeunesse a tant besoin d'admirer qu'elle passe tous les caprices aux gens qui la fascinent. Une nouvelle preuve en est donnée ces jours-ci par deux auteurs, dont l'un sort à peine de l'enfance, et dont l'autre a su s'y maintenir.

D'habitude, c'est à un être aimé, ou à eux-mêmes, que les jeunes écrivains pardonnent tout par étonnement. Est-ce parce que Lettre à un ami perdu est déjà son quatrième roman, après les Petites Mœurs d'amour, Je sais des histoires et l'Ecole des absents ? Patrick Besson, malgré ses vingt-quatre ans, ne rapporte qu'en coin de tableau les amours passagères de son narrateur avec des filles folâtres, encore que bien observées : Anna, la figurante des publicités Lesieur ; Emeline, l'élève qui lui a fait découvrir Rome ; Marion, dont le mari revient distrairement d'Inde.

Le sujet du livre, Gladys, c'est la femme du copain ; non pas celle qu'on convoite parce qu'elle est irrésistible, mais celle dont on se demande ce que le copain lui trouve, tant, ne mâchons pas les mots, « elle emmerde » !

U début, le copain, Marc Alby, ne donne pas non plus dans les sinistres de Gladys. A vingt ans et quelques, il vit encore chez sa mère. Question virilité, il se contente de raconter son service militaire, de sortir des mannequins, de donner des cours de karaté, et de modifier des cigarilles.

La star en herbe qu'est Gladys l'attache peu à peu, en le malmenant. Elle est de ces êtres à qui il faut de la crise pour manifester leur singularité. Le moindre échange leur est prétexte à violence spasmodique. Elle proclame son mépris des homosexuels, des Arabes, des barbus ; elle parle aux passants, pousse des incartours dans le bassin du Luxembourg. Pour voir, contre l'ennui, pour trôner.

Par Bertrand Poirot-Delpech

Une fois que Marc Alby a mordu à son manège, elle fait tout pour l'exclure : menaces de grossesse, suicide manqué, fugues affichées avec un producteur, puis un marchand de tripes. Résultat prévisible : lors d'un week-end orageux au Touquet, Marc Alby se jette à l'eau avec ses bottes. Et Gladys, on peut le craindre, le suivra un jour. Car sa conquête du chaos permanent cache mal son impuissance à aimer, donc à vivre.

Le livre de Patrick Besson vaut par cette peinture d'une fantaisie de remplacement, d'une envie frénétique qu'il « se passe quelques choses ». En quoi, il est d'époque. De nos jours, c'est le cinéma qui témoigne des mentalités nouvelles : celui, par exemple, de Diane Kurys, Dolin, Pialet. Les livres, qui ont longtemps rempli seuls ce rôle documentaire, ne le jouent plus. Les personnages de Besson se réfèrent d'ailleurs à certains onéastres, « plus volontiers qu'à des écrivains. Ils vont jusqu'à se demander s'ils ne vivent pas « dans un film ».

Lettre à un ami perdu rend présents ces rapports confortables de la nouvelle génération avec ce que les adultes appellent, sans trop y croire eux-mêmes, la réalité. Tous les jeux lui paraissent préférables : flipper, disco, trahisons amoureuses, ou monopoly — le roman aurait pu s'intituler « La Case départ ».

Encore heureux que la mort en « mob » sur le « périphe » ne figure pas, pour tous, au nombre des issues ; et que certains, comme le narrateur, sachent encore trouver à la hanche d'un être cher la douceur d'« un crâne de nouveau-né » !

A tête à claques qui fascine Pascal Jardin n'est pas la femme d'un ami ni la sienne ; c'est son père. Après lui avoir consacré tout ou partie de trois de ses livres — le Guerre à neuf ans, Guerre après guerre et le Main Jaune — il y revient avec la Bête à bon Dieu. La dernière loi jure-t-il ; mais son serment est la promesse d'ivrogne, tant les souvenirs d'enfance restent à l'évidence, malgré ses quarante-six ans, sa source d'inspiration la plus spontanée et la plus délectable.

L'irritation que cause son père ne vient pas d'un a priori politique, encore qu'il ait été le bras droit de Laval, même si Jean Jardin a payé sa loyauté d'un long exil et s'il a aidé des résistants, ne porte pas d'embellie à l'estime bête. Les verges pour le battre, c'est son fils extasié qui les fournit. Plus il espère nous associer à sa dévotion, plus il nous en décourage.

Dans le Main Jaune, déjà, Pascal Jardin échouait à rendre héroïque ou hilarant le fait de gifler un cheminot ou d'uriner dans le lavabo d'une duchesse. Ici, on renâcle à trouver génial que son père maquille en voyage d'affaires une partie fine à Deauville, ou qu'il traîne Coco Chanel à Gstaad, alors qu'elle était de Cervin ! Qu'il consulte le plus huppé des entérologues en compagnie de Paul Morand, la belle affaire ! Qu'il refuse d'attacher sa ceinture en avion, qu'il allume cigarette sur cigarette dans les compartiments où c'est interdit, et qu'il souffre sa tournée à la figure de qui lui déplaît, franchement, où est le mérite, sinon, on l'a compris depuis maintenant quatre livres, celui de faire passer ce qu'on ne supporterait pas de quel-
(Lire la suite page 21.)

Hachette
littérature

l'extraordinaire équipée
des chevaliers du fer.

Henri
Vincenot
Mémoires
d'un enfant du rail

100 000 ex.



LIVRES DE FRANCE

vous présente
chaque mois
toutes les nouveautés parues
classées thématiquement
et commentées

Livres de France est aussi
un magazine vivant et complet
sur le livre et ses professions.
Livres de France n'est vendu
que par abonnement annuel.

Pour faire connaissance,
profitez de notre
offre exceptionnelle :
les six prochains numéros
au prix de quatre : 65 F.

OFFRE EXCEPTIONNELLE

M.

Adresse :

s'abonne pour six mois
au prix exceptionnel de 65 F (au lieu de 100 F)

Date :

Chèque joint. Signature :

A retourner à : Livres de France
diffusion Cercle de la Librairie
117, bd Saint-Germain, 75006 Paris.

CENT FIGURES LICENCIÉES

A LA GLOIRE DES DAMES ROMAINES

Ce recueil de Cent figures licenciées à la gloire des Dames romaines constitue un panorama extrêmement varié et réjouissant de ce que pouvait être le commerce de la pornographie au dix-huitième siècle, à un moment où le seul nom de Pierre Arétin représentait une sorte de label d'érotisme.

Mystification littéraire, suite d'illustrations sans aucun rapport avec le texte, gravures romaines prétendument retrouvées : tout cela nous vaut cependant un des plus beaux groupes de gravures de cette époque, dans des genres d'une très grande diversité.

Le recueil s'achève sur un grand classique : les très fines gravures accompagnant une splendide édition du Décaméron, de Boccace.

Collection IMAGES OBLIQUES — Volume 7 — Cent figures licenciées à la gloire des Dames romaines. Un volume de 128 pages. Format : 13,5 x 21 cm. Reliure pleine toile vert sycamore. Plat et dos gravés bronze. Gardes et tranche file. Prix : 165 F.

OBLIQUES - B.P. 1 - LES PILLES
26110 - NYONS - FRANCE

NOM :

ADRESSE :

- ☐ Désire recevoir le volume LES DAMES ROMAINES
- ☐ Vous prie de trouver ci-joint la somme de 165F (Chèque bancaire ou CCP à l'ordre des Editions Borderie).

DATE : SIGNATURE :

Péguy, les femmes et les curés

Dans les derniers *Bulletins de l'Amitié Charles Péguy* (4, rue Auguste-Bartholdi, 75015 Paris), Julie Sabiani étudie l'attitude de Péguy envers les femmes à travers plus de deux cents lettres envoyées par des amies et des collaboratrices (n° 8). Joseph Samson rapproche cet « écrivain parleur » des recherches de Marcel Joussou (n° 9). Une lettre d'Eugène Ionesco atteste la présence de Péguy en Roumanie avant guerre (n° 10).

Avec la sortie en volume des quatre cents lettres de la *Correspondance Péguy - Pierre Marcel*, les Cahiers de l'Amitié Péguy (diffusion : M.-J. Minard, 73, rue Cardinet-Lemoine, 75005 Paris) offrent un recueil essentiel pour la compréhension des dernières années de la vie de l'écrivain. A l'intention d'un public universitaire, le même éditeur Minard inaugure une série « Charles Péguy » dans sa collection de la *Revue des lettres modernes*. La première livraison est consacrée à Un nouveau théologien, M. Laude, pamphlet contre les bien-pensants.

On notera enfin que, dans un même esprit décapant, Hubert Juin présentera les 4 et 11 juillet deux émissions sur Péguy à France-Culture. — J. B.

Henry Poulaille revient

Stock publié avec une préface de Michel Ragon un inédit de Henry Poulaille, décédé récemment. *Saint dans la vie à quatorze ans, le Feu sacré* qui sera suivi de *Vivre sa vie* et *Fin d'époque*. Cette publication sera elle-même complétée par la réédition par Stock 2, dans la collection « Petite bibliothèque prolétarienne » dirigée par Guy Bordes, de quatre œuvres de Poulaille : le *Pain quotidien*, les *Damné de la terre*, *Pain de soldat* et les *Rescapés*.

En même temps que cette collection de petit format et de prix plus légers, Stock 2 lance deux autres collections de même type, l'une consacrée à des textes anarchistes, dirigée par Daniel Armoighède, l'autre à des textes plus variés, déjà publiés, comme *Les analyses parlent*, de Dominique Fricheer.

vient de paraître

Romans

JACQUELINE BRULLER : *Les Blancs Américains*. — A la veille de la Révolution, deux jeunes artistes craquent sous le poids de la révolution, de l'embrasement, de l'effroi, d'orgies et de combats. (Stock, 274 p.)
PAUL SAVATIER : *Phonème au forfait*. — Contient un homme jeune, « citoyen modèle », après avoir été just dans un procès d'assises, se retrouve dans le box des accusés. Par l'auteur du *Norvège silencieuse*. (Gallimard, 256 p.)

Textes

JEAN RISTAT : *La Perruque du rieur*. — Une « tragi-comédie » lyrique, où « quand les poètes meurent la révolution est en deuil ». (Gallimard, 120 p.)
— Du même auteur, *L'Étranger dans la loi et la Prio de la ville de Rio-de-Janeiro en 1711*. — Et aussi une « tragi-comédie », comportant six dessins originaux d'André Masson. Suivi d'un dialogue avec Roland Barthes : *L'Inconnu s'est pas le « d'importer quoi »*. (Gallimard, 74 p.)
ALAIN MEDAM : *La Cité des noms : Jérusalem*. — Un parcours initiatique de Jérusalem où le judaïsme, Rome, le christianisme et l'islam se sont affrontés. Par l'auteur d'*Arènes de Naples*. (Gallimard, 324 p.)

Lettres étrangères

NANCY ZAROUKIS : *Lumière des téniers*. — Un destin de femme américaine dans le Massachusetts du XIX^e siècle. Traduit de l'anglais par Marie-Lise Marlière. (Gallimard, 518 p.)
E. DU PERRON : *Le Pays d'origine*. — Une des grandes œuvres océanographiques modernes. L'auteur, né à Java en 1899, est mort en 1940. Traduit par Philippe Noble. Préface d'André Malraux. (Gallimard, « Du monde entier », 546 p.)
RAUL POMPEIA : *L'Asibenda*. — Le roman d'apprentissage d'un Brésilien, né en 1867 et mort en 1938. Traduit par F. Duprat et L. Dams. (Ed. Payot, diffusion Pluma, 217 p.)

Critique littéraire

PIERRE DE BOISDEFERRE : *Pile aux livres*. — Des portraits d'écrivains et des commentaires sur les classiques d'hier et d'aujourd'hui, l'actualité romanesque et le mouvement des idées. Par l'auteur de *Mécanismes de la littérature*. (Seghers, 361 p.)

Théâtre

JEAN BASTIAIRE : *Madame de Clèves*. — Le roman de Mme de La Fayette devenu une pièce racienne à la rigueur combat la brûlure. (José Corn, 124 p.)

Sciences humaines

J.-B. FAGES : *Comprendre Edgar Morel*. — Une interrogation de l'œuvre d'Edgar Morel et la mise à jour des grandes lignes de pensée d'un chercheur « hors classement ». (Privat, 240 p.)

la vie littéraire

Un manuscrit inédit de Flaubert à la Nationale

La Bibliothèque nationale, qui prépare actuellement l'exposition qui marquera le centenaire de la mort de Flaubert, vient de s'enrichir d'un manuscrit inédit de l'auteur de *Salammbô*.

Ce manuscrit, pour lequel la Bibliothèque nationale a fait jouer son droit de préemption à 30 000 francs à l'hôtel Drouot, est une suite de notes de lecture en vue de la rédaction de *Salammbô*. Ces analyses d'ouvrages anciens ou modernes sur l'Afrique antique montrant avec quel soin Flaubert préparait sa documentation.

La Bibliothèque nationale a acquis aussi pour 52 500 francs le manuscrit autographe de la pièce de Jean-Paul Sartre, *Le Diable et le Bon Dieu*, représentée pour la première fois en 1951. Ce long manuscrit comporte plusieurs esquisses de différentes scènes illustrant la méthode de composition de l'auteur et des indications de décor dessinées par Sartre.

Une exposition de livres français en Chine

Près de trente mille personnes ont visité à Pékin, dans les derniers jours du mois de mai, l'exposition du livre français organisée par l'Office de promotion de l'édition française. L'exposition s'est ensuite transportée à Shanghai et elle doit encore être présentée à Wuhan et à Chongqing.

Dix mille ouvrages ont été rassemblés pour trente-cinq maisons d'édition. La moitié environ traitent de sujets scientifiques, techniques ou médicaux.

Les dix-huit éditeurs français qui accompagnent l'exposition ont pris de multiples contacts avec leurs homologues chinois. Des projets de coédition ont notamment été discutés, en particulier dans le domaine des ouvrages d'enseignement de la langue française. Les éditeurs français se sont d'autre part déclarés disposés à accueillir des stagiaires chinois dans leurs entreprises.

Une nouvelle collection de poche

Bien connue, naguère, du public intéressé par l'histoire, la Bibliothèque historique Payot, dont de nombreux ouvrages étaient épuisés, reparait, en format de poche, dans une présentation soignée : la typographie est agréable, les couvertures joliment illustrées.

Au rythme de quatre volumes par mois, il sera ainsi possible de se constituer un fonds sérieux : des biographies (*Christophe Colomb, la Reine Victoria, Sully, Lawrence d'Arbelle*, etc.), des œuvres concernant les civilisations (*la Civilisation maya*), des aventures à l'échelle de l'humanité (*le Voyage de Marco Polo, l'Invincible Armada*) ou des phénomènes de société (*l'Inquisition*).

Sans faire de pessimisme à tout crin, on s'aperçoit souvent que ces « classiques » sans rides valent infiniment mieux que leurs jeunes frères, sur les mêmes sujets : le nouveau, plus cher, n'est pas forcément meilleur. Seule critique : l'absence de notices rappelant qui était chacun des auteurs, tous spécialistes et cueillies dans le monde entier : mais on ne va pas chicaner un éditeur quand il prend la peine de rééditer le meilleur de ce qu'il a publié, et l'oubli pourra sans doute être réparé à l'avenir.

G. G.-A.

Guimard's band

On connaissait les frères Tharaud, Louis et Elie, Mauriac fils... La démolition d'œuvre serait-elle à la fois dans le sang et dans l'air, un virus familial comme la guitare chez les gitans, la cascade chez les Fratellini ?

La « clan Guimard » verse au dossier un bouquet de preuves : des *Nouvelles de la famille*, à savoir des textes du patriarche, de Madame (Benoitte Groult) et ses filles Blainville et Lison, de sa sœur Flora et du mari de celle-ci, Bernard Ledwige. Tous ont en commun un goût de la formule bien frappée. A table, le jour de l'an, il doit falloir prendre son numéro pour en placer une ! La médaille paraît chez Mazarine.

en bref

LE PORTUGAL vient de célébrer le quatre centième anniversaire de la mort de son grand poète, Luis de Camões, auteur des *« Lusitades »*, l'une des œuvres maîtresses de la littérature portugaise. Les cérémonies ont eu lieu à Liria, une ville de quatre-vingt mille habitants, située à une centaine de kilomètres au nord de la capitale. Elles ont été présidées par le chef de l'Etat portugais.

VOICI LA COMPOSITION DU NOUVEAU COMITÉ DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES pour l'exercice 1980-1981 : président : Paul Moussat ; premier vice-président : François Billeaud ; deuxième vice-président : François Caraden, chargé des affaires littéraires ; troisième vice-président : Roger Vixip, chargé de la radio ; quatrième vice-président : Charles Brabant, chargé des affaires de télévision. Le secrétaire général est Jacques Bens, le rapporteur général Jean Blot, adjoint René de Turenne, le trésorier Hélène Tournier, avec pour adjoint Magali Les autres membres sont : Jean Barbra, Pierre Béarn, Daniel Beccour, Jean-Jacques Bloch, Pascal Bréguet, Didier Decoin, Philippe Dumaine, Hubert Knapp, Jacques Legria, Jacques Nole, Jean Rousselot, Guy Seligmann.

LE PRIX DU LIVRE « INTER » a été attribué à Elie Wiesel pour son livre « Le Testament d'un poète juif assassiné » (Seuil). Dans la sélection de dix livres, proposés à un jury composé d'auteurs et d'auditeurs, sous la présidence de notre collaborateur, l'écrivain Maurice Denuzière, trois romans font, en outre, l'objet d'une mention spéciale : « La Forêt d'Ismaïl », de Christian Charrière (Lassus), « L'Accent de ma mère », de Michel Ragon (Albin Michel) et « La guerre qui pleure », d'Hortense Dufour (Grasset).

LE SIXIÈME « PRIX R.T.L. - GRAND PUBLIC », qui récompense « un ouvrage de haut niveau dont les thèmes d'inspiration et les qualités d'écriture n'ont pas été qu'il soit apprécié par le grand public », a été décerné à René Fallet pour « Les Soupes aux choux », publié chez Denoël (« Le Monde » du 15 février).

A L'OCCASION DE LA PARUTION AUX ÉDITIONS DU SEUIL DE L'OUVRAGE DE SHOSHANA FELMAN, « Le Scandale du corps parlant », la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou organise, ce jeudi 19 juin, à 18 h. 30, dans la salle d'actualité, une rencontre-débat sur le thème : « Don Juan ou la promesse d'amour », avec la participation de : Shoshana Felman ; Viviane Fortetier, écrivain ; Monique Schneider, psychanalyste ; Philippe Sollers, écrivain, et Jacques Cellard, animateur. (accès libre.)

L'HISTORIEN BRITANNIQUE THEODORE ZELDIN, auteur d'une « Histoire des passions transgressées » (Éditions Recherches, voir « Le Monde » du 25 mai 1979), fera un exposé-débat sur les passions dans la société française, au Centre Pompidou, le mercredi 25 juin, à 21 heures.

en poche

Reinventer le quotidien

PORTER un regard neuf sur la réalité multiforme des pratiques quotidiennes : tel est le projet que Michel de Certeau, Lucie Giard et Pierre Mayol ont cherché à réaliser au cours d'une longue enquête dont les premiers résultats viennent de paraître sous le titre général : *Invention du quotidien*. Qu'est-ce que marcher dans une ville, lire un livre, raconter une histoire ? Que fait-on lorsqu'on fait la cuisine, ses courses, son lit ?... Et quelle place tiennent, dans notre mémoire, les mille actions banales dont notre vie est tissée ? Sans prétendre apporter de réponses définitives à ces questions, Michel de Certeau et ses amis ont tenté d'arracher, au fond nocturne de la réalité sociale, des « morceaux » de pratiques, de discours et de rêves qui, d'habitude, demeurent profondément enfouis.

Le premier tome — où apparaissent des références à l'œuvre, voisine, de Pierre Bourdieu — précise les fondements théoriques de ce travail qui s'inscrit dans la lignée de recherches engagées par Michel de Certeau dans un ouvrage paru dès 1974, *La Culture au pluriel*, que Ch. Bourgeois vient d'ailleurs de rééditer.

Quant au second tome de *Invention du quotidien*, il est plus particulièrement centré sur les manières d'habiter — à travers une enquête effectuée dans le quartier de la Croix-Rouge à Lyon, — ainsi que sur les manières de cuisiner. On peut y lire, entre autres, de succulentes interviews de leurs rapports avec l'art culinaire — lieu par excellence d'une des principales formes d'affiliation féminine.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

* L'INVENTION DU QUOTIDIEN, tome I : « Arts de faire », par Lucie Giard et Pierre Mayol, coll. « 10-18 », 1980, 240 p., 105 F.

romans

Marseille réinventée

Un roman d'André Gide, paru chez Grasset, intitulé « Marseille réinventée », est une réédition de la version définitive de ce roman, paru chez Grasset, en 1929. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Avec son personnage d'André Gide, ce roman est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Les deux amours de Lépidus, un roman de l'antiquité, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Le roman de l'antiquité, un roman de l'antiquité, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Le roman de l'antiquité, un roman de l'antiquité, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Le roman de l'antiquité, un roman de l'antiquité, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Le roman de l'antiquité, un roman de l'antiquité, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Le roman de l'antiquité, un roman de l'antiquité, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Le roman de l'antiquité, un roman de l'antiquité, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

Le roman de l'antiquité, un roman de l'antiquité, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque. Ce roman, qui a été réécrit par Gide, est une œuvre majeure de son œuvre romanesque.

romans

Marseille réinventée

● Un roman cocasse et tragique de Louis Ducreux.

AUJOURD'HUI un roman véritable devient une curiosité littéraire. Dans la plupart des livres que nous lisons le temps est aboli, et l'homme presque absent. Les écrivains ont maintenant la fascination du présent, qu'ils prennent hâtivement pour un paysage de la mort. De ce point de vue, l'ouvrage de Louis Ducreux (1), où trente personnages au moins osent vivre et s'aimer dans ce qu'il faut bien appeler une grande ville — et c'est de l'audace à une époque déclinante — scandalisera les petits maîtres qui font ici et là de la prose, en le sachant.

La Porte tournante du Café Riche ouvre sur le grand, le demi et le petit monde marseillais à la fin du siècle dernier : on y respire le jasmin mais aussi le pavot. Les personnages de Ducreux se trouvent sur des seuils entre la vertu et le vice, le plaisir et la souffrance, la fortune et la ruine : ils franchissent le pas au grand jour ou en tapinois, et parfois la porte tournante les reconduit au point de départ.

Ainsi, comme dans les contes ou les opéras, des princes croisent-ils des bergères. Tout à coup cependant les masques tombent et les héros semblent méconnaissables. Avec ce qu'il faut d'adresse et beaucoup d'art, le romancier trombe la tête qu'il organise, et soudain obscurcit les plus candides regards. D'Étienne Sue à Marcel Proust, il y a des racines. Sur ces chemins-là, l'auteur vagabonde, folâtre et danse avec une extrême aisance. Cocasse et tragique, chapitre après chapitre, le récit gagne en ambiguïté.

La beauté d'une œuvre naît sans doute des tensions et de l'instabilité qui la caractérisent. Au commencement, il y a toujours une histoire ou un mélo : un jeune homme en habit à la coupe de foudre pour une pauvre vendeuse de journaux ; à la fin,

le fil tenu à disparu dans l'épaisseur de l'étoffe, invisible mais présent. Tel devrait être le parcours de l'artiste : à tout moment une illustration de la Bibliothèque que rose peut devenir une peinture de Balthus, mais il faut savoir regarder. L'œil de Louis Ducreux est simultanément implacable et tendre.

Avec un constant bonheur d'écriture, Louis Ducreux multiplie les incidents et les péripéties mais sans défendre, fait-ce un instant, les ressorts du drame. Le plus remarquable est qu'il glisse constamment du grave au narquois. Entre ses personnages et lui passent la tolérance, l'amitié, et ce je ne sais quoi qui rassemble à la convenance.

Dès les premières pages, le lecteur sensible subira cette contagion et, à son tour, entraîné par le mouvement vit, il tournera sur lui-même avant de pénétrer dans le Café Riche. Ainsi pourra-t-il frayer avec les aimables monstres du théâtre nocturne. Mûs à nu, les visages révèlent des ombres et des cicatrices : la folie, l'optimisme, la cruauté et ce que l'on appelle aussi l'humanité. Les personnages sur les bords de leur enlèvement, la grâce. Plus il visite ses enfers, plus l'auteur à sa manière avère qu'il est chrétien.

Marseille était à réinventer. Accablée par le génie de Pagnol et l'insistance de ses épiques, la vieille cité se réduisait aux coulisses du bar sacré de la Marine. Il n'y avait plus d'alentours, mais seulement la scène où pour l'éternité les acteurs de la trilogie font chanter leur impureté. Avec un rare talent, Ducreux est parvenu à détourner notre attention des miroirs déformants du folklore et à lever le rideau sur une autre société, plus authentique sans nul doute, moins convenue stérilement. Sur les chemins de la mémoire, les figures singulières, dont vous ne pourriez de suite oublier les traits, témoignent d'un passé composé et ravissant d'où Louis Ducreux, romancier pour la première fois, a pris un fameux envol.

FREDERIC GRENDEL.

★ LA PORTE TOURNANTE DU CAFE RICHE, de Louis Ducreux. Laffont, 395 pages. Environ 60 F.

Les deux amours de Lépidis

● La Grèce et Paris.

COMME Josephine Baker, Clément Lépidis a deux amours : son pays d'origine, la Grèce, et la terre d'adoption, Paris. La première lui a fourni les thèmes de la Fontaine de Skopelos, du Mort de Lesbos, de la Rose de Byzance. La seconde ceux de l'Arménien et de la Mère rouge.

C'est encore à la première, bien que non nommée, que se réfère son nouveau roman *La Conquête du fleuve*. Dans une terre géométrique, mais que la guerre a déformée, se déroulent ces éternels combats douteux, sans cesse recommencés et toujours inutiles pour la possession de territoires aussi vite contestés qu'ils sont acquis. Ici : un fleuve. Le capitaine Parka est le conquérant, le baronnet, pour qui la guerre est, avant tout, affaire de sensations, de cris et d'odeurs : ruis, viols, pillages, sacroscages. Le capitaine Calvo, à l'inverse, est le soldat malgré lui. Le premier devance la consigne. Le second la respecte.

Entre les deux, il y a le sergent Kios qui suit le capitaine Parka, participe de sa fièvre, mais rêve à sa douce fiancée, à un mariage villageois, dans l'allégresse de la paix retrouvée. Le sergent Kios est un fruit de guerre déjà marqué du ver qui fait les déséquilibrés.

Naturellement, les choses tourneront mal. Un brouillard jaune monte du sol, asphyxie bêtes et gens. Une tornade s'abat qui abîme d'abord les hommes puis les canons. Et le capitaine Parka, enfin parvenu au sommet de la Montagne Noire, découvre un fleuve qu'il ne pourra vaincre, avec sa troupe décimée. Le sergent Kios, laissé en arrière pour y attendre le capitaine Calvo, doit affronter les éléments déchaînés : pluie, tempête, et mourra finalement sous la balle de ce dernier qui l'a pris pour un ennemi.

Seul, celui-ci survit, qui ne rêvait pas.

C'est le lot des guerres d'où ne reviennent ni les héros, ni les poètes, mais seulement les combattants consciencieux et résignés.

C'est traité en tragédie, avec (presque) la règle des trois unités : de temps, de lieu et d'action, comme le tracé d'une balle qui, dès le départ, file inexorablement vers son but, avec des morceaux qui sont les temps forts de la rhapsodie : la lutte pour la possession d'un troupeau de moutons, suivie de leur carnage, la mort du cheval Fliche-de-Vent dans le brouillard jaune, la solitude du sergent Kios dans la campagne secouée de vent.

Clément Lépidis affirmait, à chaque roman, son goût pour la violence des situations et la tendresse des sentiments.

C'est encore de tendresse qu'il est question dans les deux ouvrages qu'il consacre l'un à Paris, illustré de photographies de Robert Dolzneau, l'autre à Belleville. Si la Grèce est sa mère — et on l'aime d'un amour de sang — Paris est son amante. On l'aime d'un amour de courtoisie, de tendresse, les plus amoureux qu'on ait pu écrire, sur la capitale et ses hauts lieux qui ne sont pas toujours les plus élevés. Belleville, bien sûr, et Montmartre, et Ménilmontant, mais aussi les berges de la Seine, les bords publics, tout ce qui est appelé à disparaître sous le coup des démolisseurs ou, le vernis higré des touristes.

Mais, là encore, la tendresse et la violence se marient. Pas seulement celle de la Commune et des morts de Charonne. Pas seulement celle des charges et des décharges. Mais celle, plus quotidienne, des bords de la rue de Lappe, des combats de boxe au Casino, des heures romanesques dans les music-halls, des lazzis et des clameurs quand s'emballaient les « populaires » sous les verrières de la rue Nélaton.

PAUL MORELLE.

★ LA CONQUÊTE DU FLEUVE, de Clément Lépidis. Le Seuil, 166 pages. Environ 40 F.

★ LE MAL DE PARIS, de Clément Lépidis, photographies de Robert Dolzneau. Arthaud, 60 pages. Environ 20 F.

★ BELLEVILLE AU CŒUR, de Clément Lépidis. Éditions Vaguet, 150 pages, 18, avenue du Père-Lachaise, 75029 Paris. Environ 40 F.

Adorables têtes-à-claques

(Suite de la page 19.)

Il y a plus grave, et qui confirme l'adage selon lequel l'hostilité déclarée vaut mieux que certaines amours cataphoriques. Croyant bien faire, le fils prête au père, vis-à-vis d'un affarisme « basané », des injures puantes de racisme, et envers les femmes qui ne sont ni mères ni putains un mépris bien symptomatique. Son intimité avec Flinoy, son opposition à l'impôt sur la fortune, et son refus que l'histoire ait un sens, suffiraient à garantir, s'il en était besoin, que Jean Jardin est resté fidèle à ses engagements politiques. Ce n'est pas son raffinement, en 1952, à de Gaulle, qualifié jusqu'à d'« hypophysaire », qui corrige ce profil, moins « libéral » que rageusement réactionnaire, et élitiste jusqu'à la goulazarie. C'est surtout le refus de l'épuration occupée alternativement la même suite de l'hôtel Laprouze que le général adjoint à sa rielle prétention.

D'avoir choqué le mauvais cheval et perdu le pouvoir — sa passion la plus manifeste, — le petit homme se console, mal, par un snobisme à couper au couteau. Faute de régner sur la France comme au temps de Vichy, il fait état de ses influences occultes et de ses visiteurs, parmi lesquels gaullistes et collabos, pour le seul bonheur de l'écouter, feraient bon ménage.

Le fils a hérité de son père la fierté de fréquenter le gratin ; à moins qu'il ne lui prête son propre goût du « name-dropping ». En tout cas, les noms illustres pleuvent : Abellio et Jouvenel ont été à la maison, traînaient ; Morand avait de l'ambassade, le comte de Paris a fait tremper sur notre pelouse, Daniel-Frère était mon parrain, Falloux a financé le Temps de Paris sur le conseil de mon père ; le roi, comme disait l'autre, n'est pas mon cousin !

Ce déballage mondain ne saurait épater que l'auteur !

MAIS cette conviction mythique d'accéder, par son père, aux sommets de la puissance et de l'intelligence, et ce besoin d'en rajouter à son sujet, jusqu'à l'épique, finissent par amouir, comme les forçats d'orpheline qui s'inventent, en classe, des papas aviateurs, couverts de femmes et d'or...

Tout en refusant d'analyser ce qu'il ressent, par un anti-truisme radical sinon convaincant, l'auteur laisse entendre comment père et fils, à travers ces redondances, cherchent à cacher leurs désarrois. Au milieu d'un exhibitionnisme par trop assuré, surgit soudain le souvenir d'un crapaud enterré ensemble à la sortie de l'école, ou d'une ancienne maîtresse retrouvée au pays de Galles ; et c'est le petit miracle de l'intimité sans trêve, d'une écriture cravacheuse à la Morand.

Les amours paternel et filial apparaissent alors dans leur gravité essentielle, inavouables parce que nourris, comme aucun autre, de faiblesses et de malentendus.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ LETTRE À UN AMI FREDU, de Patrick Besson, Seuil, 158 pages. Environ 40 F.

★ LA BÊTE À BON DIEU, de Pascal Jardin, Flammarion, 192 p. Environ 40 F.

récits

Les rêveries d'Hubert Juin

(Suite de la page 19.)

Les paysans « haïssaient les épaves, et s'en allaient vers les travaux, obstinés, lents, pesants, taiseux, habitués aux mêmes gestes, et à cette sorte de somnolence intérieure qui semblait ne les abandonner jamais ». On voit le ton d'Hubert Juin : cette émotion qui se défend de la sentimentalité, et ces bonheurs d'écriture qui refusent les facilités de la nostalgie. L'auteur dépeint, avec justesse, les vertus et les servitudes de ce monde traditionnel que l'avènement moderne a fait périr.

Il a dessiné son livre à l'improvise, qu'il entendit, un jour à la radio, pendant une émission sur le Salon de l'agriculture. Ce « barbare exemplaire » écrivain qu'il était venu au Salon pour avoir une idée de la campagne car il ne savait rien de la « liturgie » des saisons, ni du mystère des arbres. Hubert Juin lui enseigna que « lorsqu'on coupe une branche à un arbre, et qu'on regarde bien, on voit paraître un visage à la place. Mais pourquoi l'arbre au féminin ? Parce qu'il se prêtait aux rêveries érotiques des adolescents, et qu'il protégeait les amours de jeunesse : il en était le meilleur « complice ».

Hubert Juin dompe à son récit le charme des conversations les plus spontanées. L'art d'écrire et l'art de s'écouter s'y rejoignent. Les sujets les plus divers y sont évoqués : Ainsi l'auteur représente, d'une manière convaincante, les agressions que nous fait subir le destin, quand le soleil nous a desséchés : « Nous sommes de ne pas croire à la sorcellerie, mais nous y donnons en plein lorsque l'oppression nous gagne : alors, si le dormeur étouffe dans la nuit profonde, il sait que quelqu'un lui veut du mal et s'assied sur sa poitrine afin que son cœur éclate. »

Hubert Juin note que l'écrivain ramène les fantômes qui hantent, mais qu'en même temps ceux-ci l'entraînent « comme pour une vieille fumée ». FRANÇOIS BOTT.

★ L'ARBRE AU FÉMININ, d'Hubert Juin. L'Arène Annot Éditions, 150 pages. Environ 40 F.

L'esprit du lieu

LA revue Givre (1) consacre un numéro spécial à Hubert Juin, romancier, essayiste et poète. Cette tentative de définition groupée, notamment les noms de Lionel Ray, André Dhôtel, Jean-Claude Renard, Henri Meschonnic, Lorand Gaspar, Jean-Jacques Brochier à cette formule heureuse : « Aussi loin de la littérature populiste que de la littérature formaliste, mais participant des trois, les trinités, les transcendants, Hubert Juin invente une manière et un développement littéraire réaliste. L'esprit du lieu parcourt toutes ses pages, et nous entraîne avec lui. »

Cet esprit du lieu, réel ou inventé, ce que la mémoire a retenu ou ce qu'elle dénature, on le retrouve dans un petit recueil, *Ma maison* (2), superbement ciselé et plein de trouvailles. La langue y coule dans ses prestiges, comme dans le livre majeur du poète, *Les Guerriers du Chécho*. On reconnaît au passage les origines ardennaises, les habitudes de paysans taciturnes, les rêves parcourus

de désirs tous. Mais les références savent s'effacer et s'approprier des banalités trépidantes.

Ainsi, le discours, jusqu'ici presque logique, se renverse, intervient ses éléments, donne l'impression d'une culture vouée dans le mystère. Quand il reprend son équilibre, tout redevient naturel et grave, comme peuvent l'être la Mause et le Rhin près de leur embouchure. « J'ai aimé l'herbe sèche et le chant qui s'y était niché un 18 juillet de la nuit plus quelle année. Alors il te revient d'ouvrir les vantaux, de pénétrer profond, d'être du retour. Comme si tu l'as retourné du marché ayant acquis une montre qui va, maintenant, cheminer avec toi, te conduire dans le défilé bavard des choses passagères. »

ALAIN BOSQUET.

(1) Givre, 4/5, 2, quai Arthur Rimbaud, Charleville-Mézières, 08 Ardennes.

(2) *Ma maison*, d'Hubert Juin. Le Cerizeau, 66, rue de la Croix-de-Per, 1000 Bruxelles, 40 pages.

LIVRE INTER 1980



Elie Wiesel

Le testament d'un poète juif assassiné

"Son livre le plus mûr, le plus vaste, le plus achevé. La richesse de ses thèmes, la force de ses analyses sociales, des témoignages historiques, des débats théologiques, politiques qu'il véhicule sont proprement éblouissants". Jean Ziegler / Le Nouvel Observateur

"Elie Wiesel ravive un crime immense, celui qu'on ne peut résumer qu'en ces deux mots : l'antisémitisme stalinien. On peut être assuré que ce testament contribue à rendre voix à un peuple de poètes baillonnés auxquels fut volée jusqu'à leur mort". Jean Lacouture / Le Matin

"Un bouleversant témoignage romanesque". Emile Mafet / Le Quotidien de Paris

"Sans doute l'un de ses plus beaux livres". Anne Sinclair / Les Nouvelles littéraires

Roman 300 pages

SEUIL

romantiques

Marie d'Agoult, une comtesse «féministe»

● La rivale de George Sand.

CETTE comtesse romantique est un reflet exemplaire de son siècle. Elle naît en 1805, l'année qui voit paraître le *Renz de Chateaubriand*. Elle est de trois ans la cadette de Victor Hugo, et se trouve tout naturellement unie à cette fameuse génération du «mal du siècle» que les cruautés de l'Église atteindront en 1830, en 1848, en 1851 et en 1870. Lorsqu'elle meurt, en 1878, c'est le baliser de l'idéal.

Elle partage les illusions du siècle, mais elle est déchirée par les contradictions qui le marquent et le définissent. Elle a des intuitions très fortes, mais elle hésite à s'engager trop. Il arrive qu'on la surnomme *Lovelace* : c'est une saine sur un rocher où viennent quelques souffles de l'avenir. Elle est sensible aux doctrines de Saint-Simon, attentive aux discours de Pierre Leroux, soucieuse des prophéties de Charles Fourier — mais tout cela de biais, et sans convictions bien fermes, par sentiment plus que par raison. Elle n'a rien d'une théoricienne. C'est une passionnée lucide.

Dominique Desanti, à laquelle nous devons divers portraits de femmes éminentes, nous la restitue dans le grouillement et l'incertitude de l'époque. Elle nous montre Marie d'Agoult conjointement forte et blessée, convaincue et réticente, persuadée et dubitative. Bref ! allant de l'avant par d'incessants retraites : curieuse, désarçonnée. C'est cette désarçonnée, qui n'est incoherence que d'apparence, que Dominique Desanti met en lumière, et explique.

Marie de Flavigny épouse, en 1827, le comte Charles d'Agoult. C'est un mariage conforme aux mœurs du temps : Charles a quinze ans de plus que Marie, et il est bien vu à la Cour. Nous avons cent témoignages sur l'horreur des nuits de noces lors de ces mariages d'accommodement qui sont des viols véritables. Dominique Desanti précise, avec raison, que Charles d'Agoult était sincèrement épris de sa femme et qu'il lui témoigna jusqu'à sa fin la plus grande compréhension. Mais Marie était dans le cas contraire, et les rapports physiques imposés et soufferts la rendirent impropre au plaisir. Il fallut l'apparition d'un génie qui avait le masque d'un ange, Franz Liszt pour tout changer.

Marie était, par sa naissance et ses alliances, du fanbouze Saint-Germain ; Franz était d'extraction plus que modeste et gagnait son argent par des concerts. Dans le milieu de Marie d'Agoult, il était une façon de domestique. On juge du scandale. Le scandale n'empêcha rien. Ils partirent en zigzag à travers

l'Europe, s'aimèrent avec frénésie et se déchirèrent avec passion. De Liszt Marie eut trois enfants, ce qui lui fit deux gendres célèbres : Emile Ollivier,

souligne Dominique Desanti. Marie d'Agoult a des accents emportés pour dire à la société d'alors qu'il est faux d'enfermer la femme dans la seule mater-

venir un écrivain nommé Daniel Stern. Daniel Stern, ce n'est ni un pseudonyme ni un masque : c'est la véritable Marie d'Agoult occupée à se créer elle-même !

On songe à George Sand, bien sûr ! Marie d'Agoult, depuis le séjour à Rohant avec Liszt jusqu'aux événements de la Commune de Paris, ne cessera de se mesurer avec Sand, de rivaliser avec elle, de découvrir en elle un modèle inaccessible autant qu'une ennemie intime. N'est-ce pas George Sand qui a donné à Balzac le scénario de *Balthazar*, où l'on voit Marie, devenue personnage, jouer un vilain rôle ? Qu'on les examine maintenant que le temps a passé, et l'on perçoit combien ce qui les unit transparait sous les querelles qui les opposent.

Dominique Desanti fait de Marie d'Agoult devenue Daniel Stern une image du féminisme : elle a raison. Mais c'est une image qui désigne les contradictions de l'héroïne. La fortune de Marie, la classe sociale qui est la sienne, tout cela la sépare des saint-simoniennes, des fouriéristes qui vont jusqu'au bout de leurs convictions. Même Hortense Allart, le dernier amour de Chateaubriand, plus proche par sa position dans le monde de Daniel Stern que de Flora Tristan, va plus loin que notre comtesse romantique. Marie est par éclairs contemporaine d'un avenir qu'elle n'ose ni formuler ni souhaiter. C'est une pionnière, écrit Dominique Desanti. Oui ! Mais qui s'avance les yeux fermés, ne pouvant faire autrement.

HUBERT JUIN.

* DANIEL OU LE VISAGE SECRET D'UNE COMTESSE, MARIE D'AGOUT, de Dominique Desanti. Éditions Stock, 278 pages, et un cahier d'illustrations. Prix 69 F.



Daniel STERN.

l'homme de l'Empire libéral ; et Richard Wagner. Ce fut aussi une grande souffrance lorsque Liszt, choisissant de rompre, lui enleva les petits, comme le permettait la loi.

Cette aventure est connue. Et tellement qu'on a tendu, longtemps, et surtout avant les six volumes magistraux consacrés par Jacques Vlier à notre héroïne, à réduire Marie d'Agoult à ce seul épisode de son existence. Le choix de Dominique Desanti tient dans le parti inverse : montrer et comprendre Marie d'Agoult après sa rupture avec l'étrange virtuose.

Résumés en 1835, et Marie, abandonnée, solitaire, le cœur en berne, regagne Paris et affronte le regard de ses pairs. Dès lors, Dominique Desanti, avec brio, fait défiler sous nos yeux la galerie des hommes célèbres qui vont se presser autour de la séduisante Marie : il y a là Vigny, l'homme froid ; Eugène Sue, le dandy ; Sainte-Beuve, le prudent. Il y a surtout Emile de Girardin, bête de naissance, surnommé, grâce à ses entreprises de journalisme et son journal à un sou, le « Napoléon de la presse ». Ils sont tous amoureux, et Marie les repousse tous.

C'est qu'elle a pris conscience des difficultés qu'on éprouve à être une femme libre. Comme je

George Sand et les compagnons

RECEMENT « le Monde des livres » rendait compte de deux importantes rééditions de G. Sand et de la publication du tome XIV de sa *Correspondance* (1). Il faudrait signaler aussi l'excellent travail des Presses universitaires de Grenoble qui, ont entrepris de publier des œuvres devenues introuvables de cette romancière. Ont déjà paru : *Jeanne*, présentée par Simone Vienne ; *la Ville noire*, présentée par Jean Courrier, et voici le *Compagnon du tour de France*.

L'introduction de René Bourgeois situe parfaitement ce texte. Il est né de la lecture par George Sand du livre d'un me-

nusier : *Le livre du compagnon-nage*. Aussi la romancière ressuscite tout l'univers des compagnons, avec leurs habitudes, leurs rites, leur langage, et à un moment particulièrement important, en 1823, à l'époque de la guerre d'Espagne et du carbonarisme. Quand G. Sand écrit (en 1840), elle est gagnée par le socialisme de Pierre Leroux et pense qu'il est temps d'essayer de « définir de nouveaux rapports entre possédants et travailleurs, dirigeants et dirigés, riches et pauvres, nobles et roturiers, et peut-être aussi hommes et femmes ». — E. D.

(1) 26 février 1980.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits
mémoires de romans
poésies et autres textes
ouvrages récents
l'objet d'un lancement
par presse, radio et
télévision

Adresser manuscrit et C.V. à la
Pensée Universelle 4 rue Chateaubriand,
75004 Paris - Tél. 867.08.21.

Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par
l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur
la propriété littéraire.

FRANCIS RONSIN

La Grève des ventres

Propagande néo-malthusienne et baisse
de la natalité en France 19-20^e siècles

"Remarquable" LE MONDE

"Des textes stupéfiants" LE NOUVEL OBSERVATEUR

AUBIER

Patricia
Highsmith

sur les pas
de Ripley



Le cynique et séduisant RIPLEY révèle pour la première fois
une générosité et une chaleur humaine insoupçonnées...
Quant à PATRICIA HIGHSMITH, elle montre, dans ce très
attachant roman, une nouvelle facette de son immense talent.

MR RIPLEY (PLEIN SOLEIL)

DU MEME AUTEUR

RIPLEY S'AMUSE (L'AMI AMERICAIN)

RIPLEY ET LES OMBRES

calmann-lévy

CONNAISSANCE DES
LANGUES DU MONDE
anglais : britannique et américain,
allemand, arabe, breton, espagnol,
italien, japonais, occitan ;
languedocien et gascon, russe...
Cours avec explications en français
Documentation gratuite
EDITIONS DISQUES OMNIVOX M
8, rue de Barri - 75008 Paris

EN VENTE EN KIOSQUE

Le
Courrier
de
l'unesco

Serge
Gainsbourg

Evguénie
Sokolov

récit

nrf

Gallimard

société

Des pavots pour la bonne cause

● Un Américain dénonce la complicité de son gouvernement dans « la Politique de l'héroïne en Asie du Sud-Est ».

LES cyniques ou les désabusés ne sont pas les seuls à admettre que parfois la raison d'Etat fasse entendre sa voix. Les puissants, on le sait, aiment à s'entourer de secrets, c'est le pouvoir qui le veut. Le livre d'Alfred Mac Coy, *La Politique de l'héroïne en Asie du Sud-Est*, ne fait pas que confirmer ces idées, souvent partagées même par les citoyens des nations démocratiques les plus souriantes : il donne des exemples et apporte des preuves. On le lit et on se dit : la corruption même le monde bien autant que l'honnêteté.

En six cents pages serrées, l'écrivain américain démonte la stratégie mondiale d'une drogue que font pousser les paysans des terres désertées et qui, transformée en poudre, intoxique et tue outre-mer les opulents Occidentaux. Cette héroïne qui, en entraînant la double dépendance des cultivateurs — l'opium est leur seule ressource — et des utilisateurs, permet d'incalculables profits. Un miracle pour tous. Pour les Asiatiques des plantations du Laos, de Thaïlande, ou de Birmanie c'est le supplément

de leurs récoltes des rizières ; pour les consommateurs, c'est l'oubli de leur angoisse ; pour les truands qui ont fait du trafic de l'héroïne la plus lucrative des mauvaises actions ; pour les gouvernements enfin qui jouent avec la drogue comme avec une puissance de feu.

L'auteur rappelle que les Français ont gouverné l'Indochine en satisfaisant le besoin des consommateurs locaux. Ils avaient institué un monopole des importations d'opium et prélevaient des taxes qui permettaient d'équilibrer la balance commerciale de la colonie.

Au moment de la guerre d'Indochine une « poussée humanitaire » et surtout l'insistance des autres pays incitèrent la France à supprimer le monopole. Mais l'armée française n'abandonna pas pour autant les bénéfices que produisait le trafic de l'opium. Pour aider son combat contre le Vietnam, le commandant Roger Trinquier, sous couvert du Groupement mixte des commandos aéroportés (G.M.C.A.), entre en contact avec les populations méo et tai du nord de l'Indochine et leur achète leur production d'opium. L'opération X remplace l'ancien monopole dans la clandestinité.

Les Français s'en vont en 1955, les Américains prennent le relais. Le colonel Edward G. Lansdale de la C.I.A. joue un rôle comparable à celui de Trinquier : il est prêt à extirper le communisme par tous les moyens. Il s'attache, à cours de dollars, les

hommes des frontières, les tribus shan de Birmanie, les Méo du Laos, les armées du Kouomin-tang. La C.I.A. soutiendra les factions, les seigneurs de la guerre, les tyrannaux de village qui, en échange de leur fidélité au « monde libre », pourront continuer à trafiquer l'opium.

Mac Coy démontre comment la région des trois frontières — Birmanie, Laos, Thaïlande, — où se trouvent aujourd'hui les plus nombreuses plantations de pavots de tout le Sud-Est asiatique et des dizaines de laboratoires d'héroïne, est une création de la politique américaine au Vietnam. En 1950, on produisait dans cette région environ 100 tonnes d'opium brut. En 1971 quand s'amorça le retrait des troupes américaines, le triangle d'or cultivait 70 % de l'opium illégal mondial.

Une armée défoncée

Cependant pour la C.I.A. la drogue avait toujours un reluit de démocratie et de liberté. On se prendrait à rêver : l'héroïne ne porterait-elle pas en elle une malédiction, une justice réparatrice pour tant de crimes, d'argent facile, de jeunes hommes détraqués ? En 1971, l'héroïneomanie sévit parmi les G.I. déprimés du Vietnam. La drogue « sans odeur » était passée à l'ennemi. Coup du sort désastreux, comme lorsqu'un laboratoire mal ventilé explose. La C.I.A. avait livré aux routeurs trafiquants d'opium des avions qui ont par la suite servi au transport de l'héroïne n° 4, consommée massivement dans l'armée d'occupation américaine.

On en prit alors conscience. Plus de trente agents du Drug Enforcement, l'administration américaine de lutte contre la drogue, furent envoyés dans le Sud-Est asiatique. Ils permirent de nombreuses saisies. Mais jamais aucun gros bonnet, aucun chef d'armée ou de gouvernement ne fut pris. Grâce au Drug Enforcement, conclut Mac Coy, l'héroïne en provenance du Sud-Est asiatique n'atteint plus l'Amérique aujourd'hui, mais l'Europe, et les interdits américains se fournissent au Mexique.

A Amsterdam, on vend du brown sugar, une qualité inférieure que seuls les Asiatiques utilisaient autrefois pour chasser le dragon ou jouer de l'harmonica. Et ainsi les filières se reconstituent, sans qu'on frappe jamais à la tête, sans doute à cause de la complicité des durs combats menés ensemble contre l'opium du communisme si dangereux, et sans aucune valeur ajoutée.

CHRISTIAN COLOMBANI.
* LA POLITIQUE DE L'HEROÏNE EN ASIE DU SUD-EST, d'Alfred Mac Coy. Flammarion, 606 pages. Environ 95 F.

Pourquoi la drogue ?

L'EXPERIENCE de la drogue n'est aussi étrangement qu'une loi naturelle, je n'ai jamais arpenté les boulevards de la « défonce » ; et je serais plutôt porté à plaindre ceux qui croient pouvoir courir à l'aveugle, à l'insouciance, à une ivresse narcissique, à un orgueil avec soi-même d'autant plus exaltant qu'il sent la mort.

Comme tout un chacun, je suis bien sûr que ce qui pose un problème ce n'est pas tant la drogue que celui qui en use et en abuse. Je sais aussi qu'il y a de « bonnes » drogues (la caféine, la nicotine, l'alcool...) et qu'il y en a de « mauvaises » (l'opium et ses dérivés, la cocaïne, la marijuana...). Socialement, il est préférable de s'adonner à celles qui sont licites, de faire le « bon choix ».

Léon Sergine, lui, a fait le mauvais choix. Pas étonnant. Déjà, lorsqu'il était étudiant à Jussieu après mai 68, il ne cessait pas de râler contre une société qui préfère les fonctionnaires aux poètes. Il a vécu comme il l'entendait, ce qui était bien. Mais il a également goûté aux drogues dures, ce qui était moins bien. Il y a goûté et il y a pris goût. Pour s'en procurer, il est devenu revendeur d'héroïne ; un commerce qui rapporte gros, qui vous vaut des émotions fortes,

qui vous ouvre de nouvelles perspectives sur la nature humaine, et qui vous conduit parfois en prison.

Après y avoir passé deux années, Léon Sergine, qui n'a pas trente ans, raconte sa trajectoire ; pas possible de le lâcher. Il ne fait pas l'éloge de l'héroïne ; il sait bien que c'est un piège « extrêmement tentant, mais aussi complètement stérile, à moins qu'on veuille en finir avec la vie ». Voilà, pensez-vous sans doute, un jeune homme qui a su tirer une bonne leçon de vilaines expériences. La fin de la citation vous démentira : « Seulement, en raisonnant ainsi, il faut dire que tout le reste est aussi un piège. Toutes les distractions légales et illégales existantes sont des pièges ».

Questions existentielles

Après le livre déshabillé, lucide et fort de Léon Sergine, je me suis plongé dans celui de Jean-Baptiste et Dani Domeneghini : *Territoires de la défonce*. Les auteurs ne sont pas des ex-drogés, mais des psychologues. Des psychologues qui en ont assez des discours ribais sur la drogue — symptôme de la décadence de la société et

de la crise de la famille. Ils ont recueilli des témoignages, mais ils se sont bien gardés de les interpréter, de les violenter pour leur extorquer « la vérité de la toxicomanie ».

Aucune thèse à prétention scientifique ici ; rien qui rassure ; rien qui donne bonne conscience ; pas de traitements miraculeux non plus ; mais des pages très belles sur la familiarité avec sa propre mort que procurent les drogues dures, sur les rites d'initiation (rares) qu'elles impliquent, sur l'espoir (toujours) certain d'adolescents de « trouver dans la défonce la réponse aux questions existentielles qui ne peuvent pas, de nos jours, être entendues, sauf à être réduites à leur dimension littérale ».

Un des auteurs de ce livre écrit qu'il est miraculeux de croiser parfois des gens qui ne sont ni fous, ni malades, ni déprimés, ni drogués. Rien qui a une remarque de ce genre, vous comprenez que c'est un optimiste ; un optimiste à la manière de Beckett, qui écrivait : « Quand on est dans la merde jusqu'au cou, il ne reste plus qu'à chanter ». Ou à se droguer.

R. J.
* LA POUÏRE, de Léon Sergine. Ed. Ramsay, 176 p. Environ 40 F.
* TERRITOIRES DE LA DEFONCE, de Dani et Jean-Baptiste Domeneghini. Ed. Bachellet, 133 pages. Environ 35 F.

Le communisme face à l'Islam

● En Afghanistan, le retour de l'ethnologie coloniale.

L'ISLAM est aujourd'hui l'un des éléments les plus acérés de la vie internationale. Le Liban à l'afghanisme, de la Palestine à l'Iran. Mais cette civilisation, qui a fourni au monde occidental et soviétique une bonne partie de ses sujets d'inquiétude entre 1975 et 1980, reste, bizarrement, un mystère pour les anthropologues. Claude Lévi-Strauss constatait déjà, en 1959 : « Depuis bientôt un siècle, l'étude des problèmes de parenté a pris dans les études ethnologiques une place de tout premier plan... Malgré cela, il y a eu dans nos spéculations, dans nos recherches, une sorte de domaine réservé, je dirais presque tabou, c'est le domaine constitué par les problèmes de parenté et de mariage dans les sociétés musulmanes (1) ».

La raison principale de cette relative opacité du monde musulman est sans doute la position très particulière qu'occupent les femmes : séparées du monde masculin, elles sont inaccessibles aux anthropologues, les seuls les plus importants sur le sujet sont fréquemment, comme le *Barem* et les *Cousins*, de Germanie Tillon, l'œuvre de femmes, qui elles, peuvent atteindre dans leurs recherches la moitié interdite de la civilisation islamique (2).

(1) Revue de l'École pratique des hautes études. « Ethnologie internationale sur les sociétés musulmanes ».

(2) Le Seuil, 1987.

L'émancipation des femmes européennes devrait, logiquement, faire beaucoup progresser, dans les années qui viennent, notre connaissance de l'Islam.

De ce point de vue, *Conditions de femmes en Afghanistan*, de Simone Baillet-Latour, n'est pas une exception. Malheureusement, il ne s'agit pas d'un ouvrage d'ethnologie au sens classique et scientifique du terme. Publié par les Editions sociales (qui se chargent de la diffusion de la littérature communiste française la plus officielle), trois mois après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, ce livre est, incontestablement, de l'ethnologie engagée. Même si les recherches sur lesquelles il s'appuie sont antérieures à la guerre, même si les événements actuels n'y sont pas mentionnés, le projet est clair : il s'agit de démontrer l'arriération de la civilisation afghane (où les femmes ne se lavent pas assez, pages 41-42), et de justifier l'intervention armée du progrès. Cet essai dur et méprisant rappelle donc inévitablement la littérature coloniale française et britannique des années 1850-1950. Avec, en plus, une petite touche de mise à la mode féministe : l'indémodable, en terre d'Islam, est pour Simone Baillet-Latour l'oppression des femmes.

Résistance culturelle

L'information factuelle du livre est en général assez exacte en ce qui concerne la description des rapports familiaux. Elle révèle, sans surprise, que l'afghanis-

tan est une société musulmane classique, proche de l'Algérie ou de l'Iran : système patrilinéaire absolu, mariage forcé, rôle privilégié des rapports entre cousins...

Ces données sont cependant présentées de façon totalement impressionniste. Trop occupés par leurs jugements de valeur, l'auteur n'essaie pas de reconstruire, à partir de ces pièces détachées, le système de parenté dans sa logique et sa cohérence, objectif qui devrait être celui de tout anthropologue. L'« oppression » de la femme n'est qu'une pièce dans ce système. Un européocentrisme total n'aide nullement à comprendre le fonctionnement de cette société, dans la mesure même où l'« oppression » pèse souvent autant sur les hommes que sur les femmes, dans le cas du mariage arrangé par les parents, par exemple. Ce livre ne permet pas non plus d'expliquer l'extrême solidité du système social musulman, qui a résisté jusqu'à présent à toutes les interventions culturelles européennes, au contraire du monde asiatique qui a, lui, digéré sans effort les idéologies européennes, communistes, notamment (en Chine et au Vietnam), et les idéaux productivistes du capitalisme avancé (au Japon et en Corée).

L'Islam doit certainement offrir à ses fidèles des satisfactions morales, intellectuelles, psychologiques. Il n'est pas, comme le suggère ce livre, une simple oppression, une simple arriération.

EMMANUEL TODD.

* CONDITIONS DE FEMMES EN AFGHANISTAN, de Simone Baillet-Latour. Editions sociales. 225 pages. Environ 45 F.

Un document exceptionnel
La Table de Peutinger
Le monde romain au IV^e siècle



Reproduite pour la première fois, la plus ancienne édition fac-similé de l'édition d'Anvers (tirée à 250 ex. en 1598) Réimpression tirée à 1000 exemplaires, tous numérotés.

Avec un texte d'introduction de Mme ARCHIER, Conservateur à la Bibliothèque Nationale de Paris

Pour les lecteurs du « Monde » :
PRIX SPÉCIAL 130 F

Retenez dès aujourd'hui votre exemplaire à l'adresse suivante, en y joignant votre règlement.

EDITIONS DE SANCEY - B.P. 16 - 10800 ST-JULIEN (F)

POSEZ-VOUS DIRECTEMENT AU SUD...

PARIS → FIGARI Sud-Corse
1h45 en jet.



VOL QUOTIDIEN
Ligne Paris → Figari
du 28.06.80 au 28.09.80.
Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à AIR ALPES : 266.57.40.

AIR ALPES

PORTO-VECCHIO
FIGARI
BONIFACIO

S.O.S. MANUSCRITS
chaque personne est un livre qui s'ignore.

Des professionnels de l'écriture à votre service pour concevoir, remanier ou rédiger le livre que vous portez en vous ou que vous détenez dans vos tiroirs.

S.O.S. MANUSCRITS
11, rue Boyer-Barret
75014 PARIS, tél. 31-17-27

DERVY-LIVRES
Collection « Histoire et Tradition »

PRINCIPES DE LA MÉDECINE SELON LA TRADITION
par le Dr Gilles ANDRÈS

Ce livre restitue à la médecine la spiritualité qu'elle a perdue.

En vente chez votre libraire

Questions à l'ethnologie...

Remo Guidieri
La route des morts



Qu'est-ce que la description ethnologique ?
Que signifie présenter une autre culture ?
Quel est le bon savoir ethnologique ?

Coff. Recherches anthropologiques dirigées par R. Guidieri
432 pages.

SEUIL

L'aide

Origines...
Collection « Histoire et Tradition »

Le nouveau Ken Follett
« Triangle »
par Ken Follett

Oxford, 1947 : trois...
mes et une femme...
guerre, Nathaniel...
qui devint un...
Hassan, Pater...
mille vers...
de 1943 et David...
se qui fait une...
dans les services...
ques. Et, entre...
Lisa Ashford.

Luxembourg, 1966 :
renouveau, E...
en tout cas que...
des agents se...
l'É...
prépare sa...
Sous peine de...
qu'une répu...
siencie, le plus...
clandestinement...
il faut...
se procurer...
d'uranium sans...
s'en rend compte...
sion dont Nath...
est chargé. A...
toy et Hassan...
étrange. Mais...
est, ni de quel...
Ken Follett a...
l'œuvre avec...
« Triangle »...
500.000 d'exemplaires...
dans le monde...
« Triangle », il...
type. Pater...
toujours à la...
ble et du...
dans ce...
sans qui...
est la part...
reman...
Collection « Histoire et Tradition »

Irresistible
« Le feu en... »
Yves 2. Un...
nommé La...
par...
Il s'agit d'un...
pe, cent...
poule, provo...
vers tous les...
port et y...
il n'a pas...
il a fait...
reux d'une...
de toutes les...
de vie que...

Responsabilité
« Le feu en... »
Yves 2. Un...
nommé La...
par...
Il s'agit d'un...
pe, cent...
poule, provo...
vers tous les...
port et y...
il n'a pas...
il a fait...
reux d'une...
de toutes les...
de vie que...

L'aide-lecture.

Origines.

"Sous le masque d'or de Chan Chan"
Le Pérou avant les Incas
par Simone Waisbard.

Simone Waisbard a déjà écrit une dizaine d'ouvrages de référence sur le pays des Incas et en particulier un fameux "Machu Picchu". En étudiant le site de Chan Chan, elle fait le point, non seulement sur les Incas eux-mêmes, mais surtout sur ce qui reste encore mystérieux : ce qui les a précédés. Dans ce passé amérindien, les cultures tardives et élaborées des Incas ont pris leurs racines et sans doute leur savoir. D'où venaient alors ces hommes

roistes africains ont eu vent de l'histoire. Et pour eux, des barils de bacilles, voilà bien l'arme la plus efficace du monde. De quoi coller la peste à tout un État. Dirk Pitt et sa fiancée veillent. Mais il perdent la première manche et les terroristes s'emparent de deux barils. Alors commence un long suspense...

La qualité de ces grands romans américains, c'est qu'ils sont construits avec une rigueur et une précision qui nous prennent inéluctablement aux tripes. Et comme "Vixen 03" nous offre en prime des perspectives apocalyptiques, nous sommes, si l'on peut dire, aux anges.

Collection "Best-sellers".

voir étancher et dans cette fin de XVIII^e siècle où la France prépare la Révolution, tous les espoirs lui sont permis. La Tulipe est de tous les combats généraux, de toutes les Bastilles, et même l'Amérique est à ses pieds comme à ceux de La Fayette.

Dans ce deuxième tome des aventures de La Tulipe, les épopées historiques et romanesques se rejoignent. Benjamin Rochefort, digne de son héros, a su lier avec habileté les audaces narratives romantiques d'un Alexandre Dumas à celles, plus contemporaines, d'un roman qui n'a peur ni des mots, ni de l'amour ni des mots de l'amour, du plaisir, de la violence ou de la joie. Ce livre est follement drôle, nous devrions dire irrésistible. C'est certainement "un" livre de l'été.

A lire ou à relire : Tome 1 - "La fleur du Roi".

Fascinant.

"Bonjour, Monsieur Boussac"
par Marie-France Pochna.

En 1932, le magazine américain "Fortune" fait le portrait de Marcel Boussac, "l'homme le plus riche de France". Il vient d'avoir soixante ans. Il est au sommet de la puissance industrielle et politique. Il fait et défait les ministères, on ne parle que de ses écuries, il a l'oreille des reines et des chefs d'État. C'est un nabab. Il s'est fait seul, il finira ruiné.

Marie-France Pochna a été visiblement fascinée par ce destin construit suivant les règles de la tragédie grecque : ascension, règne et chute. Mais elle n'a écrit ce livre qui sort quelques mois après la mort de Marcel Boussac qu'au terme d'une longue et minutieuse enquête. Elle a rencontré tous les témoins, connus et inconnus, lu toutes les archives et passé de

longues heures avec le "Boussac" de la chute. Sans complaisance, la vie du "pacha" est suivie jour après jour. Les bases de la fortune sont analysées avec clarté. Les chapitres consacrés à la lutte du vieillard contre l'effondrement de son empire sont particulièrement impressionnants et émouvants.

Rubinstein.

"Grande est la vie"
Tome 2 - Mes longues années
par Arthur Rubinstein.

Les événements de la vie de Rubinstein coïncident avec ceux du monde. Dans le premier volume de ses souvenirs ("Les jours de jeunesse"), le

pianiste racontait trente ans de dons et de désespoirs : un enfant prodige vivait les débuts d'un siècle "nouveau", dans tous les sens du terme. Il découvrait la planète. La Première Guerre mondiale en fait un apatride qui va vivre les années dites folles comme une fête donnée pour lui par les hommes les plus prodigieux de son époque. Et de Stravinski à Claudel, ils sont tous là. Mais la crise économique approche et ses premiers signes coïncident avec ceux de la maturité de Rubinstein. Il a quarante ans, il va se marier et se plonge dans l'étude ou plutôt "les études".

Arthur Rubinstein raconte avec un plaisir évident sa vie dont l'évidence a été le plaisir. Le sien et, en tout cas, celui qu'il donne aux autres par la musique. Amourettes, jeux, voyages, monde et argent : tout cela se mêle en une fugue à d'inoubliables voix, dont celle - parfois déchirante - d'un homme en "accord parfait" avec son siècle.

Collection "Vécu".

Blagueur.

"Mes universités"
par Philippe Clay.

Paris XIV ! Philippe Clay, c'est Gavrache avec des gestes d'adolescent poussé en graine, trop grand, trop maigre. Il a douze ans quand la guerre éclate, les "boches" arrivent et lui font des misères - à lui comme aux autres - La famille traficotait avec et contre les occupants, il vaut mieux partir. C'est la campagne, la ferme, les malades, les "conneries" du petit Parisien, le collège. Philippe Clay grandit avec cette force de vie qui lui vient des faubourgs ; elle lui colle à la peau et à la langue : tout est occasion de faire et de dire des bêtises. Philippe Clay apprend sur le tas : les femmes, les maquis, les maladies, la guerre.

L'étonnant dans ce livre, c'est ce ton simple sur lequel Philippe Clay nous dit tout, les lâchetés, les moments de gloire, la peur, les blagues de plus ou moins mauvais goût, les erreurs et la mauvaise conscience. Tout ce qui a fait d'un gamin gauche, un jeune homme qui, en 47, au moment où la guerre s'éloigne, vient lui aussi de finir ses "universités".

Si vous désirez être tenu au courant de nos publications, envoyez-nous votre carte de visite. Vous recevrez régulièrement notre Bulletin où sont commentées chaque mois nos nouveautés. Service "Bulletin" 6, place Saint-Sulpice, 75129 Paris Cedex 06.

DES PRIS...

- à Bertrand de Jouvenel, le Grand Prix de la Société des Gens de Lettres 1980, pour l'ensemble de son œuvre. Bertrand de Jouvenel a publié récemment, chez Robert Laffont, le premier tome de ses Mémoires : Un voyageur dans le siècle.
- à Michel Peyramaure, le prix Alexandre Dumas du roman historique pour son dernier livre : Quand surgira l'étoile Absinthe, le roman de la guerre de Cent Ans en Aquitaine.
- à Pin Yathay, le Prix du Cercle européen (Louise Weiss), pour l'Utopie meurtrière, témoignage d'un rescapé du génocide cambodgien.
- à Veljko Micunovic, le Prix international de la Presse 1980, pour son livre Journées de Moscou / 1956-1958 (un ambassadeur de Tito au Kremlin).
- à Yves Michalon, un prix de la fondation Paul Fiat, décerné par l'Académie française, pour son roman Le pousse-caillon.

ces livres sont en vente chez votre libraire.



en bref

dont la culture et la vie étaient exceptionnellement en avance ? D'Asie ou d'ailleurs ?

Depuis 1954, Simone Waisbard consacre sa vie à l'analyse et à l'étude de ce Pérou oublié dont la connaissance peut apporter à l'homme d'aujourd'hui autant que la découverte des mausolées égyptiens apporta au XIX^e siècle.

Collection "Les énigmes de l'univers".

Erotomanes.

"La vie sexuelle des plantes"
par Alec Bristow.

Odeur, couleur et beauté des plantes : tout cela est sexe, tout cela est fait pour le plaisir. Parfums et formes extraordinaires sont des mécanismes de séduction. Et dans ce domaine les plantes font preuve d'une imagination à côté de laquelle la Kama Sutra ressemble à la vie de Bernadette Soubirous. Les plantes ont des problèmes sexuels !

Alec Bristow nous fait découvrir avec humour et science ce continent végétal dont nous ne connaissons que la bonne vieille histoire, celle que racontent les papas en rougissant, celle où il est question de fleurs, de papillons et de pollen. Au passage, il nous raconte les tabous que les hommes ont dû vaincre pour faire admettre cette évidence qui n'a pas deux siècles : non seulement les plantes ont une vie sexuelle, mais c'est la plus créative qui soit.

Suspense.

"Vixen 03"
par Clive Cussler.

Un avion plein de bacilles particulièrement nocifs disparaît sans laisser de traces. Trente ans plus tard, Dirk Pitt, un plongeur particulièrement débrouillard, repère son épave au fond d'un lac américain dans la chaîne des Sawatch. Pitt informe les autorités, mais s'il croyait pouvoir renflouer tranquillement le vieux B29, il se trompait lourdement ! Des ter-

Le nouveau Ken Follett.

"Triangle"
par Ken Follett.

Oxford, 1947 : trois hommes et une femme sortent de la guerre. Nathaniel Dickstein qui deviendra israélien, Hassif Hassan, Palestinien dont la famille sera ruinée par la guerre de 1948 et David Rostov, le Russe qui fait une brillante carrière dans les services secrets soviétiques. Et, entre eux, la femme... Ella Ashford.

Luxembourg, 1968 : ils se retrouvent. Face à face, autant en tout cas que peuvent l'être des agents secrets. L'Égypte prépare sa bombe atomique. Sous peine de mort, Israël n'a qu'une réplique : fabriquer la sienne, le plus vite possible et clandestinement. Il faut donc se procurer quelques tonnes d'uranium sans que personne s'en rende compte. C'est la mission dont Nathaniel Dickstein est chargé. A ses trousses, Rostov et Hassan. Et une femme étrange. Mais on ne sait qui elle est, ni de quel camp elle est.

Ken Follett s'était déjà distingué avec son premier livre, "L'arme à l'œil" (plus de 5 000 000 d'exemplaires vendus dans le monde entier). Avec "Triangle", il confirme sa maîtrise. Parfaitement documenté, toujours à la jonction du possible et du réel, il nous entraîne dans ce passionnant thriller sans qu'on sache jamais qu'elle est la part du vrai et celle du pur roman.

Collection "Best-sellers".

Irrésistible.

"Le feu au cœur"
Tome 2 - Un diable de français nommé La Tulipe
par Benjamin Rochefort.

Il a le feu au cœur, La Tulipe, c'est le mot. Il séduit, emporte, provoque, conquiert, traverse tous les périls, échoue, repart et vainc à nouveau. Hardi, il n'a peur de rien ; fier, il nous fait sourire ou trembler ; amoureux d'une femme, il l'est aussi de toutes les autres. Il a une soif de vie que rien ne semble pou-

Passionnant.

"La planète des fleurs"
par Marguerite Duval.

On ignore souvent que la flore du temps des Gaulois était d'une extrême pauvreté. Rien à voir avec la diversité des essences, des variétés qui ornent nos parcs, nos jardins, nos forêts. Ce patrimoine, nous le devons à quelques hommes, véritables héros qui, loin de se cantonner dans leurs livres et leurs herbiers, à Paris ou à Montpellier, ont décidé de partir à la découverte de ces paradis terrestres qui se révèlent bien souvent des enfers : l'Amérique, l'Extrême-Orient, l'Océanie, l'Amazonie, le Pérou, Madagascar. A la recherche de lui-même, Victor Jacquemont rencontre... la pivoine et la mort. Jussieu part dans la jungle et revient trente-six ans plus tard la tête vide, comme plongé dans un songe inconnu, mais porteur de l'orchidée.

L'histoire de ces "botanistes voyageurs" qui commencent sous François I^{er} avec Pierre Belon est digne des meilleurs romans d'aventures.

Collection "Étonnants voyageurs". Editions Seghers.

Fiction.

"Terremer"
par Ursula Le Guin.

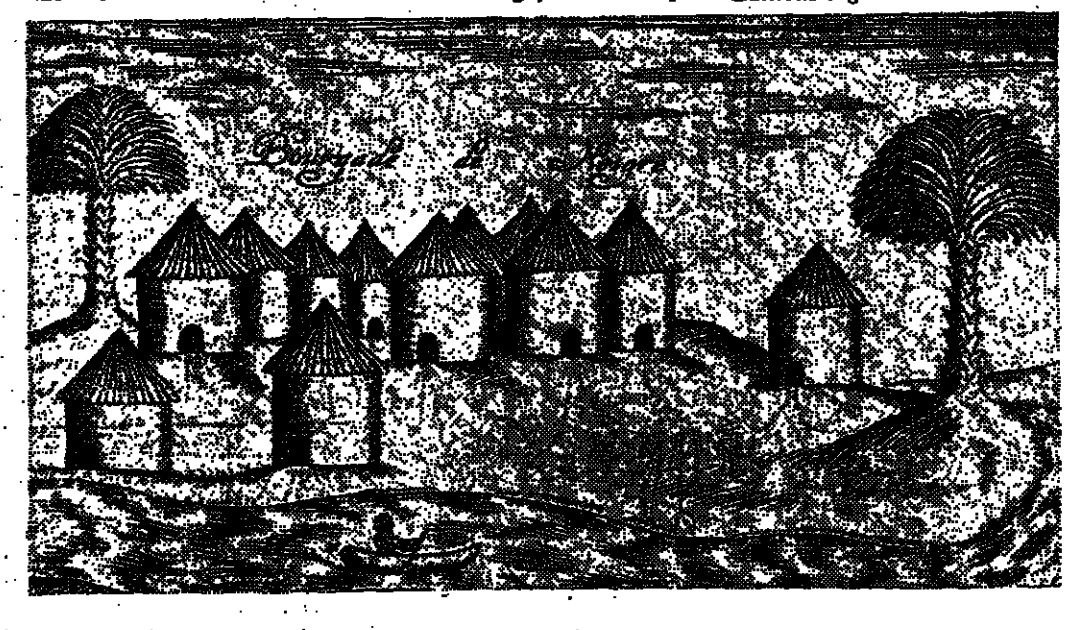
Dans le pays de Terremer où l'eau et l'île se mêlent souvent à la brume, qui connaît les clés et les sciences du monde des magies ? Les sorciers, bien sûr, qui savent faire tomber les brouillards, faire partir les maladies ou apaiser la terre tremblante. Mais un enfant aussi. Le petit Dan commande aux chèvres et aux oiseaux. Et quand il se promène dans la montagne, on l'appelle l'épervier. Puis, un jour, l'ennemi arrive, prêt à détruire le village, il le fait fuir par

pure magie.

Alors, il deviendra sorcier à son tour. Il fera le long apprentissage du secret des choses et des êtres et on l'appellera du nom mystérieux de Ged. Mais les sorciers ont des pouvoirs qui risquent parfois de les dépasser et de mettre en péril le monde parce que le monde est fragile. Dans le pays de Terremer, on raconte la "geste de Ged" : c'est l'histoire du plus grand des sorciers, celui qui a eu l'équilibre du monde entre ses mains.

Ursula Le Guin nous rapporte cette histoire d'un univers étrange et mythique comme si elle l'avait pieusement recueillie d'une longue tradition de conteurs et comme si elle en était, à son tour, le dépositaire.

Collection "Les fenêtres de la nuit". Paru dans la même collection : "Les soldats de la mer" par Yves et Ada Rémy. Editions Seghers.



Ces informations vous sont présentées par Robert Laffont.

J.M.H. CONSEIL

lettres étrangères

Lawrence Ferlinghetti, poète populiste

● Quand un des « grands » de la « Beat Generation » retrouve Paris.

L A-BAS, au fond de la salle, un homme pile son parapluie et balade d'un regard inquiet le spectacle absurde au milieu duquel il vient d'atterrir comme par erreur. Ensuite, que va-t-il faire ? Remuer chez lui s'occuper de ses oiseaux, écrire un roman d'amour, faire un cours de littérature ou de sciences naturelles, attaquer un commissariat ou une banque, s'agripper pour prier ou chanter, s'injecter de l'héroïne pour noyer le poison ? Non, rien de tout cela. L'étranger, observateur attentif de la vie divine comédie, se dirige vers le micro et, d'abord avec calme, prend la parole :

« Mais quels sont ces débris de civilisation dans lesquels je suis tombé ? Ce doit être la fin de quelque chose... »

Les derniers soubresauts de l'Empire de quelqu'un Sept étages de ruines de vêtements de femmes, d'accessoires masculins. Ames perdues en descentes à travers les sept cercles infernaux de Dante Des dames voilées comme des agglutinées autour des complices Celles-là je ne veux pas les rejoindre non plus

Toujours, partout l'étranger... Cela se passe à San Francisco, à Amsterdam, à Sydney, ou bien, ces jours derniers à Paris. L'homme à la chevelure argentée a 61 ans, il balance et infléchit chaque mot qui sort de sa bouche. Ce n'est pas un débutant. Son nom est Lawrence Ferlinghetti. Il a publié en anglais huit volumes de poésie, un de traduction, trois de prose, trois de théâtre et a enregistré quatre disques.

25 ans de City Lights

Son premier livre, *A Coney Island of the Mind*, s'est vendu à près d'un million d'exemplaires. Par conséquent, il est de ceux dont on dit : « Il est célèbre au Etats-Unis », où, en effet, il est considéré comme un poète populaire, chose qui, en France, est assez mal vue. Pour ses détracteurs il est plutôt un poète « populiste ». Non seulement il n'en disconvient pas, mais il a publié un Manifeste populiste, terme qui, au pays du Pop Art, et de la Pop Music, ose faire référence au mouvement populiste des Narodniki russes de la fin du dix-neuvième siècle.

D'autres traits caractéristiques le rapprochent encore de Jacques Prévert dont il a traduit et publié *Paroles* : une farouche ironie libertaire, un anti-militarisme catégorique, une sainte horreur de tout ce qui relève du pouvoir d'Etat, un goût prononcé pour toute ce qui chante, voyage, explore, transpire, danse, navigue en haute mer ou plane au-dessus des lois.

En cette mi-juin 1980, Lawrence Ferlinghetti est revenu à Paris prendre une part active au festival de poésie Polyphémus (1) et célébrer avec nous les vingt-cinq ans de City Lights Books, maison d'édition qu'il a fondée durant la période maoïste qualifiée par lui de « Deep Sleep », de profond sommeil, à la Raymond Chandler.

Imagine-t-on ce qu'il a fallu comme efforts pour impulser un contre-courant culturel au milieu de la guerre froide, dans l'épais brouillard puritain et académique où la paranoïa non seulement anticomuniste mais anti-intellectuelle était de règle ? La création d'une alternative poétique sur la côte Ouest, à l'opposé des bastions universitaires et politiques du super-patriotisme, constituait un acte de dissidence contre tous les impérialismes, toutes les machines de guerre et d'oppression.

Ferlinghetti faisait partie d'un cercle anarchiste animé par le poète et essayiste Kenneth Rexroth, où se rencontraient les objecteurs de conscience, poètes, peintres, musiciens, « roustards », « défoncés » et toute la « faune sociale » à laquelle Kerouac devait donner le nom de Beat Generation. C'est vrai que les révoltes de masse, dont le Free Speech Movement de Berkeley fut le premier signe majeur et certaines chansons de Dylan la plus haute expression artistique.



* Dessin de Bérénice Cleve

doivent beaucoup à ces « beatniks » qui furent les premiers à prendre leurs distances avec l'Amérique de la Maison Blanche et des studios d'Hollywood et à remplacer le Pentagone, le cowboy par des symboles et une mythologie d'un tout autre ordre.

Les noms des auteurs édités par City Lights sont d'une rare éloquence. Ils constituent une sorte de contre-société idéale, pour le moins une base d'opposition intellectuelle, poétique, qui, indiscutablement, a ouvert la voie aux débordements qui ont marqué les années 60 et 70. Voici quelques noms tirés en vrac du catalogue : Gary Snyder, Karl Marx, Antonin Artaud, Julian Beck, Paul Bowles, Charles Bukowski, William Burroughs, Albert Camus, Alexandra David-Neel, Jean Genet, René Guénon, Ernest Hemingway, James Joyce, Norman Mailer, Henri Michaux, Alan Watts, André Breton, Pablo Picasso, Italo Svevo, Topor, William Carlos Williams, Philip Lamentis, Anne Waldman, Frank O'Hara, et, bien sûr, les grandes voix de la Beat Generation, Neal Cassady, Carl Solomon, Jack Kerouac, Diane di Prima, Bob Kaufman, Gregory Corso, plusieurs livres de Allen Ginsberg et de dizaines d'autres encore.

Cette entreprise marginale d'édition et de diffusion a su se faire une place importante malgré l'opposition et l'hostilité de ce qu'il faut bien appeler l'industrie culturelle, notamment des critiques, des professeurs et des éditeurs qui, dans ces années-là, méconnaissant, méprisant délibérément une poésie dont on s'accorde aujourd'hui à reconnaître qu'elle fut et reste avec le jazz, une des composantes essentielles de la civilisation américaine et de la culture moderne.

On est frappé par la diversité du catalogue de City Lights, elle témoigne d'un esprit non seulement anticonformiste mais internationaliste qui continue toujours à faire frémir les tenants du charvinisme américain. Inutile de préciser que Ferlinghetti s'en amuse. Il est bon de rappeler les débuts de cette époque exemplaire à l'heure où, en France, la « libération » des prix des livres par décision ministérielle met en péril de mort l'édition des livres de poésie.

Cela a commencé un soir d'octobre 1955. Allen Ginsberg venait d'écrire *Howl* et fit, dans une petite galerie coopérative de San Francisco, une lecture inoubliable de son poème qui, rapidement, allait devenir un signal à la fois de rupture et de ralliement. Il y avait dans l'assistance compacte les poètes Kerouac, Cassady, Orlovsky, Rexroth, Snyder, Kellah, McClure, Lamentis et bien sûr Ferlinghetti. Kerouac

a raconté l'événement dans les *Clochards célestes* : « Ce fut une nuit de folie... », une nuit de rencontres étonnantes, de mélanges de forces créatrices.

On parla aussitôt de la « San Francisco Renaissance » : une nouvelle communauté d'énergies et d'idées. Un mode de vie prenait son essor. Ferlinghetti décida sur-le-champ de publier le long chant d'allure et de ton prophétique que venait de lire Ginsberg et créa pour ce faire une collection de livres de poche de poésie.

De lecture publique en lecture publique le mouvement de sympathie s'amplifia et devint un important courant émotionnel Williams prévalait dans sa préface :

« Relâchez vos robes, mesdames, nous traversons l'enfer ». Il ne croyait pas si bien dire. Ce poème, aujourd'hui fameux dans le monde entier, fut jugé violemment obscène par les autorités locales et fut saisi. Le procès retentissant qui s'ensuivit révéla l'existence de deux cultures antagonistes : une considérée déjà *Howl* comme le manifeste d'un âge nouveau et « le poème le plus important depuis le fin de la deuxième guerre mondiale ». L'autre, bien sûr, n'y voyait que les ignobles délices d'une drogue, à la déviance sexuelle et sociale. Différenciation radicale qui ne pouvait que s'approfondir et produire les effets que l'on sait sur les mouvements de masse à venir. Deux systèmes de croyance, deux systèmes sociaux face à face.

Une poésie orale

Le juge qui s'en prit à *Howl* condamna d'abord deux voleuses à la tire à voir les *Dis Commandements*, le film de Cecil B. de Mille, et à lui en faire un compte rendu édifiant. Voilà pour le décor moral. Le procès fut intenté à l'éditeur du poème, c'est-à-dire à Ferlinghetti, et il opposa expertises et contre-expertises en obscénité et en histoire littéraire. Le scandale fut tel que dix mille exemplaires du poème furent aussitôt vendus.

Vingt-cinq ans plus tard le tirage a dépassé le demi-million. A-t-on suffisamment insisté sur l'originalité et la qualité de ce mouvement culturel qui s'est d'abord traduit par une littérature orale, audible, transmissible de bouche à oreille, court-circuitant les tristes de l'édition et de la diffusion ? L'émergence de cette poésie correspondait à ce que Mac Luhan a abstrusivement appelé la « fin de la palatine Gutenberg », c'est-à-dire la fin du primat de l'écrit et le début de la tyrannie des mass media et de l'électronique. On aurait tort cependant de confondre cette contre-culture avec l'envahissement technologique qui lui est contemporain. Autant l'électronique est froide, neutralisante, uniformisante, autant la poésie directe (comme on dit « action directe ») est chaude, multiple, charnelle.

Encouragés par Rexroth, Ferlinghetti et ses amis commencèrent alors des explorations langagières et rythmiques avec des musiciens de jazz. Ces expériences de « jazz poetry » conduisirent à produire de délicieuses intensités, reconnaissables au même titre que la sonorité particulière du jazz de la côte pacifique. Il y a incontestablement un ton californien, plus « cool »,

plus détendu, plus distant, plus oriental et sensuel, moins apocalyptique et violent que le style des poètes et des musiciens de New-York. Le mélange des communautés ethniques noires, mexicaines, asiatiques, européennes, sans oublier les Indiens autochtones, dont le lien sacré, le mont Tamalpais, surplombe la baie de San-Francisco, constitue une culture composite et spécifique. Ferlinghetti tient beaucoup à affirmer cette différence : « Je suis un Californien chauvin », dit-il en riant.

Cependant, de tous les écrivains américains de sa génération, il est peut-être celui qui connaît le mieux la poésie française. Non certes parce qu'il a participé au débarquement de Normandie en tant que commandant d'un vaisseau de chasse sous-marins — ce n'est qu'après une visite traumatique à Nagasaki, dévastée par la seconde bombe atomique, qu'il devint anti-militariste inconditionnel, — mais pour des raisons affectives : sa mère et sa tante étaient toutes deux francophones, et il a vécu plusieurs années de sa petite enfance à Strasbourg.

Il éprouve, entre autres sensations, celle d'un « retour au bercail » chaque fois que, de-

Traduits en français

— « La Quatrième Personne du singulier », roman traduit par Jacqueline Bernard, Les Lettres nouvelles, éd. Julliard, 1961.

— « Un regard sur le monde », poèmes traduits par Mary Beach et Claude Peltier, éd. Christian Bourgois, 1976.

— « C'est ouvert, Cœur ouvert », poèmes traduits par Philippe Mériminos, éd. Christian Bourgois, 1977.

— « La Poésie de la Beat Generation », anthologie traduite et présentée par Jean-Jacques Lebel, éd. Denoël, 1965 (édition revue et largement augmentée parue pour 1980).

— « La Beat Generation », présentée par Yves La Peltier, 1973, éd. Suberbie.

puis la libération, il revient en France. Et puis, c'est en trouvant sur une table de bistrot, à Saint-Brieuc, un poème de Prévert, que l'envie irrésistible d'écrire s'impose à lui. Plus tard, grâce à une bourse, il soutient une thèse en Sorbonne sur « La cité, symbole de la poésie moderne », et commence, à Paris, la rédaction d'un étonnant récit intitulé *La Première Personne du singulier*, que Maurice Nadeau devait faire traduire et éditer. Deux de ses livres de poèmes ont été publiés en français, aux éditions Christian Bourgois ; plusieurs autres attendent d'être traduits.

Lawrence Ferlinghetti a fait des lectures publiques, avec ou sans jazz, à travers les Etats-Unis, en Amérique latine et en Amérique centrale, en Australie, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas. Il sait projeter physiquement et spatialement son travail poétique. Son style est, tantôt hilaré, tantôt océanique. Ce vieux lotus de mer accouche, en s'éclatant, d'une étoile qui danse.

JEAN-JACQUES LEBEL.

(1) La Festival s'est déroulé à l'American Center 261, boulevard Raspail, du 14 au 16 juin.

PRIX ROGER NIMIER 1980

gérard pussey

l'homme d'intérieur

Gérard Pussey sait admirablement jouer avec les mots pour en faire un très bon mélange d'humour, de férocité et de mélancolie. Il faut absolument lire ce roman.

Geneviève Dormann / Le Figaro magazine

denoël

PRIX DES CRITIQUES 1980

Pascal QUIGNARD

CARUS

Ce roman est une suite d'accord parfaits.

Jean-Louis Ezine
Les Nouvelles Littéraires

Gallimard

NATALIE Z. DAVIS

Les cultures du peuple

Rituel, savoirs et résistances au 16^e siècle

« Tout le foisonnement de la Renaissance française tel qu'il a été vécu par le peuple : inversion carnavalesque, rites et violence, irruption de l'imprimé et sagesse proverbiale, etc. Un des meilleurs livres de l'école historique américaine. »

Le Point

AUBIER

Armand Farrachi

La garde-robe

roman

après
La dislocation
Paysages d'agonie

« A Farrachi n'est le fils de personne et bondit littérairement (alittérairement) vers l'avenir. »

Claude Mauriac / Le Monde

Stock

SEUIL Bernard Chapuis

L'amour du temps

roman

« L'encre dont il se sert sent le poivre, l'huile de fleur et le goudron. »

Geneviève Dormann / Le Quotidien de Paris

« Voici un livre comme un fruit, on l'ouvre, on le hume, on le goûte. »

Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

« Là où l'émerveillement arrive c'est dans cette écriture, dans ce parfum vanillé venu d'ailleurs. »

Françoise Xenakis / Le Matin

156 pages



Roselène Dousset-Leenhardt

La tête aux antipodes

récit autobiographique

« Il y a une ironie, une colère, une violence mais aussi une poésie tout à fait étrange dans ce livre admirablement écrit. »

Gilles Lapouge Agora 16 Mai 1980

éditions galilée

AEL

La bibliothèque nationale



Une collection riche de plus de 100 000 produits chimiques.

La synthèse du Calcifédiol (vitamine D) a pu être mise au point en un temps record parce que les chercheurs de Roussel Uclaf disposaient d'intermédiaires chimiques élaborés, stockés lors de précédents travaux sur la synthèse stéroïdienne.

Bénéficiant de toute l'expérience du Groupe et de sa position de leader mondial dans ce domaine, la chimiothèque conserve ainsi la mémoire de quelque 5000 substances stéroïdes. Et, au total, de plus de 100 000 produits.

Le chercheur peut disposer immédiatement de structures chimiques élaborées et éviter ainsi de refaire des chemins déjà parcourus. Ce gain de temps est primordial.

La chimiothèque constitue un instrument de travail exceptionnel qui aide Roussel Uclaf à conserver ses positions de pointe.

Chez Roussel Uclaf, tous les moyens sont mis en œuvre pour stimuler la curiosité et la créativité des chercheurs.

C'est un état d'esprit.

Roussel Uclaf 
Des chercheurs qui réussissent.

GRANDES ECOLES, A QUOI SERVENT VOS DIPLOMES?

Oui, à quoi servent ces trop beaux diplômes pour l'entreprise qui cherche de façon urgente un ingénieur immédiatement opérationnel?

Quelles sont les écoles qui aujourd'hui ont la volonté de former de tels ingénieurs?

Peut-on les classer suivant le critère de l'efficacité et non plus du prestige?

Pour la première fois en France, L'Usine Nouvelle l'a fait.

Le Palmarès 1980, publié dans L'Usine Nouvelle de cette semaine, est un classement des écoles d'ingénieurs fondé sur ce critère de l'efficacité. 151 écoles ont répondu à 105 questions portant sur toutes les dimensions souhaitées par l'entreprise: stages, langues, projets, travaux pratiques, contrats d'étude...

Les résultats sont surprenants, l'Université de Technologie de Compiègne en tête, l'Ecole Centrale en 9^e position, l'Ecole Polytechnique absente de la liste des 25 premières...

Ce dossier pose clairement le problème de l'adaptation de la formation aux besoins réels de l'entreprise. Il démontre ainsi, au-delà de la hiérarchie qu'il propose, que cette préoccupation est déjà présente dans un nombre croissant d'écoles.

Quelles sont-elles? Quels profils d'ingénieurs forment-elles? L'entreprise de demain a besoin de le savoir.



L'USINE
NOUVELLE

LE PALMARES 1980 DES ECOLES D'INGENIEURS.

Un classement fondé sur l'efficacité. Et un bilan.

En vente dans les kiosques à partir du 19 juin 1980.

Study	Year	Age	Sex	Sample Size	Prevalence (%)	95% CI
1	1998	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
2	2000	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
3	2001	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
4	2002	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
5	2003	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
6	2004	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
7	2005	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
8	2006	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
9	2007	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
10	2008	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
11	2009	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
12	2010	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
13	2011	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
14	2012	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
15	2013	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
16	2014	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
17	2015	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
18	2016	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
19	2017	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
20	2018	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
21	2019	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
22	2020	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
23	2021	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
24	2022	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
25	2023	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
26	2024	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
27	2025	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
28	2026	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
29	2027	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
30	2028	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
31	2029	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
32	2030	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
33	2031	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
34	2032	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
35	2033	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
36	2034	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
37	2035	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
38	2036	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
39	2037	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
40	2038	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
41	2039	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
42	2040	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
43	2041	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
44	2042	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
45	2043	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
46	2044	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
47	2045	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
48	2046	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
49	2047	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
50	2048	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
51	2049	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
52	2050	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
53	2051	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
54	2052	15-64	F	100	1.0	0.0-2.0
55	2053	15-64	M	100	1.0	0.0-2.0
56						

2) UN SOUS-SOL divisé en deux parties avec accès par escalier intérieur
Angle 49, boulevard Sébastopol - 77, rue Rambuteau
à PARIS (1^{er})
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adr. M^e René CHATEAU, avocat, 50, boulevard Flandrin, PARIS (16^e),
tél. 504-43-13; et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance
de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE - Tous rattachés du CREDIT
COMMERCIAL DE FRANCE et du GRAND ETAT RENAULT.

1) UNE BOUTIQUE AU REZ-DE-CHAUSSEE
2) UN SOUS-SOL divisé en deux parties avec accès par escalier intérieur

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adr. M^r René CHATEAU, avocat, 50, boulevard Flandrin, PARIS (16^e),
tél. 504-43-15 : et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance
de PARIS, ROUBIGNY, CRETEIL et NANTERRE - Prêt possible du CREDIT
FONCIER DE FRANCE et de la GRAND-PAYS BANK S.A.

Le Monde

économie

AGRICULTURE

LA TENSION DANS LE LANGUEDOC-ROUSSILLON
Les routiers annoncent leur intention de maintenir
les barrages jusqu'à « au moins lundi »

L'Espagne a protesté contre « les inqualifiables attentats commis en France contre les camions espagnols », selon un communiqué publié mercredi par le ministère espagnol des affaires étrangères. Dans les Pyrénées-Orientales, au poste frontière de la Jonquera, la police espagnole est intervenue pour commencer à rétablir la circulation dans le sens Espagne-France. Mais, en dépit des divers contacts avec les autorités, la situation reste à mille six cents le nombre des camions bloqués, dont beaucoup transportaient des denrées périssables.

Les routiers, qui envisagent de maintenir les barrages jusqu'à au moins lundi, refusent toujours une escorte policière et estiment insuffisantes les garanties offertes par les pouvoirs publics, ce d'autant que les producteurs de fruits et légumes du Gard et du Vaucluse auraient profité de nouvelles menaces. Dans les Pyrénées-Orientales, les producteurs et les transporteurs étaient parvenus à un accord qui

n'est, semble-t-il, pas respecté. Aux réactions des dirigeants agricoles — M. Fau, président du C.N.J.A., estime pour sa part que « les pouvoirs publics européens et français ont fait preuve d'une dangereuse improvisation », s'ajoutent celles des syndicats ouvriers. Le C.F.T.C., qui est opposé à l'élargissement de la Communauté, stigmatise le gouvernement français « qui organise la baisse du revenu des paysans depuis plusieurs années ». Le bureau confédéral estime que la solution du conflit passe par la mise en œuvre de mesures effectives pour sauvegarder l'agriculture du pays. La C.F.T.C. et la Fédération espagnole des travailleurs de la terre estiment, dans un communiqué commun, que l'attaque des camions est le résultat des déclarations du président Giscard d'Estaing qu'elles désapprouvent, ainsi que « la destruction d'outils et de produits du travail ». Les deux organisations se prononcent en faveur de l'élargissement et de l'instauration d'un régime pour les fruits et les légumes « pour les deux pays de la future Communauté ».

« La balle est dans le camp français »

De notre correspondant

Perpignan. — Le durcissement de l'attitude des camions espagnols a été plus sensible durant la journée de mercredi. Si, dans la matinée, il était possible pour les véhicules de tourisme étrangers de circuler dans les deux sens en empruntant la route nationale 9 en France et la nationale 11 en Espagne, la situation s'est dégradée dans l'après-midi à la suite de l'intervention de la police nationale espagnole pour débiter l'autoroute. La réaction des camions ne se fit pas attendre. Ils ont bloqué entièrement la circulation sur la nationale 11 à la Jonquera dans les deux sens.

Dans le même temps, à la hauteur du péage du Boulou en France, des centaines de camions étaient bloqués, attendant de pouvoir passer en Espagne. Les camions, de différentes nationalités, établissaient à leur tour des barrages par solidarité avec leurs collègues espagnols.

La circulation était complètement bloquée à l'exception des voitures étrangères venant d'Espagne par l'autoroute.

Les demandes des camions espagnols restent les mêmes : indemnisation des neuf véhicules brûlés et de leurs chargements et surtout l'assurance par les

autorités françaises de pouvoir traverser tout le territoire français sans dommage.

« La balle est dans le camp français », disait un des responsables. Nous nous sommes décidés à aller jusqu'au bout. En Roussillon, l'insécurité des camions espagnols a semé le désordre entre les diverses catégories professionnelles qui, directement ou indirectement, vivent de l'agriculture. Mercredi matin, à la suite d'une réunion tenue à la veille, les transporteurs routiers des Pyrénées-Orientales ont décidé d'empêcher l'acheminement des productions locales de fruits et légumes vers les lieux de consommation. Ils ont bloqué non seulement le marché international Saint-Charles à Perpignan, mais aussi la gare de marchandises et de l'Union des coopératives de fruits et légumes.

Après une réunion informelle des responsables agricoles et professionnels provoquée par les assemblées consulaires, les transporteurs se sont engagés à lever immédiatement leurs barrages, les représentants agricoles s'engageant de leur côté à laisser cir-

culer librement les camions, sous réserve que leur contenu ne porte pas atteinte aux productions agricoles locales. Mais cet accord ne semblait pas jeudi être respecté, et le marché Saint-Charles était toujours bloqué.

Mercredi, aucun train de fruits et légumes n'a pu quitter le Roussillon, les manutentionnaires ayant refusé de charger les wagons du train de 20 heures à destination de Rungis. Et jeudi aucun train de marchandises ne devait circuler en raison d'une grève des conducteurs du dépôt de Narbonne. Un des trains ayant été accidenté à un carrefour d'un autoroute, il avait été soumis à l'halètement.

Jeudi encore, sur les deux côtés de la frontière, la situation était pratiquement inchangée, malgré l'intervention de la police (ou à cause d'elle) à la Jonquera. Les transporteurs espagnols n'ont pas cessé de bloquer toujours la route et l'autoroute. Quelques rares voitures et camions français ont pu passer. Le ministre de Transport espagnol doit recevoir une délégation des manifestants. Maintenant la décision ne peut être que politique.

JEAN-CLAUDE MARRE.

LES PRODUCTEURS DE LAIT
REFUSENT L'AUGMENTATION
DE LA TAXE
DE CORESPONSABILITÉ

Les producteurs de lait entrent à leur tour en dissidence. Leur fédération syndicale vient de faire savoir qu'elle refusait l'augmentation de la taxe de coresponsabilité et qu'elle appelait les entreprises à ne pas la payer. Ce durcissement, alors que l'origine la F.N.P.L. avait décliné auprès de ses troupes l'idée de la « coresponsabilité », est dû aux décisions de la commission de Bruxelles, que les producteurs de lait interprètent comme une volonté de reconstituer les stocks de beurre et de poudre afin de peser sur les prix et les revenus des producteurs.

Instituée en 1977, la taxe de coresponsabilité avait pour objectif d'assouplir les producteurs à la recherche des débouchés, en leur faisant prendre conscience des difficultés d'équilibre des produits laitiers. Le montant de cette taxe est passé, depuis l'accord sur les prix agricoles du 30 mai, de 0,5 à 2 % (1,5 % pour les premiers 60 000 litres dans les zones défavorisées), les producteurs des zones de montagne étant exemptés. La F.N.P.L. estime que cette taxe ne remplit pas son rôle initial et qu'il ne s'agit plus, en fait, que de favoriser la réorption de la production, puisque la commission n'a pris aucune mesure pour limiter les matières grasses végétales importées (qu'elle pénalise le régime privilégié pour les importations néo-landaises) et qu'enfin elle adopte des mesures (diminution des restitutions) visant à « casser les exportations » à destination des pays tiers.

Manifestation de producteurs d'artichauts à Morlaix. — Plusieurs centaines de tonnes d'artichauts, qui n'avaient pu être vendues en raison de l'effondrement des cours, ont été déversées mercredi 19 juin, sur la voie express Saint-Brieuc-Brest, à la hauteur de Morlaix (Finistère), pour la deuxième journée consécutive par les producteurs du Léon. Les agriculteurs, conduisant deux cents tracteurs, ont bloqué la circulation. Ils ont répandu des artichauts devant les échangeurs d'un hypermarché et dans le centre ville de Morlaix.

POUR LUTTER CONTRE LES DÉTOURNEMENTS DE TRAFIC
La France limite les importations de viande ovine

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Un nouveau contentieux entre la France et ses partenaires européens va-t-il s'ouvrir dans le secteur du mouton ? Les autorités françaises ont décidé de restreindre, depuis le 1^{er} juin, les importations de viande ovine en provenance des autres Etats membres de la C.E.E. Cette mesure a entraîné les protestations de la R.F.A. et des Pays-Bas, au cours de la réunion des ministres de l'Agriculture, le 17 juin, à Luxembourg.

M. Braks, le ministre néerlandais, a qualifié d'incompréhensible et d'insupportable la mesure française, surtout — a-t-il fait valoir — après l'effort consenti par les Neuf pour créer un marché commun du mouton qui reprend largement les thèses françaises. Pour M. Méhaignerie, « la France a été mise dans l'obligation de lutter contre les détournements de trafic qui se multiplient ». Le ministre français attribue, en effet, la chute des prix (moins 15 % au cours de ces dernières semaines) aux impor-

tations en provenance des pays de l'Est, qui transitent par les territoires allemands et néerlandais. La Commission conteste cette analyse, expliquant la situation du marché français par une augmentation de la production (+ 8 %).

M. Gundlach, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, a, d'autre part, annoncé aux Neuf son intention de présenter prochainement des propositions sur le régime à accorder à la Nouvelle-Zélande pour ses exportations de beurre. Les Néerlandais bénéficient au titre du régime qui doit prendre fin au 31 décembre d'un contingent annuel de 115 000 tonnes pour entrer dans la C.E.E. à des conditions privilégiées (réduction sensible des taxes à l'importation). La Commission demanderait aux Neuf d'accepter la reconduction de cette dérogation pour les quatre prochaines années, pour un tonnage réduit à 95 000 tonnes en 1981 et 80 000 tonnes les trois années suivantes. — M. S.

Faits et chiffres

Etranger

Le secrétaire américain au travail, M. Mershall, a estimé le 18 juin que le taux de chômage aux Etats-Unis pourrait atteindre 8,5 % au début de 1981. Il s'est déclaré opposé à tout programme global de relance pour limiter le chômage, dont le taux a atteint en mai 7,8 %. Toutefois, le secrétaire d'Etat n'a pas exclu la mise en œuvre d'actions sectorielles pour venir en aide aux industries les plus touchées, à savoir le bâtiment, l'automobile, et la sidérurgie. Au plus fort de la récession précédente (1974-1975), le taux de chômage avait atteint un maximum de 9 %. — (A.F.P.)

Le produit national brut américain aurait diminué — en taux annuel — de 8 % pendant le deuxième trimestre de 1980. C'est du moins ce qu'indiquent les indications préliminaires recueillies par les économistes gouvernementaux. Si cette contraction était effectivement confirmée par les statistiques officielles, elle serait la plus sévère que les Etats-Unis aient connue depuis la guerre, à l'exception du recul de 9,1 % pendant le premier trimestre de 1975. — (Agefi)

Monnaies

Les réserves de change de la France s'élevaient, fin mai, à 242,2 milliards de F, en augmentation de 932 millions de F par rapport à fin avril.

(Publicité)

URGENT

OFFRE D'EMPLOI

**Patron de presse
recherché par équipe
du quotidien économique**

"Forum International"

Il devra accepter d'animer quatre-vingt-seize personnes, dont cinquante journalistes, et de publier tous les jours, sur quatorze pages grand format, l'actualité portant sur plus de vingt-et-un secteurs-clés de l'activité économique mondiale.

Renseignements : Comité d'Entreprise de "Forum International", 94, boulevard Flandrin, 75116 PARIS.

Cette annonce a été payée grâce à la solidarité de nombreux confrères de la presse écrite et parlée, tant parisienne que de province.

SIPAREX PREND UNE PARTICIPATION
DANS LE CAPITAL DES MEUBLES GRANGE

Siparex (Société de participation dans les entreprises régionales en expansion), dont le siège est à Lyon, va apporter 3 millions de francs au groupe Grange en prenant une participation d'un peu moins de 10 % dans son capital. Les Meubles Grange, entreprise familiale dont le siège est à Saint-Symphorien-sur-Coise, dans le département du Rhône, se situe parmi les premiers fabricants français de meubles de style, pratiquant une politique de création et de qualité qui lui a permis de quadrupler son chiffre d'affaires en quatre ans pour atteindre 110 millions de francs en 1979 et

un peu plus de 140 millions de francs en 1980. Le groupe Grange emploie directement trois cent quatre-vingts salariés dans quatre unités de production dans les monts du Lyonnais, l'Isère et la Drôme. Possédant volontairement du travail à de nombreux sous-traitants, notamment dans les zones déprimées de la Loire et de la Haute-Loire, il assure l'emploi de plus de sept cents personnes. Le concours apporté par Siparex est destiné à financer un important programme d'extension des moyens de production, en complément des crédits obtenus du Crédit national et de l'Etat (prêt participatif).

Aux Etats-Unis

Le directeur général de R.C.A.
renvoyé comme un simple employé...

Les milieux d'affaires new-yorkais en bruissent encore. Un prétendant à la présidence de l'une des plus grandes sociétés du monde — Radio Corporation of America, numéro un mondial de la radio-télévision — a été renvoyé comme un simple employé. C'est la mésaventure qui vient de survenir à M. Maurice Valente, considéré, hier encore, comme le successeur désigné de M. Griffiths.

Doté d'une forte personnalité, M. Griffiths avait estimé devoir chercher un successeur à son fauteuil de président du conseil d'administration hors de R.C.A. Son choix s'était fixé sur M. Maurice Valente, cet Américain d'origine italienne, dont l'élégance n'est pas sans rappeler les années 30, était considéré il y a encore cinq ans, comme l'un des patrons possibles de l'I.T.T., dont il dirigeait les activités européennes. Beaucoup voyaient alors en lui un successeur possible de M. Goren. Les luttes

intestines qui précèdent et suivent la route de M. Goren allaient lui être fatales. Il quitta l'I.T.T. en 1978... et entre, le 1^{er} janvier 1980, chez R.C.A. comme directeur général et dauphin de M. Griffiths, avec un salaire annuel de 400 000 dollars (137 000 F par mois).

Moins de six mois après, le conseil d'administration de R.C.A. — unanime — vient de décider de renvoyer M. Valente, sa gestion n'ayant pas été jugée « conforme aux besoins et objectifs à long terme de R.C.A. ». C'est M. Griffiths lui-même qui a fait part à la presse de la sentence.

Le conseil a pris une autre décision : celle de supprimer le poste de directeur général et de le remplacer par un collège de cinq vice-présidents exécutifs. L'I.T.T. étant accrédité, ces « barons » devront trouver en leur sein le prochain président de R.C.A.

AFFAIRES

LE GROUPE SUÉDOIS
ELECTROLUX
SE PROPOSE DE RACHETER
L.I.T. Océanique

Le groupe suédois Electrolux se propose de racheter, au groupe L.I.T., sa filiale française Océanique spécialisée dans la radio-télévision. L'opération doit recevoir, cependant, l'aval des autorités suédoises et françaises.

Voilà plusieurs mois que L.I.T. cherchait à se séparer de cette société, qui connaît de sérieuses difficultés. Son chiffre d'affaires diminue (488 millions de francs en 1979), et le marché français de la radio-télévision rétrécit (de 14 % à 10 %), et les pertes s'accroissent malgré la vente d'une usine et d'importantes réductions de personnel. Les négociations avec le groupe Thomson ayant échoué, L.I.T. a cherché un autre acquéreur potentiel.

Electrolux est un des grands spécialistes mondiaux de l'électroménager. Peu à peu, le groupe suédois s'est constitué un empire en Europe, à coups de rachat d'entreprises. En France, il a pris le contrôle d'Arthur Martin, Tornado et Lincoln. Son chiffre d'affaires consolidé a atteint 15 milliards de francs en 1979, dont près de 2 milliards en France. Le groupe suédois semble vouloir étendre ses activités à la télévision.

Un premier pas a été fait en 1979, avec la commercialisation, par Arthur Martin, de téléviseurs fabriqués par la firme suédoise Luxor. L'achat d'I.T.T. Océanique lui permettrait d'élargir ce domaine d'activité. Reste à savoir si cette diversification, au moment où l'industrie européenne de la radio-télévision connaît de sérieuses difficultés, n'est pas quelque peu hasardeuse !

VOLUME ET NON-VALEUR

ERRATUM. — Dans l'article sur les programmes d'investissements des entreprises publiques (le Monde du 19 juin), il fallait lire au dernier paragraphe : « Pour 1981, les prévisions d'accroissement des investissements portent sur un pourcentage sensiblement moins important, qui pourrait être d'environ 5-6 % en volume » et non pas « en valeur ».

AVAIL A EGE.
d'usagers

SOCIAL

Le quatorzième congrès de Force ouvrière

Le rapport de M. Bergeron est adopté par 89 % des voix

A Bordeaux, le congrès de F.O. a adopté le rapport de M. André Bergeron, secrétaire général, le mercredi 18 juin en fin de journée, par 20 089 voix (89,99 %) contre 1 805 (7,10 %), 838 abstentions (3,72 %) et 42 nuls (0,19 %).

Le troisième jour de ces assises devait être en grande partie consacré aux travaux en commission, les délégués se séparant vendredi soir.

De notre envoyée spéciale

Bordeaux. — D'un congrès à l'autre, la majorité de M. Bergeron reste très confortable. En effet, pour limiter la comparaison aux trois dernières assemblées de F.O., les délégués avaient voté le quinquies par 89,9 % en 1971, 84,74 % en 1974 et 87,2 % en 1977.

Une centaine d'interventions en deux jours de débat ont exalté les déceptions et les rancœurs en tout genre des délégués. Parfois, une voix s'est fait entendre avec plus de force. M. A. Roulet (impôts) a interpellé le camarade président car pour lui « le syndicat ne semble pas dans l'auto-satisfaction et l'ennui ». « Il faut, dit-il, radicaliser les positions et ouvrir la porte à l'unité ». La politique contractuelle est viciée de sens, dit un autre. Il appelle une réaction « à la hauteur de l'agression subie par les salariés ». D'autres s'en prennent à la faiblesse du niveau des revendications. Les trente-cinq heures ne sont qu'un objectif désolé, s'écrit M. Cottave (ingénieurs et cadres). « C'est du bricolage ; il faut condamner l'exploitation de l'homme par l'homme », lance M. Joyeux, le vieux porte-étendard des anarchistes, dont c'est le dernier congrès. Mme Montel (Moulinex) a réclamé des responsabilités syndicales pour les femmes et M. Jubin (municipaux, Haute-Garonne) a créé un moment d'émotion intense en parlant des handicapés : « Des problèmes qui sont les nôtres peuvent devenir les vôtres. »

Mais, dans la brouhaha permanent dans lequel baigne le vaste hall du Palais des expositions bordelais, les applaudissements ou les interruptions sont plus chahuteurs que fortement passionnés. Le marasme économique, dont personne ne nie qu'il soit durable, pèse comme une charge sur les exposés des délégués, et l'absence de perspectives est tout aussi éprouvante. Il n'y a donc pas de vrai débat, ni économique ni politique. Et la direction confédérale n'a guère été malmenée, même par la frange d'extrême gauche qui, traditionnellement, lui décoche de virulentes attaques pour moduler finalement ses abstentions et ses votes contre, quand vient le scrutin.

Nouvelles critiques contre la C.F.D.T.

Cette fois, les doigts de la main soufflèrent pour compter le nombre des « non » contre le rapport d'activité, annoncés à la tribune par MM. Doudet (municipaux), Ricard (banques), Gomez (P.T.T.) et quelques autres militants socialistes et révolutionnaires. Même si M. Pierre Lambert, chef de file des trotskistes (O.C.I.), et M. Hébert, dirigeant des anarcho-syndicalistes, ont approuvé M. Bergeron. Seul le premier a pris la parole pour expliquer ce qui est essentiel à ses yeux : bien qu'en désaccord avec les positions réformistes de la Confédération, il faut, dit-il, dépasser ces divergences pour faire obstacle à la C.F.D.T. et conserver le « syndicalisme authentique ». Argument repris par M. Prévost (Grenoble) et quelques autres. En effet, l'organisation de M. Maire, mise en cause par M. Bergeron, a été la cible de nombreux délégués pour qui l'autogestion, les conseils d'atelier, l'expression des salariés dans l'entreprise dépossèdent les syndicats de leurs prérogatives. Le danger, selon eux, est comparable à l'intégration dont elle se considérait menacée par le référendum constitutionnel de 1958, contre lequel la Confédération avait pris position.

Le secrétaire général a même qualifié d'« excellent » les propos de M. Pitou (P.T.T.), qui avait dénoncé les conceptions de la C.F.D.T. en matière d'action internationale, l'accusant, en outre, d'avoir voulu introduire la C.G.T. comme un cheval de

Trois dans la Confédération européenne des syndicats.

Sur cette lancée, sorte d'exultation, les attaques contre la C.G.T. revenaient à peine à la surface, comme si la cause était entendue une fois pour toutes.

Les questions relatives à la Sécurité sociale, aux retraites, à l'assurance-maladie, furent désamorçées par les très longues explications fournies par M. Bergeron dans sa réponse. Il s'efforça de démontrer que la convention médicale était un pari et le seul moyen de barrer la route à un système de remboursement à minima envisagé en haut lieu.

A la fois président de la CNAM (Caisse nationale de l'assurance-maladie) et secrétaire confédéral, M. Maurice Derlin aurait-il dû démissionner ? « Non, dans l'intérêt de la Sécurité sociale », a répondu M. Bergeron, qui déclencha un tonnerre d'applaudissements en ajoutant ce qu'il avait dit à M. Derlin : « Je ne te laisserai pas tomber, parce que tu es mon copain. Quand un copain a des idées, on ne le laisse pas tomber. Derlin restera où vous voudrez. »

M. Bergeron allait répondre avec le même succès et une infatigable minutie aux innombrables problèmes évoqués par les délégués : contenu de la politique contractuelle, défense du droit de grève, répression, chômage, durée du travail, financement des régimes sociaux, municipalités, statut de la fonction publique, etc. Il répliqua même à propos du pape, qu'il n'était pas allé voir pendant sa visite à Paris : « Je respecte la religion mais pour moi il est malsain de se prêter à des manifestations de ce genre. »

JOANINE ROY.

Retenus par les forces de l'ordre TROIS DÉLÉGUÉS SYNDICAUX LYONNAIS N'ONT PU COMPARAITRE EN RÉFÉRE

De notre correspondant régional
Lyon. — Des incidents s'étaient produits le mardi 17 juin, au palais de justice de Lyon, devant le tribunal de grande instance réquis par réquisitoire pour juger douze délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. et deux salariés assignés par la direction de Rhône-Poulenc, à la suite de l'occupation de deux usines de cette société à Saint-Fons dans la banlieue lyonnaise, Spécia et Sili-cones. Les manifestants, à l'appel de la C.G.T., entendaient protester contre le jugement de l'ordonnance aux prétextes de deux autres usines Rhône-Poulenc de Saint-Fons d'évacuer ces établissements. Le président du tribunal reporta l'audience à mercredi tant que les grévistes tentaient d'occuper la salle. Mercredi, seule l'assignation de trois délégués de Spécia fut maintenue, les autres établissements ayant été évacués. L'importante force de police avait été disposée autour du palais de justice et même les trois délégués assignés n'ont pu pénétrer dans le palais de justice et comparaître ! Le tribunal a cependant siégé et entendu les avocats des deux parties qui ont déposé « ce dépôt de force interpellative ». Le jugement a été mis en délibéré à vendredi, mais il ne sera sans doute pas rendu pour l'usine Spécia qui a elle aussi été évacuée dans la journée du mercredi. Selon la direction, le travail a repris progressivement mercredi à l'usine Rhône-Poulenc-Chimie fine de Saint-Fons.

● A Trun (Orne), intervention des forces de l'ordre pour libérer cinq dirigeants des sociétés Joutet, française et Eclair, qui ont été « retenus » pendant six heures, mercredi 18 juin, par des ouvriers mécontents d'un projet de licenciement.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ 100 + 100	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ E.-U. ...	5,1170 4,1085	+ 85 + 125	+ 210 + 245	+ 540 + 615
\$ Can. ...	2,3720 1,9329	+ 20 + 20	+ 30 + 10	+ 170 + 225
Yen (100) ...	1,8890 1,9015	- 25 - 8	- 10 + 15	+ 160 + 210
DM 2,2275 2,2315	+ 60 + 70	+ 105 + 140	+ 260 + 420	
Florin ... 2,1255 2,1290	+ 15 + 40	+ 50 + 90	+ 170 + 220	
F.S. (100) ... 14,2250 14,2485	+ 225 + 140	+ 325 + 350	+ 1050 + 1090	
F.S. (100) ... 2,3200 2,3235	+ 120 + 145	+ 275 + 310	+ 800 + 820	
L. (1 000) ... 4,9281 4,9282	- 225 - 235	- 380 - 405	- 1700 - 1405	
S 9,5350 9,5310	- 465 - 325	- 775 - 670	- 3350 - 3140	

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/9/78	9/13/78	9/7/78	9/9/78	9/1/78	9/3/78	8/2/78	8/7/78
\$ E.-U. ...	3 5/16	3 7/16	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
DM 10 3/4	11 1/4	10 9/16	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
F.S. (100) ... 15 3/4	17 1/4	16 1/2	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
P.S. 3 1/2	4	3 3/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
L. (1 000) ... 12 3/4	13 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
S 17 1/4	18 1/4	17 3/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
F. franc ... 12 3/8	12 3/4	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8

None données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande



LITIGES : RÈGLEMENTS PLUS SIMPLES ET PLUS FACILES.

Le règlement des litiges par voie amiable ou d'arbitrage, déjà recherché depuis plusieurs années, sera poursuivi ; ainsi les consommateurs pourront s'adresser à la boîte postale 5000 de leur département. C'est un des nombreux points de l'engagement du commerce, pour de nouveaux rapports avec le consommateur.

Conseil National du Commerce



Le Monde DE L'ÉDUCATION

numéro de juin

Maintenu à Dijon :
l'université et les industries
agro-alimentaires

TOUT SUR LE BAC
Les atlas au banc d'essai

En vente partout : 7 francs

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe

les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACROIX, PARIS-5

Téléphone (16 50) : 707-85-84

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Préparez-vous à prendre des responsabilités, demain

Management avancé / 3^e cycle

8 mois de formation de haut niveau + 7 mois de missions opérationnelles en entreprises

Management avancé :
intégrer l'économique et le social.

Aujourd'hui les seules connaissances techniques ne suffisent plus à la réussite professionnelle. Le cadre dirigeant doit être, à la fois technicien et animateur, gestionnaire et négociateur.

Ce programme se distingue donc des formations traditionnelles à la gestion. Car il est à la fois :

- une préparation à la prise de décisions, à la maîtrise du changement et à la conduite de projets opérationnels.
- un entraînement aux pratiques de la gestion sociale en tant que système de motivation, de dialogue et de concertation.
- un approfondissement des techniques de base de gestion et une spécialisation professionnelle.

Un programme intensif
d'insertion professionnelle

Concentré dans le temps, il est organisé en liaison étroite avec les entreprises et les milieux professionnels. Il associe formation (8 mois) et missions dans l'entreprise (7 mois). Il bénéficie de l'apport de praticiens et d'experts de haut niveau qui assurent à chaque participant un suivi personnalisé et un réseau de relations professionnelles.

ADMISSION DE LA PROMOTION 80-81

Elle est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, maîtrise...) et à des jeunes cadres. Retrait immédiat des dossiers de candidatures en vue des entretiens de sélection.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE 3^e cycle de management avancé

établissement privé d'enseignement supérieur

25, rue François-I^{er}, 75008 Paris

ACOMPTE MAXIMUM À VERSER : 20%

Désormais, les commerçants ne peuvent exiger un versement d'acomptes supérieur à 20 % du prix de vente sauf en cas de fabrication ou d'adaptation d'un produit à une demande spécifique. C'est un des nombreux points de l'engagement du commerce, pour de nouveaux rapports avec le consommateur.



Conseil National du Commerce



La Compagnie de Saint-Gobain-Pont-A-Mousson

a acquis environ 20% du capital de

olivetti

Ing. C. Olivetti & C., S.p.A.

Le soussigné est à l'origine de cette opération et est intervenu au titre de conseil des deux parties, en agissant pour le compte de Olivetti, de concert avec Euromobiliare, S.p.A.

Lehman Brothers Kuhn Loeb

Incorporated

NEW YORK • ATLANTA • BOSTON • CHICAGO • DALLAS
HOUSTON • LOS ANGELES • SAN FRANCISCO • LONDON • TOKYO

le 9 juin, 1980

CONJONCTURE

LES NOUVEAUX TAUX-PLAFONDS DES CRÉDITS BANCAIRES

Les banques et établissements financiers se sont engagés en début de semaine à la mise en œuvre de la loi du 28 décembre 1976 sur l'assurance de la conjoncture et des réserves de la clientèle, à ne pas traiter leurs opé-

M. JEAN DONNEDIEU DE VABRES PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA CONCURRENCE

Le ministre de l'économie a informé le conseil des ministres de la nomination de M. Jean Donnedieu de Vabres, conseiller d'Etat, en qualité de président de la commission de la concurrence.

M. Jean Donnedieu de Vabres, né à Paris, le 9 mars 1918, licencié en droit et diplômé de l'école des sciences politiques, est entré au Conseil d'Etat comme auditeur en 1941. Maître des requêtes en 1946, conseiller d'Etat en 1952, il a été élu en 1954 à la charge de mission au cabinet du général de Gaulle, les trois années suivantes, conseiller juridique du gouvernement tunisien. Conseiller de l'Organisation des régions adhérentes en 1957, et directeur du cabinet de M. Guillaumet, de 1958 à 1962, il est devenu directeur de cabinet de G. Pompidou, premier ministre, en 1962, avant d'être nommé, la même année, secrétaire général adjoint de la défense nationale, puis en 1964 secrétaire général du gouvernement, poste qu'il occupa dix années durant, et président de la Commission des opérations de Bourse.

Il s'agit là de la fin d'une carrière à la fois riche et variée. Dans le cadre de la concurrence, il appartiendra à chaque banque et établissement financier de fixer librement ses taux en fonction de la qualité de l'emprunteur.

Le patronat du bâtiment s'attend à un nouveau ralentissement en 1980 de la construction de logements neufs

A la veille du congrès de la Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.), qui se tiendra à Deauville du 23 au 25 juin, M. Jacques Danon, président du groupement national, a dressé devant la presse, ce jeudi 19 juin, un bilan mesuré mais pessimiste de la situation de la construction.

En 1980, les professionnels du bâtiment ne s'attendent guère à la mise en chantier que de 395 000 à 415 000 logements, contre 428 000 en 1979. En y joignant tous les types de construction, l'activité de l'industrie du bâtiment devrait reculer de 0,8 % cette année. Les professionnels craignent de plus que 1981 ne connaisse « les mêmes types de construction », en raison de la politique monétaire stricte, de la politique budgétaire restrictive et de la baisse des mises en chantier en 1980.

An cours des quatre premiers mois de 1980, on a mis en chantier 128 606 logements, contre 138 327 au cours de la même période de 1979, soit une diminution de 7 %. Ce recul s'ajoute à la

baisse de 2,5 % déjà constatée en 1979 par rapport à 1978. Le secteur localisé dans le sud-est de la France, qui a souffert le plus de cette conjoncture, le nombre de logements à louer commencent à diminuer de 25 % au cours de ces quatre premiers mois de 1980 ; les logements en accession à la propriété financés grâce à une aide de l'Etat sont à peine moins touchés (-23 %). Seul le secteur non aidé a légèrement progressé (+4 %). Si l'on considère le type de construction, les mises en chantier de maisons individuelles maintiennent leur rythme (+0,5 % par rapport aux quatre premiers mois de 1979, tandis que le nombre des logements en immeubles collectifs recule de 2,2 %.

Cette situation générale recouvre évidemment des aspects divers géographiquement. Dans la région Ile-de-France, une des plus touchées, la baisse des mises en chantier durant les cinq premiers mois de l'année a été de 10,4 % (17 338 logements) par rapport à la même période de 1979, mais de 27 % par rapport à 1978 (33 745 logements). Quant aux logements terminés (18 918 en 1980) ils sont en recul de 24,1 % par rapport à 1978 (24 974).

Pour les constructions autres que les logements (hôpitaux, écoles, bâtiments industriels, agricoles ou commerciaux), la progression sur quatre mois de 1980 est de 2,2 %, en un an pour les autorisations dans la France entière, en Ile-de-France, à fin mai, la baisse était au contraire de 15,4 %.

Tout en escomptant, sans trop y croire, que les récentes déclarations ministérielles, « quel que chose » sera fait pour le secteur du bâtiment, les professionnels souhaitent que les décisions interviennent non à l'automne, mais avant l'été. D'ores et déjà, au lieu de freiner la mise en place des crédits prévus au budget de 1980, il conviendrait d'en assurer la distribution régulière. Telle opération, lancée grâce au plan de soutien d'août 1979, se trouve par exemple actuellement bloquée par la « régulation budgétaire », qui ne permet pas de décaler en temps voulu les sommes nécessaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 13 juin 1980, sous la présidence du général Philippe Maurin. Chiffre d'affaires : 227,53 millions de francs. Bénéfice : 17,85 MF. Chiffre d'affaires consolidé : 225,61 millions de francs, contre 207,29 MF en 1979. Bénéfice net consolidé : 27,93 MF, contre 22,69 MF en 1979 ; marge brute d'autofinancement : 52,71 MF, soit 6,79 % du chiffre d'affaires, contre 47,54 MF, soit 5,50 %.

L'assemblée a décidé les affectations suivantes : dividende aux actionnaires, 9 551 571 F ; réserve facultative, 7 000 000 F, report à nouveau, 5 391 558 F, pour un total de 21 943 129 F ; avoir fiscal : 4,75 F ; total : 14,23 F ; payable le 1^{er} juillet 1980 (coupon n° 68). Dans son allocution, le président a insisté notamment sur l'originalité de la société due à la diversification de ses produits. Il a indiqué

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le mercredi 18 juin 1980 sous la présidence de M. Jacques Mullier. Elle a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979 qui font ressortir un bénéfice net de 45 081 185,50 F en progression de 10,5 % sur celui de l'exercice précédent après élimination de la plus-value exceptionnelle de 4 447 000 F qui comprenait :

L'assemblée a décidé de distribuer à chaque action un dividende net de 12 F (25,50 F avec l'impôt fiscal) qui sera mis en paiement le 30 juin 1980 contre remise du coupon n° 164. Le conseil a indiqué dans son rapport que le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 6 890 millions de francs en 1979, et une reprise de 11 millions de francs sur les provisions pour risques pour compenser les pertes, dues à des facteurs politico-économiques, des filiales du Tchad et du Gabon.

Dans son allocution, le président a mentionné les pertes des sociétés du groupe concernées par le reprise des activités de l'Algérie, le récent coup d'Etat au Libéria et les difficultés économiques et financières que connaît actuellement l'Algérie, compte tenu du chiffre d'affaires consolidé des résultats enregistrés, il est permis de dire que l'exercice en cours se présente dans l'ensemble sous des auspices satisfaisants.

PLACEMENT DIAMANT OU S'INFORMER ?

Le Centre d'Information Union des Diamantaires, 17, rue St-Florentin, 75008 Paris. Tél. (1) 260.36.32 - (24 lignes groupées), est ouvert au public du lundi au vendredi, de 10 h. à 19 h. et le samedi, de 10 h. à 17 h.

72400F*

La 16 CV de la gamme CHRYSLER

Autres variantes COUPE - BREAK

* Modèle présenté Plymouth "Volvo" 4 portes.
Prix total sans 1980 : 72 400 F. Equipement complet, éventuellement option air conditionné + 5 500 F.
Consommation à 90 km/h : 10,9 l. à 120 km/h : 14,9 l. en moyenne de type urbain : 15,5 l. CHRYSLER A CROISI SEUL.



DISTRIBUTEUR AUTORISÉ
GARAGE BOSQUET S.A.
83, av. Bosquet, Paris-7 - 551.49.22

CHRYSLER INTERNATIONAL

Avis financiers des sociétés

es beghin SAY

Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 1980

Exercice 1979 : le redressement se confirme

Des résultats satisfaisants, en amélioration sensible.

- Un bénéfice d'exploitation de 252,9 MF (+ 124,8 MF sur 1978).
- Une marge brute d'autofinancement de 404,2 MF.
- Un bénéfice net de 72,0 MF. Bénéfice obtenu après 194,9 MF d'amortissements, 104,5 MF de provision pour hausse des prix et 16,6 MF de provision pour impôt.
- Un dividende net en progression de 25 %, soit 7,50 assenti d'un avoir fiscal de 3,75, sera mis en paiement le 3 juillet 1980 contre remise du coupon n° 28.

Ensemble de la marge brute d'autofinancement (en Millions de F)

1977	1978	1979
175	320,1	404,2

Une activité soutenue dans tous les secteurs d'intervention :

- Branches Sucres : l'augmentation des coûts, due en particulier à celle de l'énergie, a été largement compensée par les bonnes conditions de 2 campagnes sucrières successives, l'augmentation du prix des matières premières, et la hausse du cours mondial du sucre. Tonnes vendues = 1.226.270 tonnes dont 55 % à l'exportation.
- Branches Papier-Carton : Chiffre d'affaires = + 13 % sur 1978. Le papier pressé, le carton et l'emballage ont connu une évolution des résultats moins favorable que celle du chiffre d'affaires du fait de la difficulté de récupérer les hausses des prix de revient sur les prix de vente. Les dépenses de papier et de carton (Ligne) ont poursuivi leur forte expansion sur les marchés français et étrangers.

Répartition du chiffre d'affaires (en Millions de F)

1977	1978	1979
406,4	514,3	529,2
276,7	326,9	338,2
170,7	187,4	211,0

Les dépenses d'investissement industriel ont atteint 294 MF (11,7 %) dont 32 % pour le sucre et 68 % pour les Papiers-Cartons. Usant de l'autorisation accordée par l'Assemblée Extraordinaire d'augmenter le capital jusqu'à concurrence de F 725.287.225, le conseil a décidé de l'augmentation de F 41.721.030 par incorporation des primes de fusion, 1 action gratuite pour 3 anciennes, jouissance 1^{er} janvier 1980, sera ainsi distribuée au cours du 4th trimestre 1980.

Le Rapport sera obtenu au 54, avenue Hoche 75008 PARIS.

Allocution du Président

Mesdames, Messieurs,

Comme vous avez pu le constater par la lecture du rapport du Conseil d'Administration, nous avons poursuivi, au cours de l'exercice écoulé, le redressement que je vous avais laissé prévoir lors de notre dernière Assemblée Générale.

Le résultat tangible pour les actionnaires se traduit par la mise en distribution d'un dividende en nette augmentation.

Cette situation est due pour une grande part à une campagne sucrière qui s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes aussi bien du fait des tonnages que de la richesse en sucre. Par ailleurs les betteraves ont pu être travaillées avec une tare raisonnable. En outre, les cours mondiaux du sucre n'ont cessé de se raffermir nous permettant ainsi d'écouler notre production de sucre C, c'est-à-dire celui qui est produit hors quota et qui est vendu au cours mondial dans des conditions favorables ; nous en avons produit un peu plus de 258.000 tonnes.

J'aborderai dès à présent le principal problème qui se pose à l'industrie sucrière française et la situation dans laquelle elle se trouve à la veille du nouveau Règlement sucre qui doit être établi par la Communauté Européenne, fixant le régime et les quotas de production pour les cinq prochaines années.

Depuis plusieurs mois, le large débat qui s'est ouvert à propos de la politique agricole commune a eu suffisamment d'échos dans la presse pour que je ne revienne pas sur le fond. Néanmoins, il est navrant de penser que la France, pays dont la vocation sucrière est la plus affirmée au sein du Marché Commun, du fait notamment de la qualité exceptionnelle de ses sèves betteravières, se trouve désavantagée par rapport à ses partenaires et ce pour des raisons de politique nationale afférentes à chaque état membre.

Je ne puis vous dire à l'heure actuelle ce qui sortira du futur Règlement, la prochaine campagne devant se dérouler sous le régime actuel.

A mon avis, il est indispensable qu'il soit tenu compte dans l'avenir des productions réalisées au cours des précédentes années en production A, B et C.

Les cours mondiaux étant à des niveaux élevés nettement supérieurs actuellement au cours communautaire, du fait d'une consommation mondiale supérieure à la production, tout règlement sucrier qui tendrait à réduire la production dans la C.E.E. serait une grave erreur.

Comme je vous l'ai indiqué il y a quelques instants, les cours mondiaux ont largement dépassé le cours communautaire et il est regrettable que du fait de diverses circonstances, et notamment de l'absence d'interprofession, des surfaces plus importantes n'aient pas été emblavées pour la future campagne.

Fort heureusement les contacts interprofessionnels sont aujourd'hui renoués entre planteurs et fabricants et nous sommes certains que l'interprofession retrouvera la pleine liberté d'aller de l'avant. Pour ma part je m'y efforcerai dans toute la mesure de mes moyens.

J'ajouterais que les investissements considérables que notre Société a réalisés au cours des dernières années portant aujourd'hui leurs fruits ; l'usine de CONNANTRE qui avait pu paraître audacieuse lors de sa conception est en état de devenir la meilleure unité de production de notre Groupe aussi bien du fait de sa structure industrielle que de son approvisionnement en betteraves "Audaces fortune joint".

Dans le domaine de la papeterie, comme l'indique le rapport du Conseil d'Administration, les travaux de transformation de la Machine IV, pour passer du papier journal au papier couché, sont maintenant terminés et la machine est en production.

Nous nous félicitons d'avoir pris cette décision qui, bien qu'onéreuse de par son investissement, était indispensable pour le salut de cette branche papetière, la demande de cette qualité devenant tous les jours plus importante.

Néanmoins, du fait de l'augmentation des bois, des pâtes et du coût de l'énergie et malgré les hausses successives que nous avons été contraints d'appliquer à notre clientèle, la rentabilité n'est toujours pas suffisante.

Je souhaite que tous ceux qui travaillent dans le Groupe de CORBEHEM soient conscients de l'effort accompli pour maintenir leur outil de travail et sauvegarder leur emploi.

L'approvisionnement en bois demeure une de nos premières préoccupations, aussi l'installation d'une nouvelle machine à papier journal dans les Vosges nous paraît-elle incontournable, car elle risquerait de priver de leur approvisionnement en bois les usines existantes, tant que n'a pas été le préalable dégage l'approvisionnement en bois supplémentaire nécessaire.

Le secteur de nos produits à base d'ovate de cellulose est toujours celui qui nous donne le plus de satisfaction, tous les produits vendus sous la marque LOTUS étant chaque jour appréciés davantage de la clientèle. Nos usines de KUNHEIM et d'HONDOUILLE ayant atteint la saturation, ne pouvaient plus répondre à l'évolution de la demande ; la clientèle aurait alors dû faire appel à des produits d'importation qui provoqueraient des sorties de devises. C'est pourquoi nous avons décidé l'installation d'une nouvelle unité à GIEN-ARRABLOY, dans le Loiret, sur un terrain d'une superficie de 110 ha. La construction de cet ensemble, nouvelle machine à papier journal, ouate de cellulose, nécessite dès 1982 à l'approvisionnement des ateliers de transformation, a été décidée.

Les autorisations nécessaires sont maintenant obtenues et après avoir longuement hésité sur le site d'implantation, des offres alléchantes nous ayant été faites dans d'autres territoires de la communauté européenne, notamment en Belgique, notre choix est aujourd'hui arrêté.

Cette nouvelle usine aura vers 1985 une dimension comparable à celle de l'usine de KUNHEIM dans son actuel développement.

L'investissement prévu dépassera 420 millions de francs et impliquera la création de 450 emplois nouveaux. Son financement est assuré, nous avons obtenu à cet effet du Crédit National des crédits à long

terme et moyen terme à taux d'intérêts bonifiés.

Je vous donnerai à présent quelques indications sur l'exercice en cours en vous indiquant que l'activité de notre Société durant ce premier semestre a été satisfaisante.

Dans le domaine du sucre les tonnages vendus sont supérieurs d'environ 13 % par rapport à ceux de l'année précédente. Malgré l'arrêt de la Machine IV, du fait de sa transformation, la facturation dans le secteur papier est en augmentation de près de 20 %.

Quant au groupe KAYSERSBERG l'augmentation en tonnages doit dépasser 17 %. Compte tenu de ces éléments le chiffre d'affaires des 4 premiers mois est en augmentation de près de 25 %.

Nos outils industriels étant au point dans le domaine du sucre, nous envisageons l'avenir avec confiance et quoi que l'on puisse dire, surtout dans les instances bruxelloises, le secteur sucrier demeure un de ceux où les charges sont les moins lourdes pour le FEAGA, puisque cette année ce secteur n'a pas eu en rien dans son budget, les cotisations versées sur les sucres B couvrant largement les dépenses d'exportation des sucres communautaires. Dans le domaine agricole, ce secteur est pour l'économie française le seul à croître, largement exportateur et dont les charges budgétaires sont nulles.

Je ne citerai qu'un seul chiffre : pour l'année écoulée les exportations françaises en sucre se sont élevées à plus de 4 milliards de francs, contribuant ainsi largement à l'équilibre en devises de la balance commerciale.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, une Assemblée Générale Extraordinaire va se tenir pour nous autoriser à augmenter, la cote, échéant, notre capital par tout moyen et notamment par incorporation de réserves.

Compte tenu de la situation de notre Société que je viens de vous exposer, je proposerai au Conseil d'Administration qui se réunira à l'issue de cette Assemblée d'user de cette faculté pour augmenter le capital par distribution d'actions gratuites et attribution à raison de 1 pour 8 actions anciennes, jouissance 1^{er} janvier 1980.

Vous vous doutez bien que si nous réalisons une telle opération c'est avec la ferme intention, à moins de circonstances que nous n'envisageons pas pour le moment, de maintenir au moins l'actuel dividende sur le capital augmenté pour l'exercice en cours.

Comme vous le constaterez, notre situation est toute différente de ce qu'elle était il y a trois ans et nous envisageons avec confiance les exercices à venir.

Ce résultat a été obtenu grâce au concours et aux efforts de tous nos collaborateurs, aussi je souhaite que dans un climat social apaisé, notre Société, dans une économie française qui traverse relativement bien la crise ressentie dans le monde occidental, poursuive sa marche en avant et ce au double profit de ceux qui y travaillent et de ceux qui de part leur apport en capital, c'est-à-dire vous, Mesdames, Messieurs les Actionnaires, permettent à la Société de vivre.

Jean-Marc VERNES

LES MARCHÉS

PARIS LONDRE

la baisse s'est ralentie

Marchés	1979	1980
Indice Cote	100	100
Indice 1000	100	100
Indice 2000	100	100
Indice 3000	100	100
Indice 4000	100	100
Indice 5000	100	100
Indice 6000	100	100
Indice 7000	100	100
Indice 8000	100	100
Indice 9000	100	100
Indice 10000	100	100

Marchés	1979	1980
Indice Cote	100	100
Indice 1000	100	100
Indice 2000	100	100
Indice 3000	100	100
Indice 4000	100	100
Indice 5000	100	100
Indice 6000	100	100
Indice 7000	100	100
Indice 8000	100	100
Indice 9000	100	100
Indice 10000	100	100

BOURSE DE PARIS - 19

HEURES	1979	1980
10h	100	100
11h	100	100
12h	100	100
13h	100	100
14h	100	100
15h	100	100
16h	100	100
17h	100	100
18h	100	100
19h	100	100
20h	100	100
21h	100	100
22h	100	100
23h	100	100
24h	100	100
25h	100	100
26h	100	100
27h	100	100
28h	100	100
29h	100	100
30h	100	100
31h	100	100
32h	100	100
33h	100	100
34h	100	100
35h	100	100
36h	100	100
37h	100	100
38h	100	100
39h	100	100
40h	100	100
41h	100	100
42h	100	100
43h	100	100
44h	100	100
45h	100	100
46h	100	100
47h	100	100
48h	100	100
49h	100	100
50h	100	100
51h	100	100
52h	100	100
53h	100	100
54h	100	100
55h	100	100
56h	100	100
57h	100	100
58h	100	100
59h	100	100
60h	100	100

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA BOMBE : « Des neutrons, pour quoi faire ? », par Jean Pouchet ; « La souffie qui fait dé-
part », par Jacques Crestard ;
« Convergence sur le primordial »,
par Arthur Pasch.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
— La Mauritanie est favorable à la reconnaissance de la République sahraïenne par l'O.U.A.
4.6. PROCHE-ORIENT
— Les États-Unis et l'enjeu irani-
en (IV), par Eric Rouleau.
— ISRAËL : le budget de la défense
sera réduit de 3,5 % seulement.

6-7. ASIE
— INDE : un émissaire de Mme Gan-
dhi se rend en Chine pour discuter
de la « normalisation » entre les
deux pays.
— AFGHANISTAN : un membre im-
portant de l'équipe dirigeante est
blessé au cours d'un attentat.

7. AMÉRIQUES
— EL SALVADOR : les mouvements
de gauche lancent un appel à la
grève générale.

7. EUROPE

8-9. DIPLOMATIE

POLITIQUE

10 à 14. LA CÉLÉBRATION DU
QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE
DU 18 JUIN

16. Les suites de l'effort Domestique.

SOCIÉTÉ

17. La faillite d'une centrale d'achats
devant le tribunal de Paris.

18. RELIGION : après le voyage du
pape à Paris.

20. JUSTICE : Libres opinions :
« La pite au pain ? », par
Jean Andrieu.

28. DÉFENSE

32-33. SPORTS :

LE MONDE DES LIVRES

19. LE FEUILLETON de Bertrand
Poirat-Delpech : Lettres à un ami
perdu, de Patrick Besson ; Le Bête
à bon Dieu, de Pascal Jardin.

— Elvire de Brissac ou com de la
forêt ; les réveries d'Hubert Juin ;
le labyrinthe de Zinoviev.

21. ROMANS : les deux amours de
Léopold.

22-23. HISTOIRE LITTÉRAIRE : figures
romantiques.

24. SOCIÉTÉ : des pavots pour la
bonne cause.

25. LETTRES ÉTRANGÈRES : Lawrence
Ferlinghetti, poète popu-
laire.

CULTURE

30. LE JOUR DU THÉÂTRE : gentils
acteurs d'Auberlilliers.

ÉQUIPEMENT

38. TRANSPORTS : les marins fran-
çais vont provoquer des retards à
l'appareillage.

ÉCONOMIE

39. AGRICULTURE : la tension dans
le Languedoc.

40-41. SOCIAL : le débat sur le droit
de grève à l'E.G.P., une libre opi-
nion de Marcel Paul ; le congrès
de F.O.

RADIO-TELEVISION (33)

Annouces classées (36 et 37) ;
Carnet (38) ; Journal officiel (34) ;
Lettre nationale, Loto (34) ; Mé-
térologie (34) ; Mots croisés
(34) ; Programmes spectacles (31
et 32) ; Bourse (43).

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie
d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

A partir de 998 F dans
en choix de 3 000 draperies
Fabrication traditionnelle

ROBES et TAILLEURS

SUR MESURE

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la Chapelle, PARIS (Opéra)
Tél. : 742-70-81

LE PROJET DE BUDGET COMMUNAUTAIRE

Le conseil des ministres des Neuf fait pression sur l'Assemblée

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — L'Assemblée européenne s'apprête-t-elle à adopter en première lecture, le projet de budget de la Communauté pour 1980 que vient de mettre au point, le 16 juin à Luxembourg, le conseil des ministres des Neuf et qui ressemble comme un frère au texte qu'elle avait rejeté, à une très large majorité, en novembre 1979 ? Les Neuf, qui exercent une vive pression dans ce sens, donnent l'impression de vouloir faire regretter aux parlemen-
taires cet acte de « rébellion ».

Le conseil des ministres a des atouts en main. Après l'accord du 30 mai sur la réduction de la contribution britannique et sur les prix agricoles, il peut évaluer de façon précise quelles seront les dépenses de la C.E.E. en 1980 et se trouve donc en mesure de présenter un projet de budget à l'Assemblée. En- suite, il est en droit de penser que l'opinion publique comprendrait mal que, après cet accord, obtenu non sans peine, l'Assemblée, par sa seule action, prolonge la crise in-terne de la C.E.E. Enfin, il sait que l'absence de budget gêne matériellement les parlementaires eux-mêmes, puisque les crédits mis à leur disposition s'en trouvent provisoirement réduits.

Au cours de la réunion de consulta- tion entre l'Assemblée et le conseil, qui s'est tenue le 17 juin, le prin- cipal débat a porté sur l'agriculture. La délégation parlementaire voulait obtenir des Neuf l'engagement pré- cis que les crédits affectés au sou- tien des marchés seraient diminués dans le budget 1980 et même légè- rement amputés (100 millions d'ECU, soit 590 millions de francs) dans le budget 1981. Elle souhaitait que l'Assemblée fixe par les Neuf, en 1982, pour la mise en place de réformes structurelles, parmi les- quelles la réforme de la politique agricole commune, soit avancée d'au moins six mois.

Le conseil des ministres a balayé ces exigences et s'est mis d'accord sur un projet très en-deçà de ce que demandait la délégation parlemen- taire. En matière agricole, il a invité l'Assemblée à se contenter d'une déclaration anodine, dénuée de tout engagement, ou, grosso modo, on constate que les décisions prises (hausse des prix communs de 5%,

augmentation à 2% de la taxe de corresponsabilité laitière, décision d'appliquer un super-prélevement lat- tier à partir de 1981-1982 et la pro- duction continue à croître) vont dans le bon sens.

En ce qui concerne les « dépenses non-obligatoires », c'est-à-dire les dépenses structurelles (Fonds régional, Fonds social, éducation), le conseil préconise, par rapport au projet de novembre, une augmenta- tion de 240 millions d'écus (1,3 mil- liard de francs). Ce montant est très proche de celui qu'il avait indiqué être en mesure d'accepter comme effort supplémentaire durant la nuit de négociations avec l'Assemblée, qui avait précédé, en novembre, le rejet du budget.

Bref, le conseil ne fait aucune vé- ritable concession nouvelle. Cependant, la commission des budgets de l'Assemblée a cherché une voie qui permettrait d'acquies- cer le diktat du conseil, et tout de même de voter le budget 1980. Jeudi matin 19 juin, elle a choisi, dans cet esprit, la position suivante : l'Assemblée accepte l'idée de voter le budget en première lecture, mais à la condition, d'une part, que le conseil lui transmette en bonne et due forme, un projet de budget in- cluant les 240 millions d'ECU supplémentaires pour les dépenses structurelles ; de l'autre, qu'elle conserve le droit d'amender de façon significative ce projet.

Il s'agit là assurément d'une for- mule qui ne correspond pas exac- tement à ce que souhaitait le conseil. S'il considère cependant que, au bout du compte, il sera suivi par une grande majorité de parlemen- taires désireux de terminer ce conflit, le conseil pourrait, pour sauver le prestige de l'Assemblée, accepter cette concession.

PHILIPPE LEMAITRE.

EN DÉPIT DES PROMESSES GOUVERNEMENTALES

Les écarts de salaires entre ouvriers et employés n'ont pas été réduits

Il y a en France environ douze millions cinq cent mille travailleurs manuels, dont 25 % de femmes. Quelque deux millions cinq cent mille d'entre eux seule- ment sont établis à leur compte. Déjà, en 1978, le groupe de réflexion présidé par M. Girardet — l'ancien P.D. Air France — chargé alors par le gouvernement de proposer une série de mesures pour revaloriser les salaires des travailleurs manuels — avait pré- conisé un « rattrapage » évalué à vingt points d'indice, qui s'ex- fectuerait en cinq ans. (Le Monde du 30 mars 1978). En novembre 1979, M. Stoléru, constatant qu'« un grand pays industriel doit payer ses travailleurs manuels à leur juste mesure », avait annoncé au nom du gouvernement le rattrapage, d'ici à 1983, des salaires « des cols blancs par ceux des cols bleus », l'écart salarial entre les travailleurs manuels et les autres catégories, à l'époque, en moyenne nationale, 12 %.

Or on constate, selon les der- nières statistiques connues, que d'octobre 1978 à octobre 1979 le gain mensuel ouvrier s'est ac- croché de 1,15 % en valeur nom- inale et de 1,15 % en valeur réelle (12,8 % en sept ans, de 1972 à 1979, le gain nominal des ouvriers a été de 138,7 % et celui des employés de 138,7 %). Loin d'un rattrapage, on constate, au contraire, qu'en moyenne l'écart entre les salaires des cols blancs et ceux des cols bleus s'est accru un peu moins vite que celui des ouvriers, comme l'annonçait M. Stoléru : + 12,8 % contre + 13,87 %. Mais le mouvement des retraités, dont le revenu est assuré par la loi, a été de 13,9 % en 1979, ce qui, en valeur réelle, est de 12,8 %.

En mars dernier, le secrétaire d'État aux affaires sociales, M. Stoléru, avait annoncé que le pouvoir d'achat des ouvriers avait, en quatre ans, progressé d'un peu plus de 9 % contre 2 % seulement pour les cadres (le Monde des 12 et 13 mai). Au sein de la population ou- vière, les statistiques démontrent aussi que depuis 1973, les « sim- cards » ont vu leur pouvoir d'achat s'accroître plus rapide- ment que celui des ouvriers, avec cependant une exception pour ceux de la C.G.T. (1,3 % au lieu de - 0,2 % pour les autres ouvriers (Le Monde des 15-16 juin).

Une réaction de la C.G.T.

A propos des chiffres cités par M. Stoléru sur l'amélioration des salaires ouvriers, M. Oswald Cal- vet, membre de la commission exécutrice de la C.G.T., a déclaré le mercredi 18 juin : « Au mo- ment où, après les statistiques de l'INSEE, le rapport des comptes du général contre ses alliés contri- nistes et publiés, sur ces épisodes clés de la révolution chinoise, « Sous le signe du dragon », il s'agit d'appliquer l'Afrique, le Sahara sahariens, relatant ses voyages dans « l'appel du Sud », « La retraite du désert », « Le Haken aux bords bleus », pu- bliés notamment par la Biennale de Paris et la Biennale de Deux-Mon- des. Il s'agit de l'actualité aussi bien avec André Malraux qu'avec le général de Gaulle. »

Il avait aussi collaboré au Temps, plus tard au Monde, et avait fondé l'agence Dioutrem. Conservateur de formation, très attaché à l'Empire, il collabora- it à la Biennale de Paris, puis au gouverneur Pignatelli en Indochine, il avait su comprendre et analyser avec acuité la déco- lisation. — J. I.

Un réajustement des retraites en 1981

L'augmentation, en un an, de 12,1 % des pensions (5,4 % au 1^{er} janvier 1980 et 6,4 % au 1^{er} juillet 1980), annoncée par le conseil des ministres, risque de se traduire par une diminution du pouvoir d'achat pour une double raison : la révolution des prix, qui en avril dernier avait augmenté de 13,9 % en un an et la création, au 1^{er} juillet, d'une cotisation d'assurance-maladie de 1 % sur les pensions de base, à la charge des retraités dont le revenu est impossible. Le conseil ayant indi- qué que le pouvoir d'achat des retraités serait maintenu et qu'un réajustement serait décidé si l'évo- lution des prix le nécessitait, une majoration supplémentaire de- vrait donc, en principe, intervenir au 1^{er} janvier 1981, soit à cette époque, un peu plus de 5,1 % pré- vus par l'ordonnance de la seule application des règles re- traires, par l'évolution des retraites.

LA CRÉATION D'UN « PACTE POUR L'EMPLOI DES CADRES » EST À L'ÉTUDE

M. Mattéoli, ministre du travail et de la participation, a réuni, ce jeudi 19 juin, une conférence de presse ayant pour thème la « création du troisième pacte pour l'emploi » d'après le pacte pour l'emploi de 1973, et de mesures destinées à mettre prochainement en place un « pacte pour l'emploi des cadres ».

Pour sa part, l'union confédérale des ingénieurs et cadres C.F.I.T. dénonce le fait qu'elle n'est pas « écoutée » dans les groupes de tra- vail du ministère sur l'emploi des cadres : elle a formulé quatre propositions sur la possibilité des offres d'emploi, le contrôle des cabinets de recrutement pour le service public, les aides à la création de cabinets conseils et la situation des cadres espérés.

De leur côté, l'Agence nationale pour l'emploi, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) et l'As- sociation pour l'emploi des cadres, ingénieurs et cadres de l'agricul- ture (APEICA) ont décidé de renforcer leur coopération, après avoir constaté, par le biais d'une enquête, que l'A.N.P.E. ne plaçait que 5 % des cadres chômeurs. C'est du reste pour combattre cette inef- ficacité que des associations de cadres sans travail se créent pério- diquement, comme actuellement le Comité des cadres de Paris et de la région parisienne et le chômage (C.C.P.C.) ou l'Association des cadres de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (ACICA) (2).

(1) La C.G.T. a indiqué mardi que, selon ses calculs, le nombre de chômeurs était, fin mai, de 1 781 222.

(2) C.G.P.F., M. J. Bouvier, B.P. 75, 1, rue de l'Arrivée, 75149 Paris Cedex 15 ; ACICA, M. A. de Lila, 2, place de la Bourse, 33000 Bordeaux.

MORT DU JOURNALISTE

GEORGES R. MANUE

Notre confrère Georges R. Ma- nue, qui fut l'un des grands reporters des années 20 et 30, est mort le 15 juin en Suisse, âgé de 79 ans.

Peut-être Georges R. Manue était-il le dernier survivant d'une génération de grands reporters qui avait donné au journalisme Albert Londres, Louis Roubaud, Édouard Hély, Joseph Kessel et beaucoup d'autres. Né en Suisse en 1901, il s'était engagé en 1921 dans la Légion étrangère. Au Maroc, lors des combats du Rif, il avait été l'agent de liaison du capitaine de Lattre de Tassigny.

Libéré en 1926, il s'était vu confier très jeune, par la direc- tion du Journal, des missions de grand reporter en Asie et en Afrique. Il avait recueilli la pre- mière interview de Tchang Kai- chak après le retour de l'exil, et le général contre ses alliés contri- nistes et publiés, sur ces épisodes clés de la révolution chinoise, « Sous le signe du dragon », il s'agit d'appliquer l'Afrique, le Sahara sahariens, relatant ses voyages dans « l'appel du Sud », « La retraite du désert », « Le Haken aux bords bleus », pu- bliés notamment par la Biennale de Paris et la Biennale de Deux-Mon- des. Il s'agit de l'actualité aussi bien avec André Malraux qu'avec le général de Gaulle. »

Il avait aussi collaboré au Temps, plus tard au Monde, et avait fondé l'agence Dioutrem. Conservateur de formation, très attaché à l'Empire, il collabora- it à la Biennale de Paris, puis au gouverneur Pignatelli en Indochine, il avait su comprendre et analyser avec acuité la déco- lisation. — J. I.

DÉCÈS DU PAROLIER

MICHEL VAUCAIRE

Michel Vaucaire est mort le 19 juin à son domicile de Neuilly des suites d'un infarctus. Il était âgé de soixante-seize ans.

Une le 3 août 1904 à Brissac (Suisse), Michel Vaucaire, marié depuis 1942 à la chanteuse Corn Vaucaire, est l'un des grands pro- fessionnels qui ont fait l'originalité de la chanson française dans les années 50. Il a écrit ou coécrit des chansons pour Edith Piaf (de sa regrettable et pour les Frères Jacques (la Salu- tation), également publiées des ouvrages sur Toussaint Louverture et sur Simon Bolivar, ainsi qu'une histoire de la pêche à la baleine.)

Le numéro du « Monde », daté 19 juin 1980 a été tiré à 528 485 exemplaires.

DOLLAR PLUS FERME

STABILITÉ DE L'OR

Le dollar s'est légèrement raffermi jeudi 19 juin à 4,12 F à Paris contre 4,075 F et à 1,77 DM à Francfort contre 1,76 DM. En dépit de l'au- noncé, mercredi 18 juin, d'un dé- ricat record de la balance commerciale française, le franc, comme la veille, s'est maintenu à son niveau an- térieur sur les marchés de chan- ge. Le deutschemark restant coté aux alentours de 2,275 F. Sur le marché de l'or, le cours de l'once est resté stable aux alentours de 680 dollars. Selon un dirigeant de l'industrie, les exportations sud-africaines de métal jaune pourraient être amputées de 30 tonnes et même davantage, la production de ce pays ayant été de 700 tonnes en 1979.

● Le Venezuela va augmenter le prix de son pétrole brut de 2 dollars le baril en moyenne. Cette décision, qui doit être an- noncée le 19 juin par M. Calderon, ministre vénézuélien de l'énergie, est la conséquence directe de la fixation par l'OPEP du prix-plafond de 32 dollars le baril lors de la réunion d'Alger début juin. Cette hausse fera passer le prix du « brut » vénézuélien de 29,25 dollars à 31,25 dollars le baril, soit un prix légèrement in- férieur au plafond fixé par l'OPEP. — (I.F.P.)

● Préavis de grève à la S.N.C.F. du 24 au 26 juin. — Les fédéra- tions des cheminots C.G.T. et C.F.D.T. ont déposé un préavis de grève couvrant la période du 24 juin à 20 heures à 26 juin à 8 heures, dans le cadre de la journée d'actions du 25 juin, organisée par les deux confédéra- tions sur la réduction de la durée du travail et la revalorisation des bas salaires.

(Publiée)

Répondeurs

téléph.-30°

chez Duriez

3 MODÈLES Philips fiables :
1. Répondeur simple :
1420 F (au lieu de 2028 F). 2.
Enregistreur à temps fixe : 2914 F
(4163 F). 3. Enregistreur sur
mesure. Coupe des fins messages
de votre correspondant. Vous
gagnez beaucoup de temps à
votre retour. 3510 F (5014 F), tte.
Duriez - Bouffiché, 112, Bd
St Germain, 91115 (Sa. & Lu.
9h30) à 12h30 ; 15h30 à 18h30.
Satisfait ou remboursé.

93 Bd Hausmann Paris 8°

Tél. 265 52 23 (S.AUGUSTIN)

155 rue de Corbeil

St-Gervais des Bois

Tél. 016 95 75

16 rue de la Division Leclerc

STRASBOURG

Tél. 32 92 95

GRIFFON

tous les lits

escamotables

93 Bd Hausmann Paris 8°

Tél. 265 52 23 (S.AUGUSTIN)

155 rue de Corbeil

St-Gervais des Bois

Tél. 016 95 75

16 rue de la Division Leclerc

STRASBOURG

Tél. 32 92 95

GRIFFON

tous les lits

escamotables

93 Bd Hausmann Paris 8°

Tél. 265 52 23 (S.AUGUSTIN)

155 rue de Corbeil

St-Gervais des Bois

Tél. 016 95 75

16 rue de la Division Leclerc

STRASBOURG

Tél. 32 92 95

GRIFFON

tous les lits

escamotables

93 Bd Hausmann Paris 8°

Tél. 265 52 23 (S.AUGUSTIN)

155 rue de Corbeil

St-Gervais des Bois

Tél. 016 95 75

16 rue de la Division Leclerc

STRASBOURG

Tél. 32 92 95

GRIFFON

tous les lits

escamotables

93 Bd Hausmann Paris 8°

Tél. 265 52 23 (S.AUGUSTIN)

155 rue de Corbeil

St-Gervais des Bois

Tél. 016 95 75

16 rue de la Division Leclerc

STRASBOURG

Tél. 32 92 95

GRIFFON

tous les lits

escamotables

93 Bd Hausmann Paris 8°

Tél. 265 52 23 (S.AUGUSTIN)

155 rue de Corbeil

St-Gervais des Bois

Tél. 016 95 75

16 rue de la Division Leclerc

STRASBOURG

Tél. 32 92 95

GRIFFON

tous les lits

escamotables

93 Bd Hausmann Paris 8°

Tél. 265 52 23 (S.AUGUSTIN)

155 rue de Corbeil

St-Gervais des Bois

Tél. 016 95 75

16 rue de la Division Leclerc

STRASBOURG

Tél. 32 92 95

GRIFFON

tous les lits

escamotables

93 Bd Hausmann Paris 8°

Tél. 265 52 23 (S.AUGUSTIN)

155 rue de Corbeil